

APOCALYPSE NERDS

COMMENT LES TECHNO- FASCISTES ONT PRIS LE POUVOIR

Quelque chose a basculé. Donald Trump a repris la Maison Blanche, mais dans son sillage, d'autres figures se sont installées dans l'ombre. Et si la Silicon Valley, longtemps perçue comme un bastion progressiste, était devenue le laboratoire d'une révolution autoritaire à l'échelle planétaire ? Nourris par d'obscurs penseurs étourdis de rêves fascistes ou monarchiques, des milliardaires de la tech appellent à la mort de l'État-nation et prophétisent la fin des démocraties libérales. Leur horizon politique : la sécession. Car la fin d'un monde, c'est surtout le commencement du leur. L'objectif de ces nerds de l'Apocalypse ? Imposer leur vision d'un futur privatisé, exclusif, fait d'enclaves libertariennes dirigées comme des entreprises. Bienvenue dans le Moyen-Âge du futur.

NOUVEAUTÉ

éditions divergences

NASTASIA
HADJADJI
ET OLIVIER

BIBLIOTHÈQUE DE LA VILLE DE PARIS



3 2272 16773 222 8

LESQUET

13 JAN. 2026

20

APOCALYPSE NERDS

COMMENT LES TECHNO-
FASCISTES ONT PRIS LE POUVOIR



320.5
HAD

NASTASIA
HADJADJI
ET OLIVIER
TESQUET

RENOV'LIVRES 2025

Dépôt légal : septembre 2025
ISBN : 979-10-97088-87-3

BIOGRAPHIES

NASTASIA HADJADJI est journaliste et chroniqueuse, spécialiste de l'économie politique du numérique. Elle collabore en presse écrite avec *Le Monde*, *Libération*, *Usbek&Rica* ; copilote la newsletter technocritique Synth Média et réalise des reportages pour l'émission *Tracks* (Arte). Elle est l'autrice de *No Crypto. Comment Bitcoin a envoûté la planète* (éditions Divergences, 2023).

OLIVIER TESQUET est journaliste à la cellule enquêtes de *Télérama*, spécialisé depuis 15 ans dans l'impact de la technologie sur la société. Il est l'auteur de plusieurs essais, dont *À la trace* (Premier Parallèle, 2020), *État d'urgence technologique* (Premier Parallèle, 2021) et *Dans la tête de Julian Assange* (avec Guillaume Ledit, Actes Sud, 2020).

*Nous vivons dans le capitalisme, son pouvoir
semble inéluctable – mais le droit divin des rois
l'était aussi.*

Ursula K. Le Guin, discours à la
National Book Foundation, 2014.

*News had just come over
We had five years left to cry in
News guy wept and told us
Earth was really dying*

David Bowie, «Five Years», 1972.

INTRODUCTION. LA FIN D'UN MONDE

La scène décrit bien le putsch technologique en cours et la sidération dans laquelle il nous plonge. Ce 11 février 2025, tout habillé de noir, jusqu'à la casquette MAGA, Elon Musk se tient debout dans le Bureau ovale, son fils X Æ A-12 sur les épaules. Devant les caméras de télévision, de son habituelle scansion décousue, il vient justifier les coupes drastiques décrétées par son Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE). Aux côtés de ce ministre plénipotentiaire chargé de l'application algorithmique des réformes, presque hors champ, quasiment relégué au rang de figurant, Donald Trump reste mutique, accoudé au Resolute desk qui a vu passer tous les présidents des États-Unis depuis Rutherford B. Hayes en 1877. Musk le milliardaire n'a pas été élu. Il n'a pas prêté serment. Il ne figure dans aucun organigramme officiel. Il gouverne sans gouverner. On jurerait la scène, presque comique, sortie de l'imagination fertile d'un auteur de *late show*. Pourtant, dans la circulation de ces images bien réelles, quelque chose résiste à l'interprétation. Où est le pouvoir ? Qui décide ? Les rôles ne sont pas complètement inversés, mais l'instantané donne à voir le nouveau régime, où l'institution est réduite au rôle d'interface. Ici, Musk n'exerce pas une fonction : il exécute un programme, aussi informatique

que politique, épaulé par une garde prétorienne de jeunes développeurs à la loyauté inébranlable.

Le sigle DOGE ne renvoie-t-il pas à la fois à la cryptomonnaie parodique promue par Musk, mais aussi au souverain vénitien (du latin dux, chef), liant dans un bricolage symbolique la farce numérique et l'ancestrale majesté lacustre ?

Les Anglo-Saxons ont cette expression formidable, qui semble résumer à elle seule le grotesque trumpiste : « Elect a clown, expect a circus », (Élisez un clown, attendez-vous à un cirque). Il serait tentant d'interpréter cette séquence baroque comme l'énième numéro d'un spectacle interminable, conclu quelques mois plus tard par un divorce aussi spectaculaire que surjoué. Il serait aisé de croire qu'elle appartient au registre de l'excès. Peut-être même d'y voir le triomphe silencieux d'un homme, Donald Trump, revenu au pouvoir après quatre ans de disgrâce, capable de s'entourer des figures les plus influentes de la Silicon Valley pour gouverner par le chaos et imposer son style imprévisible. Ce livre ne soutient aucune de ces hypothèses, pour une raison simple : ce n'est pas un livre sur Trump. Il ne s'écrit pas sans lui pour autant, mais à côté de lui. C'est un livre sur tous ceux qui gravitent dans son orbite, qui parlent quand il se tait ou prennent de l'épaisseur *pendant* qu'il s'exprime. Ils s'appellent J.D. Vance, Peter Thiel ou Curtis Yarvin. Ils sont le versant obscur, l'ubac de son histrionisme. Le diagnostic est flagrant : ce deuxième mandat ne ressemble pas au premier ; le trumpisme n'était pas une simple erreur de trajectoire. Et de fait, ce 11 février, dans la solennité du Bureau ovale, on assiste à un déplacement du pouvoir hors du cadre. Il neutralise la démocratie sans l'abolir, en conserve les rituels et les symboles, mais les vide de leur substance.

Pendant que Trump capture l'attention et mobilise toutes nos ressources cognitives, son pouvoir se transforme. Il se distribue jusque dans les couches logicielles de l'administration, réencode le réel sous nos yeux ébahis. Nous avons décidé de nommer technofascisme cette mutation politique, non par goût stérile de la provocation, mais parce que ce terme nous semble le plus adapté pour désigner la recomposition technique du pouvoir à l'œuvre dans les interstices de nos démocraties fatiguées, terrain particulièrement propice à cette métabolisation.

Dans ce théâtre muet, une autre parole travaille déjà l'Histoire. Quelques semaines plus tôt, le 10 janvier 2025, dans le *Financial Times*, institution centrale des élites économiques, Peter Thiel publie un éditorial oraculaire et délibérément impénétrable. À dix jours de l'investiture de Donald Trump, le milliardaire de la tech, argentier du camp conservateur et autorité intellectuelle des néoréactionnaires, affirme que son retour à la Maison-Blanche « augure l'apokálypsis des secrets de l'Ancien Régime. Les révélations de la nouvelle administration n'ont pas besoin de justifier la vengeance – la reconstruction peut aller de pair avec la réconciliation. Mais pour qu'il y ait réconciliation, il doit d'abord y avoir vérité¹. » L'apocalypse selon Saint Thiel n'est pas une peur de la fin du monde : c'est la possibilité d'une contre-révolution. Et cette terminologie l'agite depuis longtemps. En 2007 déjà, ce fervent catholique professait la même espérance : « L'homme ou la femme d'État chrétien ne sait que l'ère moderne ne sera pas permanente et qu'elle laissera place, à terme, à quelque chose de très différent. Il ne faut jamais oublier qu'un jour tout sera révélé, que toutes les injustices seront dévoilées et que ceux qui les ont perpétrées devront rendre des comptes². » Ce court essai, *The Straussian*

Moment, marqué par le 11 septembre, diagnostique l'échec du libéralisme à produire un ordre moral stable, et liquide l'héritage des Lumières, qualifiées de « sommeil intellectuel ». À travers cette réfutation tranquille, Thiel n'esquisse pas une réforme du monde ancien : il attend son effondrement et prépare l'avènement du suivant. Citant Leo Strauss, philosophe germano-américain – comme lui – qui a inspiré le titre de ce pamphlet cryptique, Thiel écrit encore que « l'Amérique doit sa grandeur non seulement à son adhésion habituelle aux principes de liberté et de justice, mais aussi à ses écarts occasionnels par rapport à ces principes. » De quoi penser, déjà, un exercice du pouvoir fondé sur l'exception. Longtemps difficile à trouver, ce texte éclaire la cohérence de sa théologie politique : celle d'une apocalypse stratégique, conçue comme la matrice d'un pouvoir nouveau, profondément antidémocratique.

Il s'agit ici de cartographier un glissement. Certains concepts – monarchie distribuée, souveraineté-as-a-service, pensée en API, *Network State*, accélérationnisme – sont des métaphores piochées dans le champ lexical des ordinateurs, mais pas seulement. Ils désignent des formes déjà actives, encore mal perçues, qui se signalent moins par des ruptures visibles que des reconfigurations silencieuses. Il fallait commencer le diagnostic par une image, comme une interruption. Ce qui suit est la tentative d'y répondre, aux États-Unis et par capillarité partout ailleurs. En 2007 comme en 2025, ce qui anime Peter Thiel et ses disciples ne relève pas d'une logique insurrectionnelle visant à prendre le pouvoir par la force. Le geste apocalyptique qu'il appelle de ses vœux rappelle la figure de Saint Paul, persécuteur devenu apôtre, telle que relue par Jacob

Taubes. Philosophe allemand, théologien, érudit du Talmud, Taubes interprète l'Apocalypse comme un acte de fracture politique³. Chez lui, Paul ne cherche ni à réformer l'ordre ancien, ni à en négocier l'évolution : il rompt. Il délie les croyants de la Loi mosaïque, non pour en corriger les règles, mais pour suspendre son autorité et fonder une nouvelle communauté sur l'adhésion à une révélation.

Cette lecture radicale de Paul s'inscrit dans une vision plus large : pour Taubes, marqué par la pensée de Carl Schmitt le juriste du Troisième Reich (avec qui il a entretenu une correspondance controversée), toute fondation politique passe par une rupture. Ainsi relue, l'Apocalypse n'est pas la clôture du monde, mais l'espace d'une refondation. C'est un *kairos* : un temps décisif, chargé, explosif. Mais là où Paul se fait véhicule d'une révolution spirituelle, Thiel envisage ce moment eschatologique de l'Histoire comme l'opportunité d'un renversement politique. En 2019, l'essayiste italien Giuliano da Empoli a forgé la notion d'*ingénieurs du chaos* pour désigner ces *spin doctors*, idéologues et autres experts en technologies numériques, méconnus du grand public mais qui orchestrent la montée des mouvements populistes à travers le monde et « inondent la zone de merde », pour reprendre la prescription de l'idéologue national-populiste Steve Bannon, stratège en chef de Donald Trump entre 2016 et 2017⁴. Thiel, lui, est un *ingénieur du kairos*. Les premiers manipulent l'opinion pour désorganiser et fracturer le système ; le second, tel un accélérateur de l'Histoire, travaille en amont pour rendre inéluctable l'apparition d'un ordre alternatif. Mais pour que ce *kairos* advienne, encore faut-il que l'ancien monde vive assez longtemps, ou plutôt qu'il s'effondre au bon moment. Dans les Épîtres de Paul, ce rôle de

ralentisseur providentiel est tenu par le *katechon* – « celui qui retient » l'irruption du chaos. Peter Thiel, dans ses interventions les plus ésotériques, mobilise lui aussi cette figure : le président des États-Unis, dit-il, est « peut-être un *katechon* », une force stabilisatrice à même de repousser l'Armageddon technologique ou la survenue d'un « gouvernement mondial » oppressif, qu'il présente comme l'Antéchrist⁵.

C'est ce temps suspendu, ce « temps qui reste », que Giorgio Agamben a décrit comme l'enjeu central de toute politique du messianisme. Chez le philosophe italien, penseur-clé – et très critique – de l'état d'exception, le temps messianique signale le moment où les institutions perdent leur emprise, ouvrant la voie à une communauté universelle émancipée de la souveraineté⁶. Dans ce laps fragile, tout est encore possible : l'accomplissement comme le reniement, l'ouverture comme la confiscation. Nous en sommes là. C'est un interrègne, où le monde ancien n'est pas encore détruit et le nouveau, pas tout à fait né. Ce n'est pas un vide, mais une lutte silencieuse pour la signification du futur. Un temps de tension, un « déjà et pas encore », qui exige une participation active des individus. Le cortège à la suite de Donald Trump, lui, ne veut pas abolir la souveraineté, mais la reprogrammer au profit d'une élite technologique. « Le temps qui reste entre le temps et sa fin » n'est plus une fenêtre de libération ; c'est le terrain de jeu des nerds de l'Apocalypse.

Dès lors, il y a le moment, gramscien (« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres »), et sa grammaire. Celle-ci opère en trois temps : désigner l'ennemi existentiel, dénoncer la trahison, se présenter comme dissident. Cette stratégie de conquête des imaginaires et des affects n'est pas

sans rappeler le « style paranoïaque » décrit dans les années 1960 par l'historien américain Richard Hofstadter. Ce mode de pensée, qui transcende les époques et les idéologies, se caractérise par une vision du monde sous le prisme de la conspiration, qui conjugue croyance en des forces obscures et résistance aux faits. Il est aujourd'hui modernisé par les plateformes détenues par nos ingénieurs du *kairos*, dont X, ex-Twitter, semble être devenu l'incarnation la plus spectaculaire. Chez Elon Musk, J.D. Vance, Peter Thiel ou encore Marc Andreessen – un autre éminent capital-risqueur de la Silicon Valley converti au trumpisme – ce style paranoïaque se combine à une esthétique entrepreneuriale et à un rationalisme de façade, mais il conserve sa caractéristique principale : une mentalité de citadelle assiégée. Quand, après cent jours du second mandat de Trump, Steve Bannon appelle à « rendre la révolution permanente », il ne dit pas autre chose⁷. Par cet emprunt stratégique à Trotsky, le cerveau de la première campagne du président américain entend signaler l'importance d'une tension maintenue à un point d'ébullition, une sorte d'état de guerre perpétuelle où les contre-élites, au nom d'une vérité trafiquée, pourront toujours se justifier d'agir sans mandat ou contre l'État de droit.

Il ne s'agit plus de convaincre, mais comme l'a formulé Thiel, de révéler. De faire apparaître, derrière le voile des institutions, un ennemi occulte, une trahison systémique, un combat à mener au nom de la « vérité ». Les milliardaires sécessionnistes ne se contentent pas de dénoncer l'ordre existant (dont ils tirent de dodus dividendes) : ils bâtissent une nouvelle souveraineté réservée à ceux qui *voient*. À mesure que la démocratie est perçue comme lente, opaque et compromise, l'autorité se déplace vers ceux qui

ralentisseur providentiel est tenu par le *katechon* - « celui qui retient » l'irruption du chaos. Peter Thiel, dans ses interventions les plus ésotériques, mobilise lui aussi cette figure : le président des États-Unis, dit-il, est « peut-être un *katechon* », une force stabilisatrice à même de repousser l'Armageddon technologique ou la survenue d'un « gouvernement mondial » oppressif, qu'il présente comme l'Antéchrist⁵.

C'est ce temps suspendu, ce « temps qui reste », que Giorgio Agamben a décrit comme l'enjeu central de toute politique du messianisme. Chez le philosophe italien, penseur-clé - et très critique - de l'état d'exception, le temps messianique signale le moment où les institutions perdent leur emprise, ouvrant la voie à une communauté universelle émancipée de la souveraineté⁶. Dans ce laps fragile, tout est encore possible : l'accomplissement comme le reniement, l'ouverture comme la confiscation. Nous en sommes là. C'est un interrègne, où le monde ancien n'est pas encore détruit et le nouveau, pas tout à fait né. Ce n'est pas un vide, mais une lutte silencieuse pour la signification du futur. Un temps de tension, un « déjà et pas encore », qui exige une participation active des individus. Le cortège à la suite de Donald Trump, lui, ne veut pas abolir la souveraineté, mais la reprogrammer au profit d'une élite technologique. « Le temps qui reste entre le temps et sa fin » n'est plus une fenêtre de libération ; c'est le terrain de jeu des nerds de l'Apocalypse.

Dès lors, il y a le moment, gramscien (« Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres »), et sa grammaire. Celle-ci opère en trois temps : désigner l'ennemi existentiel, dénoncer la trahison, se présenter comme dissident. Cette stratégie de conquête des imaginaires et des affects n'est pas

sans rappeler le « style paranoïaque » décrit dans les années 1960 par l'historien américain Richard Hofstadter. Ce mode de pensée, qui transcende les époques et les idéologies, se caractérise par une vision du monde sous le prisme de la conspiration, qui conjugue croyance en des forces obscures et résistance aux faits. Il est aujourd'hui modernisé par les plateformes détenues par nos ingénieurs du *kairos*, dont X, ex-Twitter, semble être devenu l'incarnation la plus spectaculaire. Chez Elon Musk, J.D. Vance, Peter Thiel ou encore Marc Andreessen – un autre éminent capital-risqueur de la Silicon Valley converti au trumpisme – ce style paranoïaque se combine à une esthétique entrepreneuriale et à un rationalisme de façade, mais il conserve sa caractéristique principale : une mentalité de citadelle assiégée. Quand, après cent jours du second mandat de Trump, Steve Bannon appelle à « rendre la révolution permanente », il ne dit pas autre chose⁷. Par cet emprunt stratégique à Trotsky, le cerveau de la première campagne du président américain entend signaler l'importance d'une tension maintenue à un point d'ébullition, une sorte d'état de guerre perpétuelle où les contre-élites, au nom d'une vérité trafiquée, pourront toujours se justifier d'agir sans mandat ou contre l'État de droit.

Il ne s'agit plus de convaincre, mais comme l'a formulé Thiel, de révéler. De faire apparaître, derrière le voile des institutions, un ennemi occulte, une trahison systémique, un combat à mener au nom de la « vérité ». Les milliardaires sécessionnistes ne se contentent pas de dénoncer l'ordre existant (dont ils tirent de dodus dividendes) : ils bâtissent une nouvelle souveraineté réservée à ceux qui *voient*. À mesure que la démocratie est perçue comme lente, opaque et compromise, l'autorité se déplace vers ceux qui

médiations parlementaires et du « libéralisme bloqué » incapable de répondre aux crises, irrigue aujourd'hui les discours des nerds de l'Apocalypse, qui fondent leur souveraineté autoproclamée sur une capacité exceptionnelle à voir et agir. Comme chez Carlyle, le peuple n'y est pas tenu en horreur, à condition qu'il n'ait aucun pouvoir de décision. En façonnant de nouvelles élites loyales et « contre-éclairées », peut-être même accouchera-t-il d'hommes exceptionnels.

Comment appeler alors ce pouvoir composite qui ne dit pas son nom ? Après avoir été anesthésiés pendant des années par l'innocuité d'un libertarianisme gentiment hostile à l'État, il y a urgence à stabiliser le vocabulaire pour mesurer le phénomène qui se dresse face à nous. S'agit-il de la dernière itération de l'*Ur-fascisme* d'Umberto Eco, ce fascisme primitif et éternel susceptible de ressurgir sous des formes différentes suivant le contexte historique ? Ou faut-il mobiliser une nouvelle grille d'analyse ? « Quand l'idée que le progrès est lié à quelque chose de pervers aura fait son chemin, ne verra-t-on pas surgir une synthèse qui chantera la gloire de la technologie moderne, mais honnira la modernité idéologique », se demandait encore Zeev Sternhell, prescient, il y a vingt ans¹¹. Ce que nous proposons d'appeler technofascisme n'est pas la simple adjonction de gadgets sur un vieux corpus autoritaire : c'est un nouveau régime d'action, modulaire, distribué, post-idéologique, où l'autorité s'administre comme un service et se déploie à l'ombre des institutions qu'elle aura préalablement affaiblies. Ici, la souveraineté n'est plus incarnée par un État, mais déléguée à des plateformes ou des réseaux contractuels organisés en *Network States*. La souveraineté-as-a-service est son modèle économique, la monarchie distribuée, sa forme politique. Ce n'est pas une dictature au sens

traditionnel du terme, ni même un régime consolidé, mais une interface configurable – la fusion de la technique et de l'autorité, un coup d'État niché dans des tableurs Excel, des lignes de code et des modalités d'action délibérément opaques. Le technofascisme n'a pas de manifeste, mais il a un design. C'est un logiciel en train de réécrire le monde, qui distribue l'autorité par l'infrastructure ; un double effet de centralisation et de décentralisation. La royauté conjuguée à la blockchain.

Ce fantasme d'optimisation absolue du vivant trouve déjà ses expressions les plus glaçantes. Évoquant l'Immigrations & Customs Enforcement (ICE), la police de l'immigration de Trump, Todd Lyons, son directeur, souhaite qu'elle devienne un « Amazon Prime des êtres humains¹² ». Ce qui devrait être une analogie infamante devient alors une raison sociale fièrement revendiquée. Elle prend corps grâce à Falcon, un logiciel conçu par Palantir – l'entreprise la plus stratégique d'un certain Peter Thiel – qui permet d'identifier, localiser et traquer les Américains sans-papiers. Grâce à cet outil, Palantir peut neutraliser les défenses des villes sanctuaires en rendant possible l'accès indirect aux données des cibles – même lorsque les autorités locales refusent de coopérer activement avec l'ICE – créée par George W. Bush et musclée par Trump. Cette bureaucratisation de l'inhumain rappelle inévitablement les travaux de l'historien Johann Chapoutot sur le nazisme, où l'horreur procédait par rationalisation administrative. Mais le technofascisme n'est pas la répétition trait pour trait des totalitarismes du xx^e siècle : même si sa dimension ségrégationniste reste centrale, il relève autant d'un projet mythologique fondé sur la race que d'un régime d'exception réticulaire. Les rafles en Californie et les émeutes

qu'elles ont déclenchées à Los Angeles en juin 2025 en sont la manifestation directe : l'État punitif est désormais privatisé.

À terme, ce fétichisme technologique peut, comme l'écrit l'historien John Ganz, « devenir la marque d'une mentalité totalitaire : une entité surhumaine est le véritable sujet de l'Histoire, qui justifie tout ce qui est à son service », comme le Moloch de la Bible réclamant son quota de sacrifices¹³. Pour autant, le technofascisme n'est pas la somme des courants – parfois contradictoires – qu'il mobilise. Il est un phénomène *sui generis* qui pose une question à laquelle il faudra bien répondre collectivement : la « techno » recompose-t-elle le « fascisme », terme historiquement situé pour nous Européens, lui donnant au passage une forme inédite ? Ce livre tentera d'y répondre en déchiffrant les codes, les lieux, les figures et le langage de cette révolution invisible : de X à Palantir, des textes cryptiques de Curtis Yarvin aux investissements de Peter Thiel, des fantasmes de longévité au modèle du *Network State*. Derrière le rêve californien, une nouvelle architecture cauchemardesque du pouvoir se met en place.

I. CONQUÉRIR

--	--

logique
« deve
une
Histoire
comme
a de sa
'est pa
res - q
qui po
épon
t-elle
ir nou
forme
échi
ge de
exte
s de
tèle
me
oir

--	--

C'est à la fois le centre et la périphérie, la capitale de l'empire et un espace soustrait au monde. Un territoire de 200 km², deux fois la surface de Paris intra-muros, où s'est construit le soubassement des économies contemporaines. Depuis un peu plus d'un demi-siècle, la Silicon Valley est le siège d'une religion technologique dans laquelle chacun joue à devenir Dieu. Dans ce royaume californien au sud de San Francisco, les Steve Jobs, les inventeurs, les *doers*, tous ceux qui *font*, sont érigés au rang de divinités. Là-bas, comme l'écrivait Tom Wolfe, « les enfants ont entendu l'expression "Silicon Valley" si souvent qu'ils ont grandi en pensant qu'il s'agissait du nom sur la carte¹⁴ ». Déjà au XIX^e siècle, la vallée de Santa Clara – son toponyme géographique – rendait fous ceux qui venaient y chercher la fortune en explorant ses sols aurifères. La Silicon Valley, c'est l'esprit d'entreprise, et l'esprit d'entreprise, c'est « un autre mot pour dire Amérique », ainsi que le formulait Ronald Reagan, dans le magazine *Success* en 1986, lui qui a lancé sa carrière politique comme gouverneur de Californie dans les années 1960. Une métonymie autant qu'une mythologie : celle d'une société *mécaniquement* améliorée par le progrès technique. Il existe au sujet de cette Amérique miniature une croyance tenace, selon laquelle il s'agirait d'un bastion historiquement démocrate.

Depuis les années 1990, avec l'essor d'Internet, puis des grandes plateformes que nous utilisons quotidiennement, un imaginaire optimiste, coïncidant avec la guerre froide, s'est imposé : celui d'un monde pacifié, démocratique, prospère et ouvert. En concluant son fameux discours sur « les autoroutes de l'information », Al Gore, confiant dans la révolution technologique en cours¹⁵, citait une parabole mobilisée par la romancière Toni Morrison au moment de recevoir son prix Nobel de littérature, quelques mois plus tôt : un jeune garçon capture un oiseau et demande à une vieille femme aveugle, réputée pour sa sagesse, si l'animal est vivant ou mort. Son plan est de tromper la vieille femme, soit en libérant l'oiseau si elle pense qu'il est mort, soit en le tuant si elle lui dit qu'il est vivant. Mais elle lui dit simplement que « la réponse est entre [ses] mains ». Et le vice-président de Bill Clinton de filer la métaphore : « Le futur est entre [les nôtres] ». Ainsi était scellée l'alliance entre la tech et le Parti démocrate, alors même que ce secteur florissant a supplanté l'industrie pétrolière comme premier bailleur de fonds des campagnes électorales¹⁶. Entre 2000 et 2020, dans le comté de Santa Clara, les candidats démocrates à la présidentielle ont recueilli entre 60,7 % (Al Gore, défait face à George W. Bush) et 72,6 % (Joe Biden, vainqueur face à Donald Trump) des voix. Plus impressionnant encore, en 2012 les contributions des salariés des grandes entreprises de la Silicon Valley montrent que ceux-ci soutiennent Barack Obama à plus de 90 % – le chiffre culmine même à 99 % chez Netflix¹⁷.

Cela ne devait toutefois être qu'une parenthèse de l'Histoire. Dans cet univers clos, la victoire de Trump en 2016 est évidemment vécue comme une anomalie insupportable. Et, dans le cam

vainqueur, comme une revanche. Dès lors, les républicains accusent à cadence régulière la Silicon Valley d'être non seulement inféodée aux démocrates mais, pire encore, de censurer activement les voix conservatrices par des politiques de modération arbitraires et discrétionnaires. Ce discours atteint son point d'orgue à la fin du mandat présidentiel, quand les comptes Twitter et Facebook de Donald Trump sont suspendus pour incitation à la violence quelques jours après le 6 janvier 2021, quand ses partisans assaillent le Capitole, persuadés que la réélection a été volée à leur champion. La rhétorique, qui présente les géants du numérique comme les bras armés d'une gauche progressiste et élitiste, a pourtant ceci de paradoxal qu'elle cible un écosystème historiquement façonné par des logiques réactionnaires. La Silicon Valley, peuplée « d'hommes qui pensent pouvoir échapper à la politique », selon l'expression du professeur Fred Turner¹⁸, possède une Histoire bien antérieure à celle de l'ordinateur et curieusement méconnue.

Elle débute avec Leland Stanford, magnat du rail, gouverneur puis sénateur de Californie à la fin du XIX^e siècle et fondateur en 1885 de la prestigieuse université éponyme. Le sociologue Olivier Alexandre, l'un des meilleurs connaisseurs de la tectonique politique dans ce coin des États-Unis, le décrit ainsi :

Il est allé chercher des universitaires du Midwest et de la côte Est, défendant une refondation de la science, qui souffraient du poids des institutions, des vieilles idées ou de l'influence des grandes familles. Venir en Californie, c'était pour eux l'occasion de repenser le monde, en plaçant les meilleurs, les plus forts, les plus intelligents, au cœur du système. Leland Stanford

commence par embaucher comme président d'université David Star Jordan, un biologiste qui vient de l'université de l'Indiana, figure du darwinisme ; mais aussi Edward Ross, sociologue et criminologue eugéniste qui prône le développement de religions sociales produites par des hommes de génie ; ou encore Lewis Terman, un psychologue, lui aussi eugéniste, qui renouvelle les tests de QI avec des perspectives de sélection sociale. Lewis Terman est le père de Frederick Terman, qu'on appelle le père fondateur de la Silicon Valley. Il a structuré tout le département d'ingénierie de l'université et a incité plusieurs générations de jeunes chercheurs à passer le cap de l'entrepreneuriat, à commencer par Bill Hewlett et David Packard, fondateurs d'HP. Dans son esprit, la création d'entreprise, c'est de la recherche par d'autres moyens. Tous vont avoir à cœur de valoriser les génies, les intelligences supérieures, indépendamment ou parfois dépendamment de la couleur de peau¹⁹.

Et que dire de William Shockley ? Co-inventeur du transistor, récompensé par le Nobel de physique en 1956, maître tyrannique et paranoïaque du laboratoire dans lequel il emploie les cerveaux les plus brillants de l'époque, il devient professeur à Stanford dans les années 1960 et développe dès lors un appétit insatiable pour les théories eugénistes les plus racistes. Convaincu de l'infériorité génétique des noirs, « il propose d'offrir de l'argent aux individus à faible QI pour les inciter à se faire stériliser²⁰ ». Cette obsession pour une intelligence prétendument supérieure continue de traverser la Silicon Valley, ravivée par la publication en 1994 de *The Bell Curve* (littéralement « *La Courbe en cloche* »), un ouvrage de psychologie disqualifié par tous les scientifiques sérieux. Ses auteurs, Charles

Murray et Richard J. Herrnstein, soutiennent comme Shockley que les différences de QI possèdent une composante héréditaire et qu'elles varieraient en fonction des groupes ethniques. Écoulé à plus d'un million d'exemplaires, *TBC*, comme le surnomment ses lecteurs fidèles, alimente encore aujourd'hui chez certains milliardaires la thèse – séduisante à leurs yeux – d'une « élite cognitive » destinée à de grandes responsabilités. Cette vision profondément inégalitaire du monde, fondée sur des critères biologiques supposés objectifs, s'articule chez d'autres penseurs à une hiérarchie morale et spirituelle tout aussi rigide. C'est ainsi que George Gilder, investisseur chéri de l'administration Reagan pour son best-seller *Wealth And Poverty* (1981) énonce dans son livre suivant, *The Spirit of Enterprise* (1984) une théorie passablement sexiste qui ferait de l'entrepreneur mâle – et plutôt blanc – l'individu le plus moral de la société, au motif que « ce sont les entrepreneurs qui connaissent les règles du monde et les lois de Dieu²¹ ».

Cette croyance en une hiérarchie naturelle des intelligences, doublée d'une morale entrepreneuriale viriliste, ne tarde pas à façonner non seulement les discours mais aussi les structures mêmes des entreprises de la tech. Celle-ci aime à se raconter comme le royaume du management horizontal, de la disruption joyeuse et des *open spaces* décontractés. En réalité, ses entreprises ont toujours été des machines ordonnées à la rigueur quasi-militaire, ce qui n'est pas surprenant si l'on considère la proximité historique entre la Silicon Valley et le complexe militaro-industriel dans le contexte de la Deuxième Guerre mondiale puis de la guerre froide. Dès les années 1960, les premières entreprises de la tech adoptent un mode de gouvernance autoritaire qui conjugue une foi inébranlable en l'avenir avec un désir profond de

préserver les valeurs conservatrices de l'Amérique. Ross Perot, par exemple, impose chez Electronic Data Systems – pionnier de l'externalisation du traitement de données pour le compte du gouvernement et des grandes multinationales – une discipline de fer volontiers intrusive : costume sombre, chemise blanche, pilosité faciale interdite pour tout le monde. Comme le raconte l'historien John Ganz, « l'alcool est proscrit lors des repas d'entreprise, l'adultère et les débats autour des salaires deviennent des motifs de licenciement²² ». Les syndicats sont également prohibés, comme chez Robert Noyce, le « maire de la Silicon Valley ». Profondément méfiant envers les structures collectives, le cofondateur d'Intel estime que rien ne doit entraver sa mission et transforme l'entreprise en famille, le lieu de travail en maison.

Aujourd'hui encore, ce modèle est la norme inscrite au frontispice de la culture start-up, et il n'est pas sans rappeler la politique d'épuisement menée par Elon Musk, qui se vante de faire dormir ses employés dans leur bureau, comme lors du rachat de Twitter en 2022 ou lorsqu'il a pris la tête du Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), chargé de purger l'État fédéral juste après l'élection de Trump à la présidentielle 2024. Dans cette organisation sociale, l'entité entreprise remplace l'entité nation. Ce n'est plus la politique, avec ses compromis, ses luttes, ses frictions et ses institutions parfois fragiles, qui façonne la société, mais la logique de l'entreprise, articulée autour d'un triptyque : efficacité, hiérarchie, contrôle. D'un abord rationnel, ce modèle se transforme progressivement en une idéologie qui fait de la démocratie un frein à l'innovation, un poids mort dont il faudrait se délester, un horizon à dépasser. Et pour incarner cette vision du futur, qui d'autre que Peter Thiel ?

Il ne s'écoule plus deux jours sans que son nom résonne dans une matinale radio, ou qu'il apparaisse dans un article de presse sur les coulisses du nouveau pouvoir américain. Longtemps cantonné au rôle de milliardaire libertarien fantasque par une presse peu encline à le prendre au sérieux (et qui se demande depuis dix ans s'il se fait transfuser du sang de jeunes hommes pour ne jamais vieillir), Peter Thiel s'est progressivement imposé comme le centre de gravité d'une nouvelle droite technologique. Qui veut, au choix, dévorer la politique ou s'en emparer. Il est devenu un sismographe : l'observer permet de détecter les secousses et les lignes de faille de l'ordre technofasciste naissant. Thiel ne se contente pas de signaler le changement : il l'amplifie, l'accélère, le finance. Dans son ombre grandissent une constellation d'idéologues, de start-ups et même son extension politique à la Maison-Blanche, le vice-président en personne, J.D. Vance. « Thiel est parfois présenté comme le conservateur de service de l'industrie technologique – un point de vue qui sous-estime largement son influence », analyse son biographe, le journaliste Max Chafkin²³. « Plus que tout autre investisseur ou entrepreneur de la Silicon Valley – plus encore que Jeff Bezos, que les fondateurs de Google Larry Page et Sergey Brin, ou que Zuckerberg lui-même –, il est à l'origine de l'idéologie qui a fini par définir la Silicon Valley : le progrès

technologique doit être poursuivi sans relâche et sans se soucier, ou presque, des coûts potentiels ou des dangers pour la société. »

Il a suffi à Peter Thiel d'une seule phrase pour planter le décor. C'était en 2009, dans « Education of a Libertarian », un texte publié par le Cato Institute, un think tank libertarien cofondé par le milliardaire Charles Koch²⁴. « Je ne crois plus que la liberté et la démocratie soient compatibles », écrit l'investisseur de 41 ans, marqué par la crise financière de l'année précédente. Passée à la postérité, cette formule résume une vision du monde forgée sur le campus de l'université de Stanford, dont il est sorti diplômé en philosophie, en droit et en provocation. Il y a lancé à la fin des années 1980 *The Stanford Review*, une feuille de chou conservatrice et parfois ordurière – « anti-woke » avec trente ans d'avance. La liberté dont il parle ici est celle du marché. Et sur ce point, Thiel n'invente rien. Il reprend les idées de Friedrich Hayek, figure de l'école autrichienne. En 1981, en visite dans le Chili de Pinochet, l'économiste octogénaire est interrogé par un journal tenu par la junte : « Que pensez-vous des dictatures ? » Après quelques circonvolutions, Hayek répond que « personnellement, il préfère un dictateur libéral à un gouvernement démocratique sans libéralisme²⁵ ».

Pour comprendre Thiel, il faut envisager sa trajectoire entrepreneuriale comme une matrice idéologique, et commencer par le commencement. En 1998, il cofonde PayPal, pionnier du paiement en ligne, dont l'influence sera telle qu'on parle aujourd'hui d'une « mafia PayPal » pour désigner la douzaine d'anciens ayant pris des responsabilités significatives dans le secteur de la tech, et parmi lesquels on trouve un certain Elon Musk. Dès le

début, la mission de PayPal est très claire dans l'esprit de Thiel : éroder, si ce n'est corroder l'État-nation, et poser la technologie en alternative à la politique. « La vision fondatrice initiale était que nous allions utiliser la technologie pour renverser le système monétaire mondial²⁶ », expliquera-t-il des années plus tard. « Nous étions trop peu nombreux pour gagner une élection, mais nous pouvions peut-être changer le monde unilatéralement sans avoir à constamment convaincre l'opinion, la supplier et l'implorer. » Ici, Thiel se cale dans les pas de James Dale Davidson, un capital-risqueur, et de William Rees-Moog, un baron britannique rédacteur en chef du *Times* dans les années 1970. Dans *The Sovereign Individual (L'Individu souverain)*, publié en 1997, le binôme postule que « les gouvernements nationaux pourraient bientôt devenir aussi dépassés que les empires du XIX^e siècle », (l'expression est de Thiel, qui fait de cet essai un de ses livres de chevet et en a préfacé la réédition en 2020). Les individus souverains en question ? « Une classe supérieure d'individus hypermobiles, au QI élevé, qui s'emploieraient à coordonner à distance une main-d'œuvre docile, au QI faible, tout en accumulant des richesses hors de portée de l'État²⁷. » Margaret Thatcher disait que « la société n'existe pas » ; Peter Thiel, lui, veut la court-circuiter.

Et il ne s'arrête pas à PayPal. En 2004, il devient le premier investisseur extérieur de Facebook, jouant le rôle de mentor pour le jeune Mark Zuckerberg. La même année, il cofonde Palantir. Dans une Amérique traumatisée par le 11 septembre, cette start-up se spécialise dans l'analyse de données, qu'elle croise à des fins prédictives. Initialement financée par In-Q-Tel, le fonds d'investissement de la CIA, Palantir emprunte son nom au folklore du

Seigneur des anneaux : chez Tolkien, c'est le nom d'une pierre elfique qui permet de tout voir, partout, tout le temps. L'entreprise laisse courir le bruit selon lequel elle aurait aidé à la traque et l'élimination d'Oussama ben Laden et signe de juteux contrats, ici avec le département de la Défense américain, là avec le renseignement intérieur français (DGSI). Très active dans le cadre de la guerre en Ukraine, cruciale dans la politique de déportation de l'administration Trump, elle est aujourd'hui valorisée à près de 200 milliards de dollars et vient de renforcer son partenariat avec l'ICE, la police de l'immigration, pour établir des listes de personnes à expulser et bâtir l'infrastructure de la déshumanisation²⁸. Il y a quelques années, interrogé avec malice par un internaute qui souhaite savoir si « Palantir est une façade pour la CIA », Thiel lui répond que « non, la CIA est une façade pour Palantir », trahissant par là même une aspiration entrevue chez PayPal : se substituer à l'État²⁹. À la même époque, Thiel crée Founders Fund, une société de capital-risque qui – désireuse d'accompagner des entreprises « capables de changer le monde » – finance notamment SpaceX, la société d'exploration spatiale d'Elon Musk.

Cette stratégie du portefeuille à lire comme un manifeste est désormais complétée par le Thiel Fellowship, un programme qui offre 100 000 dollars à de jeunes étudiants s'ils abandonnent leur cursus pour créer une entreprise : de quoi façonner ce que certains outre-Atlantique nomment le *Thielverse*, « un monde avec ses propres lois, sa propre moralité et une attraction gravitationnelle vers son mécène », comme le relève Max Chafkin³⁰. « Au fur et à mesure que Thiel est devenu plus puissant, ces lois sont devenues les lois de la Silicon Valley elle-même. Et elles semblent aujourd'hui s'étendre bi

au-delà. » Ce faisant, le milliardaire, dont la fortune est aujourd'hui estimée autour de 20 milliards de dollars (ce qui le place à l'heure d'écrire ces lignes à une modeste 99^e place mondiale sans dire sa centralité) a essaimé des légions de disciples prêts à mettre en pratique sa philosophie politique. Clearview AI en est l'un des exemples récents les plus spectaculaires. Spécialisée dans la reconnaissance faciale, la start-up a été créée en 2017 par un jeune entrepreneur australien d'origine vietnamienne, Hoan Ton-That, avec l'aide de Charles Johnson, un activiste numérique de l'extrême droite américaine. Ensemble, les deux hommes aiment plaisanter sur la meilleure manière de ressusciter la physiognomonie ou la phrénologie, ces pseudosciences eugénistes du XIX^e siècle affirmant qu'il est possible de déduire les traits de caractère d'une personne à partir de ses caractéristiques physiques. Dans leur aventure, ils ont pu compter sur le soutien financier providentiel de... Peter Thiel. Proche de l'administration Trump, nanti d'une base de données de plusieurs dizaines de milliards de visages, Clearview n'est pas qu'un simple sous-traitant : c'est la mise en application d'un programme ouvertement raciste, que ne renieraient pas certains pères fondateurs de Stanford³¹.

Toutefois, cette stratégie d'investissement tous azimuts, loin de refléter une volonté d'embrasser la logique concurrentielle du marché, doit être vue chez Thiel comme le choix assumé de concentrer le pouvoir entre les mains de quelques acteurs hégémoniques les plus à même de réaliser son dessein civilisationnel. Dans *Zero to One*, rédigé avec l'un de ses élèves, Blake Masters, il fait l'apologie du « monopole créatif [de 0 à 1], synonyme de nouveaux produits qui profitent à tout le monde et de bénéfices durables pour leur créateur », tandis que

« la concurrence [de 1 à n] est [elle] synonyme d'absence de profits pour tous, d'absence de différenciation significative et de lutte pour la survie³² ». Cet appétit pour un contrôle total du marché est en réalité l'application au business de la théorie mimétique du philosophe français René Girard, que Thiel a découvert lorsqu'il enseignait à Stanford. Selon Girard, le désir humain naît de l'imitation du désir d'autrui, ce qui conduit inévitablement à des rivalités et des conflits. Appliqué au monde des start-ups, cela signifie que le pouvoir monopolistique permet de garantir une forme de stabilité, la plus propice à l'enrichissement des « individus souverains » que Thiel admire tant.

À bien des égards, cette logique fait également écho à la pensée de James Burnham, un intellectuel américain passé du trotskisme à la droite dure, et auteur en 1940 d'un essai devenu culte dans certains cercles néoréactionnaires : *The Managerial Revolution* (qui inspirera le *1984* de George Orwell quelques années plus tard). Pour Burnham, les élites des sociétés capitalistes contemporaines sont sur le point d'être remplacées par une nouvelle « classe managériale » censée rationaliser l'exercice du pouvoir. Thiel le prend au mot. Rallié à Donald Trump dès 2016 (il a publiquement annoncé son soutien lors de la convention républicaine de Cleveland), il semble déterminé à administrer à la politique, la vraie, le traitement de choc qui a fait son succès dans le monde des affaires : mépris de la concurrence et dédain de la délibération qu'il faut chercher à contourner à tout prix. Lors des élections de mi-mandat de 2022, déterminé à reconfigurer le champ politique à son image, il est ainsi devenu l'un des principaux argentiers du camp conservateur, investissant 15 millions de dollars

campagne de Blake Masters, candidat à un siège de sénateur en Arizona, et 15 autres dans celle de J.D. Vance dans l'Ohio. Tous deux sont des purs produits de la manufacture thielienne : marqué par un discours du milliardaire lorsqu'il était étudiant en droit à Yale, J.D. Vance a travaillé pour l'un de ses fonds, Mithril Capital, avant que Thiel finance le sien, Narya Capital ; Blake Masters, pour sa part, a rejoint l'orbite du patron en prenant la présidence de la Thiel Foundation après avoir cosigné *Zero to One* avec lui. Si Blake Masters a échoué dans sa conquête du pouvoir, le pari Vance a offert des résultats déjà spectaculaires : en l'espace de deux ans, il a réussi à se faire une place à la droite de Donald Trump, ticket imposé par le secteur de la tech au magnat de l'immobilier new-yorkais. Dans un pays où le marché libre des idées (*the market place of ideas*) est protégé par le Premier amendement, Vance ne cache pas sa vision illibérale de l'exercice du pouvoir malgré ses multiples sailies en faveur d'une liberté d'expression qui serait menacée par le camp progressiste. Interrogé par le podcaster masculiniste Jack Murphy en 2021, il recommandait de « s'emparer des institutions de la gauche pour les retourner contre elle³³ » avant de préciser les contours de cette subversion de manière prophétique : « Si Trump se représente en 2024, et je pense qu'il se représentera, je lui donnerai un conseil. Licenciez tous les fonctionnaires de niveau intermédiaire. Renvoyez tous les bureaucrates, tous les fonctionnaires de l'État administratif, et remplacez-les par des gens de chez nous. » Trump revenu à Washington, la prescription a été suivie à la lettre. Et ce n'est peut-être qu'un avant-goût.

BÉHÉMOTH: GOUVERNER PAR LE DÉSORDRE

« Les mots peuvent être comme de minuscules doses d'arsenic : on les avale sans y prendre garde, ils semblent ne faire aucun effet, et voilà qu'après quelque temps l'effet toxique se fait sentir », écrivait Victor Klemperer dans son livre essentiel sur la novlangue du Troisième Reich³⁴. Le philologue allemand citait la *Weltanschauung* (la vision du monde) ou le *Führerprinzip* (le principe d'autorité). Avec Trump, cependant, il ne s'agit plus de mesurer l'empoisonnement insidieux de la langue par une *lingua tertii imperii*, mais son évaporation pure et simple. Il suffit de voir comment la nouvelle administration républicaine s'échine à faire disparaître des mots par valises entières au nom de sa lutte à mort contre les politiques de diversité, d'équité et d'inclusion : « accessible », « LGBT », « racisme », « genre », « victime », « femmes », « systémique ». La liste est longue et non exhaustive. Le nouveau pouvoir ne cherche pas à remplacer ces termes habituellement associés au progressisme³⁵ ; il s'agit de les éliminer, rien d'autre. C'est une guerre sémantique autant que politique. Les mots tus sont réputés illégitimes. Ils ne disent plus le réel mais le disqualifient. Ce que Jacques Rancière appelait le « partage du sensible » – le pouvoir collectif de nommer ce qui est visible ou audible – trouve ici son antithèse : le pouvoir discrétionnaire de dissimuler³⁶.

Dans cette anomie, il n'est pas simple de qualifier le régime qui nous fait face, en témoigne l'inflation lexicale cherchant à apprivoiser ce qui prend forme sous nos yeux. Néoféodalisme, technopopulisme, et même « brologarchie », une contraction entre la culture *bro* des fraternités étudiantes associée à la Silicon Valley et l'oligarchie. Et si, à tâtons, nous procédions en sens inverse ? Face à un mode de gouvernement aussi imprévisible, ne faudrait-il pas d'abord s'intéresser à cet invariant instable ? Le trumpisme n'a jamais été une idéologie. Dépourvu de doctrine comme de manifeste fondateur, c'est, depuis son irruption en 2016, un simple répertoire d'actions, « l'art du deal comme pratique du pouvoir ». Et plus que tout, un mouvement, au sens le plus littéral du terme, c'est-à-dire qu'il suit une direction. Voire plusieurs à la fois. En langage informatique, on dirait qu'il fonctionne selon un système de « trial and error », d'essais et d'erreurs. Il teste des politiques, des messages ou des alliances, les ajuste en fonction des réactions, capitalise sur ce qui fonctionne, abandonne ce qui ne prend pas, comme lorsque Trump augmente les droits de douane de manière spectaculaire avant de reculer.

La question sera tranchée par les historiens : son second mandat est-il fondamentalement fasciste, manifestation contemporaine et troublante du *Complot contre l'Amérique* de Philip Roth ? Si le trumpisme convoque d'ores et déjà une imagerie totalitaire, bien aidé en cela par les saluts bras tendu d'Elon Musk (après la cérémonie d'investiture), il est peut-être utile de convoquer une des dimensions les plus méconnues du nazisme afin d'éclairer le présent : la désorganisation. Dans *Béhémoth, Structure et pratique du national-socialisme*, publié en 1942 alors qu'il s'est exilé aux États-Unis,

le philosophe allemand Franz Neumann défend une thèse contre-intuitive : loin d'être une machine parfaitement huilée, le Troisième Reich est un champ de bataille permanent où s'affrontent des factions concurrentes³⁷. Le pouvoir s'y exerce par des compromis informels et des loyautés personnelles, répartis entre les quatre centres du pouvoir : le parti unique, la bureaucratie d'État, l'armée et les grandes entreprises. Contrairement au Léviathan de Hobbes, chez qui l'État est rationnel, centralisé, autoritaire mais juridiquement stable, le Béhémoth est une masse fluide et mutante. Le terme lui-même, emprunté au bestiaire biblique, désigne une force animale que l'homme ne peut domestiquer. Mais qu'il peut utiliser à son avantage. « Il serait tout à fait erroné de considérer cette absence de forme comme une faiblesse », avertit Neumann³⁸. C'est au contraire une force du système. Elle rend impossible à toute opposition de renverser le régime en occupant simplement une institution ou même plusieurs. Aucune n'a de pouvoir, chacune n'en a que si elle est synchronisée avec un grand nombre d'autres. Elle permet également au dirigeant de jouer un groupe contre un autre sans être obligé de recourir à l'une ou l'autre institution, ni même de changer les arrangements institutionnels. »

En d'autres termes, et malgré une façade d'unité dictatoriale, ce désordre n'a rien d'accidentel. Il est tentant d'analyser Trump sous ce prisme, sa résidence floridienne de Mar-a-Lago devenant une Maison Blanche bis, épice d'une courtisanerie MAGA qui ferraille pour s'attirer les faveurs du chef suprême. La légende – il faut l'interpréter comme une allégorie – dit que l'homme le plus important du Troisième Reich était le chauffeur de Hitler ; 80 ans plus tard, la personne la plus centrale du

projet politique en cours conduit-elle la voiturette de golf de Donald Trump ?

Fin 2024, on a pu voir les national-populistes, incarnés par Stephen Miller, le puissant conseiller en politique intérieure de Trump, s'opposer aux technocapitalistes représentés par Elon Musk, au sujet de l'immigration qualifiée (les premiers s'y opposant vigoureusement au nom de la doctrine « America First » quand les seconds ont besoin de cerveaux pour rester dans la compétition face à leurs concurrents³⁹). Cette compétition entre courants rivaux, encouragée par Trump lui-même, donne à voir des acteurs installés du jeu politique (la droite chrétienne évangélique) mais aussi des intellectuels marginaux qui évoluaient jusqu'ici dans la grande périphérie du pouvoir (la mouvance NRx, dite des « Lumières sombres », que nous évoquerons plus loin).

Analysant le DOGE de Musk, dont la mission est selon lui « d'accélérer la rupture », l'historien canadien Quinn Slobodian évoque les contours de cette polycratie au destin incertain :

Nous assistons à quelque chose de nouveau : la convergence de trois courants politiques qui n'avaient encore jamais été, simultanément, aussi proches du pouvoir. Ces projets proviennent d'horizons différents mais apparentés : le nœud Wall Street-Silicon Valley ; les think tanks conservateurs opposés au New Deal ; et le monde ultra-connecté de l'anarchocapitalisme et de l'accélérationnisme de droite. Au sein de la nouvelle administration, chaque tendance s'emploie à réaliser son objectif propre. La première veut un État rationalisé, optimisé, exclusivement tourné vers la maximisation du retour sur investissement ; la deuxième, un État entravé, incapable de promouvoir la justic

sociale ; et la troisième – la plus radicale – un État en ruines, ayant cédé son autorité à des dispositifs concurrents de gouvernance privée et décentralisée. Ce que nous observons, c'est la manière dont ces tendances parviennent à collaborer pour se renforcer mutuellement. L'état futur du gouvernement – et, par extension, du pays – dépend de la vitesse à laquelle tournera cette dynamo⁴⁰.

Le projet de cette troisième mouvance, la plus radicale *et la plus inquiétante*, n'a nul besoin de supprimer les institutions pour démanteler l'État : il suffit de les rendre inopérantes, en gelant leur budget et en mettant leurs employés au chômage, comme le DOGE s'est échiné à le faire, du Bureau de protection des consommateurs en matière financière (CFPB) au Département de l'Éducation (3 000 licenciements en tout). Pour reconnaître *l'Ur-fascisme*, le *fascisme éternel*, Umberto Eco proposait dans son célèbre petit opuscule quatorze signes distinctifs, du culte de la tradition à l'exaltation de l'action pour l'action en passant par le nationalisme exacerbé ou l'obsession pour un ennemi commun⁴¹. Si le technofascisme coche inévitablement de nombreuses cases, cette grille de lecture ne peut saisir sa principale particularité : il ne souffre pas de son incohérence, il s'en nourrit.

Si le trumpisme ne repose sur aucune architecture théorique, il n'est pour autant pas dépourvu de pensée. En creux de la praxis du pouvoir se dessine un grand buffet dinatoire, sur lequel les technofascistes se servent à volonté, picorant les restes encore tièdes d'idéologies parfois concurrentes ou incompatibles. Ce qui se joue ici n'est pas l'émergence d'un programme unifié, mais la circulation d'un langage politique. Celui-ci ne vient pas des campus universitaires ou des laboratoires de recherche, mais de magazines confidentiels tels que *Palladium*, de newsletters rationalistes (*Astral Codex Ten*), ou de chaînes YouTube à très large audience, comme celle du très populaire Joe Rogan, comédien et commentateur sportif reconverti dans la production industrielle de conversations viriles, complaisantes et souvent confusionnistes, où se télescopent théories du complot et fascination pour les figures d'autorité non élues (Elon Musk s'y est rendu cinq fois depuis 2018). Se croisent dans ces espaces fluides des crypto-libertariens, des théoriciens friands d'effondrement, des eugénistes ripolinés en prophètes de l'intelligence artificielle et des néoréactionnaires adeptes du contre-pied permanent. Chacun vient avec ses obsessions, mais tous partagent une même intuition : l'ordre existant est obsolète ; la démocratie est une fiction fatiguée ; la technologie est plus fiable que les institutions humaines.

Pour désigner ce syncrétisme instable, un nom de code barbare digne d'une unité militaire clandestine a fini par émerger : TESCREAL. Le néologisme n'est pas né dans les cercles qui l'embrassent, mais chez deux de ses critiques les plus virulents : Timnit Gebru, ex-chercheuse en éthique de l'IA chez Google, évincée après avoir dénoncé les biais raciaux des systèmes d'intelligence artificielle, et Émile P. Torres, historien·ne spécialiste de la fin du monde qui a un temps fréquenté ces mouvements⁴². Ensemble, ils pointent la convergence de sept familles de pensée, parfois très voisines, que l'on retrouve dans les discours des élites de la tech, de Peter Thiel à Sam Altman, le discret mais très puissant patron d'OpenAI⁴³. Déchiffrons.

T pour *transhumanisme* : idée que l'humanité peut être améliorée par la technologie afin de dépasser les limites biologiques du corps.

E pour *extropianisme* : philosophie considérant que l'humanité doit continuellement se perfectionner grâce à la science.

S pour *singularitisme* : moment prophétique où l'intelligence artificielle échapperait au contrôle humain.

C pour *cosmisme* : vision métaphysique dans laquelle la Terre n'est qu'un tremplin vers la conquête spatiale.

R pour *rationalisme* : prétention à soumettre la morale à la logique pure.

E et A pour *altruisme efficace* (*effective altruism*) : doctrine estimant que les menaces existentielles imminentes (accidents nucléaires, pandémies, etc.) justifient des décisions drastiques.

L pour *longtermisme* : doctrine morale adjacente selon laquelle l'avenir de milliards d'êtres humains potentiels compte davantage que la vie des vivants.

Pris séparément, ces éléments pourraient sembler abstraits, mais, une fois combinés, ils dessinent une vision du monde à la fois hyper-hiérarchique, post-démocratique, et souvent indifférente aux inégalités du présent. Comme dans *2012*, le blockbuster de Roland Emmerich qui met en scène une Arche de Noé moderne conçue pour échapper à l'engloutissement de la planète, il convient d'abord de garantir le salut d'une poignée de privilégiés, seuls capables de sauver un monde dont ils souhaitent réécrire les règles. « Les tenants de ces idéologies combinent une vision utopique du futur à une interprétation utilitariste de l'éthique selon laquelle la fin justifie les moyens. Une telle équation débouche invariablement sur des mesures extrêmes », explique encore Émile P. Torres⁴⁴.

De temps à autre, une personnalité de la sphère TESCREAL fait irruption dans le débat public, moins pour défendre ses principes que pour en incarner les dérives ou les mensonges. Ainsi, Sam Bankman-Fried, ex-milliardaire de la cryptomonnaie, propriétaire de la plateforme FTX, évangéliste autoproclamé de l'altruisme efficace, assurait reverser une bonne partie de son mirobolant salaire en dons, afin de maximiser leur impact moral sur plusieurs millénaires. Bernard Madoff du futur, il a écopé de 25 ans de prison en 2024, reconnu coupable de fraude et de blanchiment dans le cadre d'un des plus vastes scandales financiers de l'histoire récente. On pourrait tirer de sa trajectoire une parabole : chez lui, comme chez tant d'autres, les bonnes intentions pour le futur justifiaient toutes les dérogations dans le présent. Avec un brin de cynisme, on pourrait même dire qu'il ne s'agissait pas d'une trahison des idéaux du TESCREAL, mais de leur expression la plus sincère.

Du reste, ce bricolage idéologique ne se forge

pas seulement en ligne. Il est aussi le produit d'histoires familiales. Joshua Haldeman, grand-père maternel d'Elon Musk, en offre un exemple révélateur : figure du mouvement technocratique canadien dans les années 1930, qui ambitionnait – déjà – de confier l'administration de la société à des experts scientifiques « rationnels », il émigre en Afrique du Sud, où il adhère sans réserve aux principes de l'apartheid. Cet embryon de rationalisme teinté d'eugénisme permet de nous rappeler que d'autres figures de la tech réactionnaire – Peter Thiel ou David Sacks, le « Monsieur crypto » de Donald Trump et bras droit d'Elon Musk – ont grandi dans l'Afrique du Sud ségrégationniste. Une ancienne étudiante de Stanford, Julie Lythcott-Haims, affirme même qu'elle aurait entendu Thiel faire l'apologie de l'apartheid, qu'il présentait comme « économiquement rationnel » (allégations qu'il a démenti par le biais de son porte-parole⁴⁵). Rien d'étonnant alors à voir Grok, l'intelligence artificielle de X, halluciner un « génocide blanc » en Afrique du Sud, au moment où les États-Unis accueillent des « réfugiés » afrikaners⁴⁶.

À son aise dans les marges numériques, la pensée composite décrite par Gebru et Torres circule le plus souvent à l'état gazeux, sous une forme volontiers fragmentaire. Toutefois, il peut lui arriver de se condenser, au sens le plus chimique du terme. De prendre une forme plus stable, plus classique aussi : celle du manifeste, mode d'expression prisé depuis au moins le XVIII^e siècle pour exprimer des revendications politiques. Fin 2023, Marc Andreessen publie son *Manifeste techno-optimiste*, au titre diablement paradoxal tant il dépeint un monde apocalyptique. L'auteur est incontournable dans la Silicon Valley : cofondateur de Netscape, pionnier des navigateurs web dans les années

1990, milliardaire avant 30 ans, il a ensuite créé Andreessen Horowitz, un fonds de capital-risque qui a notamment financé Airbnb ou Coinbase. Dans ce long texte aux accents pompiers, l'homme d'affaires déclare la guerre à l'éthique et au principe de précaution : « Notre ennemi, c'est la tour d'ivoire, cette vision du monde portée par des experts diplômés qui prétendent tout savoir, se complaisent dans des théories abstraites, des croyances de luxe, de l'ingénierie sociale – déconnectés du monde réel, délirants, non élus, sans comptes à rendre, jouant à Dieu avec la vie des autres tout en étant totalement protégés des conséquences⁴⁷. » Ce qui ressemble, reconnaissons-le, à une description fidèle de ce qu'il est. Fidèle au dogme du TESCREAL, il soutient aussi que « la population mondiale peut facilement atteindre 50 milliards de personnes ou plus, et bien plus encore lorsque nous aurons colonisé d'autres planètes ». Obsédé par la croissance (24 occurrences dans son manifeste), il liste les saints patrons de son église ; derrière Friedrich Nietzsche ou Adam Smith, on peut apercevoir Filippo Tommaso Marinetti, fondateur du futurisme italien et relais esthétique indéfectible de Mussolini, ou encore Nick Land, l'un des pères de l'accélérationnisme, une théorie selon laquelle les dynamiques du capitalisme et de la technologie doivent être poussées à leur paroxysme pour provoquer une rupture radicale avec l'ordre existant. Associé à des thèses ouvertement raciales, fasciné par l'occulte, le philosophe britannique est l'une des figures les plus significatives et inquiétantes de l'imaginaire technofasciste. La pochette-surprise intellectuelle d'Andreessen doit être analysée pour ce qu'elle est : un manuel de guerre culturelle. Car ce qui compte encore plus que les idées, c'est leur circulation.

Des filiations demeurent, bien sûr, particulièrement avec des figures de la pensée du **xx^e** siècle. On pioche dans *La Route de la servitude* de Friedrich Hayek (1944), bible de tous ceux qui croient en « l'ordre spontané » du marché ; on picore Milton Friedman, le plus vigoureux promoteur du libéralisme au **xx^e** siècle ; on emprunte à Carl Schmitt, le juriste des débuts du Troisième Reich, son concept de décisionnisme, qui sanctuarise la capacité d'un souverain à prendre des décisions en dernier recours, notamment en temps de crise, sans être entravé par des normes juridiques préétablies. Certaines de ces idées sont notoirement incompatibles, mais elles coexistent selon un principe que l'environnement informatique des milliardaires de la tech peut aider à interpréter : l'API.

Une interface de programmation (Application Programming Interface) permet à différents logiciels de communiquer entre eux, en échangeant des données ou en exécutant des actions de manière automatisée. C'est un protocole qui permet à une fonction d'être réutilisée ailleurs, sans que le programmeur ait besoin d'en comprendre tout le fonctionnement interne. Prenez l'exemple de Google Maps : de très nombreux sites web utilisent son API pour intégrer une carte interactive, calculer un itinéraire ou afficher la localisation d'un lieu sans avoir à générer directement la carte. Transposée dans le champ intellectuel, cette interface de programmation permet de rendre des idées portables, interoperables, de les « fonctionnaliser » et même de les transformer sans se soucier de leur complexité ou du contexte dans lequel elles ont été émises. Dans ces conditions, l'idée d'un « État fort [et d'une] économie saine », selon le titre d'un fameux discours prononcé par Schmitt en 1933, peut tout à fi

cohabiter avec la doctrine de Friedman, d'après laquelle la puissance publique doit être réduite à sa plus simple expression. Chaque énoncé devient une brique logicielle à activer, à *exécuter* dirait un développeur, selon les objectifs politiques du moment, de manière incrémentale. Cette reprogrammation conceptuelle n'est pas qu'une métaphore. Elle correspond au fond à un phénomène décrit par Bruno Latour dans sa sociologie des sciences : les idées n'existent pas en dehors de réseaux de circulation qui leur donnent forme et efficacité. « Une idée ne se déplace jamais seule », écrit-il au moment d'expliquer que Pasteur n'a pas inventé la bactériologie seul dans son laboratoire⁴⁸. « Il faut une force qui vienne la chercher, s'en empare pour ses propres motifs, la déplace et, peut-être, la trahisse. » Cette phase de « traduction », ainsi que la nomme Latour, est du reste parfaitement soluble dans les modes de communication prisés par le monde de la tech, marqués par leur viralité – le sociologue Dominique Boullier parlerait de « propagations⁴⁹ ». En un clic, un slogan de Ludwig von Mises, une autre figure de l'école autrichienne, théoricien du « gouvernement omnipotent » au sortir de la Deuxième Guerre mondiale, peut devenir un mème, que chacun peut s'approprier en le partageant mais aussi en le modifiant (Elon Musk est particulièrement friand de ce mode d'expression). De quoi changer substantiellement la manière dont se construisent les idéologies contemporaines.

La pratique du pouvoir est théâtrale ; les idées sont anarchiquement remixées ; mais ce qui est clair, c'est l'objectif : conquérir le réel pour le reconfigurer. Pas dans le bruit et la fureur du 6 janvier 2021, lorsque les partisans de Trump ont pris d'assaut le Capitole en contestant le résultat de l'élection présidentielle, mais dans le froid méthodique d'une prise de contrôle silencieuse. Pas dans la rue, mais derrière les portes des comités de nomination, dans les couloirs les plus impersonnels de l'administration, et jusque dans les lignes de code. Au putsch et à son imagerie militaire, les technofascistes préfèrent le coup d'État graduel, une sorte d'administration du basculement sans recours à la force.

Ironiquement, la notion de *soft coup* (*coup doux*) a été popularisée au début des années 1990 par Gene Sharp, un politologue américain, surnommé par ses admirateurs le « Machiavel de la non-violence », qui analysait la manière dont les régimes autoritaires peuvent être renversés pacifiquement, par l'action coordonnée de la société civile, du sit-in à la grève des consommateurs⁵⁰. Subvertie par le pouvoir trumpiste, transformée en *pronunciamento* au ralenti, cette stratégie vise désormais à infiltrer progressivement, et de manière quasi imperceptible, les institutions démocratiques existantes pour paralyser leur fonctionnement et saper leur crédibilité.

L'idée est née dès la fin du premier mandat de Trump. Au surlendemain du 6 janvier, l'intellectuel néoréactionnaire Curtis Yarvin revient sur ce moment insurrectionnel – qui a causé la mort de cinq personnes – dans un article de son influent blog *Gray Matter*⁵¹. Sur un ton volontiers moqueur et nébuleux – sa marque de fabrique – il commence par distinguer trois grilles de lecture de ce qu'il nomme sarcastiquement « le Grand Coup de 2021 ». La première, « histrionique », est celle des trumpistes, convaincus « [qu']un authentique soulèvement populaire [a été] écrasé par un régime répressif » ; la deuxième, « hypocondriaque », est la plus répandue, selon laquelle « l'Amérique est malade du cancer » ; la troisième, enfin, est « historique ». C'est celle dont se revendique Yarvin, qui n'est pas tendre avec les contre-révolutionnaires de l'avant-veille. Il les compare à « un troupeau d'animaux sauvages – non pas des primates, peut-être des ânes ou des cochons, ou même une créature plus propre, comme un tapir méticuleux – attirés le temps d'un instant délirant dans le temple de la nation », mais cela ne signifie pas qu'il condamne ce « pseudo-événement ». Il pense simplement qu'il n'est pas allé assez loin, par amateurisme et manque de vision : « Nous avons enfin vu une illustration saisissante de ce qu'est – ou plutôt de ce que n'est pas – un véritable changement de régime au XXI^e siècle. Un changement de régime en Amérique ne peut en aucun cas résulter des efforts d'un camp ou de l'autre dans cet opéra comique. Il doit au contraire marquer la fin de cette farce ; incarner la vision – et s'y tenir – d'un gouvernement qui sert réellement chaque Américain. »

Afin de mettre en branle le « changement de régime » qu'il appelle de ses vœux, Yarvin n'appelle pas la population à prendre les armes, *ca*.

force ne servirait à rien. À ses yeux, « lorsque la révolution sera prête à se produire, elle semblera tout à fait naturelle, inévitable et même attendue, comme la chute de l'Allemagne de l'Est, et non comme la Marche sur Rome ou la Commune de Paris. Une fois qu'une véritable circulation des élites est prête à se produire, les nouvelles élites accèdent au pouvoir aussi facilement et calmement que si elles montaient les escaliers⁵². » Ce qu'il préconise, par-delà ses circonvolutions langagières, est un *slow coup*, qui réclame une ingénierie. Il en fait la promotion théorique depuis dix ans, à tel point qu'il en a forgé un sigle explicite : RAGE, pour « Retire all government employees », « mettre à la retraite tous les employés du gouvernement⁵³ ». La victoire de Joe Biden en 2020, perçue comme une usurpation, a précipité sa transcription pratique.

En avril 2023 l'Heritage Foundation, un puissant cercle de réflexion de la droite conservatrice américaine qui mène depuis cinquante ans un patient travail de sape des structures étatiques, publie son « Projet 2025 ». Ce document de près de 1 000 pages élaboré avec une centaine d'organisations partenaires – certaines suprémacistes – doit se lire comme la feuille de route d'une deuxième présidence Trump, ayant appris de ses errements, déterminée à reprendre le pouvoir de manière durable, sinon définitive⁵⁴. Le programme, dès le premier jour du mandat ? Centraliser le pouvoir exécutif, purger la bureaucratie fédérale en récompensant la loyauté politique, restaurer la famille comme « élément central de la vie américaine », interdire l'avortement, limiter drastiquement l'immigration. Pensées dans les sphères butées du nationalisme chrétien, les préconisations du « Projet 2025 » sont d'abord moquées par Trump. Pendant la campagne

présidentielle, sur son réseau Truth Social, il affirme « ne rien savoir » de cette initiative, pointant son désaccord avec certaines recommandations « ridicules et épouvantables », quand bien même nombre de ses anciennes petites mains y ont contribué⁵⁵.

Pourtant, sitôt élu, le président républicain semble mettre en pratique des pans entiers du projet, en contradiction apparente avec son caractère impulsif ; l'objectif n'est plus simplement d'occuper la Maison Blanche, mais de substituer à l'État existant un État-miroir sous influence. Russell Vought est à ce titre emblématique. Cheville ouvrière de l'Heritage Foundation, il a été nommé à la tête de l'Office of Management and Budget (OMB), le service chargé d'assister le président dans sa préparation du budget – une fonction qu'il avait déjà occupée à la fin du premier mandat de Trump. La position est peu médiatisée, anti-spectaculaire au possible, mais hautement stratégique. À l'été 2024, piégé en caméra cachée par des journalistes britanniques, Vought expliquait en des termes très clairs sa vision de la conquête du pouvoir, six mois avant la réélection de Trump. Alors à la tête d'un think tank, le Center for Renewing America, il expliquait travailler à la rédaction de centaines de décrets présidentiels, assumant un rôle d'administration fantôme : « 80 % de mon temps est consacré à l'élaboration des plans nécessaires pour prendre le contrôle de la bureaucratie [...] et détruire la notion d'indépendance de ces agences⁵⁶ ». Dans cette nouvelle architecture du pouvoir, chaque agent a sa fonction. À l'abstraction réglementaire de Vought répond l'intervention brutale d'Elon Musk, propulsé à la tête du Département de l'efficacité gouvernementale (DOGE). Loin d'être un caprice de milliardaire que personne n'avait anticipé, celui-ci ressemble

bien davantage à la première étape d'une stratégie d'anesthésie des défenses démocratiques, permettant au pouvoir autoritaire d'émerger *organiquement*. Certes, d'autres administrations ont elles aussi cherché à rationaliser la dépense publique – on peut citer le programme Reinventing Government de Bill Clinton en 1993. Mais il s'agissait alors d'essayer de gouverner *mieux*. Ici, il s'agit de gouverner moins. Ou plutôt : de ne plus gouverner du tout, en tout cas plus selon les principes généralement admis de la démocratie représentative. Le but n'est pas l'efficacité promise par l'intitulé, mais l'épuration. Outre la mission du DOGE – rationaliser l'État fédéral en identifiant toutes les dépenses inutiles, exclusivement adossées à des idées progressistes –, il faut également regarder son organisation, notamment discrétionnaire. Peuplé de jeunes hommes, pour certains à peine majeurs, qui vouent un culte presque religieux à Elon Musk, le DOGE est aussi marqué par la surreprésentation de profils techniciens⁵⁷. Sur son compte X, avant même la transition du pouvoir, l'officine – appelons un chat un chat – écrit avoir « besoin de révolutionnaires au QI très élevé, prêts à travailler plus de 80 heures par semaine⁵⁸ ». Dans l'esprit de l'homme le plus riche de la planète, l'État est d'abord un système informatique, dont il faut prendre le contrôle via un *god mode* – un accès omniscient aux infrastructures et aux données stratégiques. Suivant cette logique, il donne par exemple les clés du système de paiement du Trésor américain à Luke Farritor, un ancien stagiaire de SpaceX, âgé de 23 ans, présenté comme un génie parce qu'il a réussi à déchiffrer un papyrus partiellement calciné d'Herculanum, le site mitoyen de Pompéi, grâce à l'intelligence artificielle. Institutionnellement inédit – ce n'est pas un

ministère de plein exercice –, le DOGE échappe aux contre-pouvoirs traditionnels. Pour lui permettre de conserver ses fonctions de patron et contourner certaines obligations de transparence qui n'auraient pas manqué de révéler ses multiples conflits d'intérêts, Elon Musk est un « employé spécial du gouvernement » et sa structure est directement rattachée au pouvoir exécutif. À tel point que dans sa newsletter, le politologue Don Moynihan se demande « si le Département de l'efficacité gouvernementale travaille pour le gouvernement ou si le gouvernement travaille pour ses mécènes⁵⁹ ». En mai 2025, Elon Musk a annoncé son intention de quitter le gouvernement – mais pas de désertier le pouvoir, qu'il a préalablement délesté de ses données. Qui prend sa suite ? Russell Vought, évidemment⁶⁰.

Mais une machinerie n'est pas capable seule de produire un régime. Tout au plus provoque-t-elle désarroi et lassitude. Pour durer, le pouvoir a besoin d'un langage. Il lui faut une narration, et même un style. C'est là qu'entre en scène J.D. Vance. Trump appauvrit la langue et joue volontiers la partition du grotesque⁶¹ ; son vice-président incarne un rôle stratégique d'interprète. L'enfant des Appalaches désindustrialisées, propulsé dans la lumière à 32 ans grâce à son autobiographie à succès *Hillbilly Elegy* en 2016, n'a ni la fonction intellectuelle de Curtis Yarvin (qu'il a lu et rencontré), ni les poches profondes de Peter Thiel (qui l'a financé), ni l'hubris d'Elon Musk (qui l'imagine bien en « futur président »). Il n'est même pas fondamentalement trumpiste, lui qui le comparait à un « Hitler américain » durant sa première campagne présidentielle. Sa fonction est ailleurs, en aval : il est là pour cristalliser la vulgate technofasciste, formée dans l'ombre par d'autres et désormais prête à être formulée à

haute voix. Loin d'être cantonné aux fonctions parfois très subalternes d'un VP, J.D. Vance est une interface. Qu'il s'exprime au Grand Palais lors d'un sommet sur l'intelligence artificielle organisé à Paris par l'Élysée ou qu'il prenne la parole lors de la conférence sur la sécurité de Munich, il climatise les auditoires, reformulant les grandes lignes de son national-populisme chrétien – il s'est converti au catholicisme en 2019 – pour l'envoyer fendre avec le meilleur angle possible le crâne des élites européennes honnies. Profondément influencé par la pensée du politologue américain Patrick Deneen, qui impute la crise culturelle, sociale et politique du monde contemporain à une mondialisation destructrice des identités, Vance fait partie de cette nouvelle élite que réclame l'idéologue du « post-libéralisme » afin d'opérer « un renversement pacifique mais vigoureux » du pouvoir et des institutions⁶². Incarne-t-il le futur du trumpisme, alors que ses maîtres à penser rêvent à voix haute d'un « CEO of America », qui dirigerait le pays comme un chef d'entreprise autoritaire ?

Impossible de comprendre cette figure du patron souverain sans s'intéresser d'abord à l'ennemi qu'elle veut renverser. Ennemi est à entendre ici au sens schmittien du terme, c'est-à-dire un groupe dont l'existence même remet en cause celle du groupe rival⁶⁵. La possibilité du conflit, voilà le critère prépondérant du politique. L'antagoniste porte ici un nom : la Cathédrale. Forgé vers la fin des années 2000 par Curtis Yarvin sous le pseudonyme de Mencius Moldbug, le terme affiche des proportions délibérément gigantesques. Il ne désigne ni un parti, ni même un régime en particulier, mais un écosystème normatif, un réseau informel de pouvoir idéologique dominé par les médias, les grandes universités et les institutions progressistes. Dans l'esprit de Yarvin, programmeur informatique reconverti en blogueur graphomane, c'est cette Cathédrale qui formerait les esprits et façonnerait l'opinion publique, déterminant, selon le principe de la fenêtre d'Overton, le spectre des discours acceptables. Très inspiré par *Matrix*, le penseur néoréactionnaire invite ses lecteurs à gober « la pilule rouge » (« red pill »), un folklore qui a depuis largement essaimé, jusqu'à devenir un signe de reconnaissance de l'extrême droite et des sphères complotistes. Dans le film, elle permet au personnage de Neo, incarné par Keanu Reeves, de prendre conscience qu'il vit dans un monde factice façonné par la Matrice. Ceux qui choisissent

la pilule bleue, à l'inverse, sont condamnés à vivre dans le mensonge. Suivant la même dialectique, Yarvin cherche à dissiper les illusions sur la délibération et la représentativité. Dès 2007, il publie un article sur son blog, titré « Ten Red Pills », « Dix pilules rouges », qui débute par ces mots : « Avez-vous déjà envisagé la possibilité que la démocratie soit fausse⁶⁴ ? » Treize ans plus tard, en pleine pandémie de Covid, moment charnière de radicalisation politique, Elon Musk tweete laconiquement : « Prenez la pilule rouge⁶⁵. » Plus qu'un clin d'œil, un signe de ralliement.

Les institutions de la Cathédrale ne sont plus seulement ciblées virtuellement depuis les tréfonds d'Internet ; elles font désormais l'objet d'attaques méthodiques de la part du pouvoir en place. En avril 2025, l'administration Trump a ainsi gelé 2,2 milliards de dollars de subventions à la prestigieuse université d'Harvard après que son président a refusé de se plier aux injonctions officielles visant à interdire l'activisme progressiste sur les campus⁶⁶. Un fond de l'air contre-révolutionnaire qui se fait sentir un peu partout dans le pays, et incarné par l'influenceur Charlie Kirk. Avec son organisation, Turning Point USA, le jeune homme, tenant de la théorie du complot selon laquelle l'élection de 2020 a été volée à Trump, milite pour l'épuration idéologique des facultés au nom d'un pluralisme qui vise surtout à étouffer les voix concurrentes. L'objectif est clair – affaiblir les lieux de fabrication des élites pour en imposer de nouvelles – et la méthode n'hésite pas à être brutale, comme en témoigne ce mail reçu par Catherine Prendergast, une professeure d'anglais de l'université de l'Illinois : « N'oublie pas, chérie, que [le dictateur cambodgien] Pol Pot a d'abord tué des professeurs d'université⁶⁷. »

Au milieu de cette guerre culturelle devenue institutionnelle, un fantasme prend forme dans les cercles réactionnaires : celui d'un homme fort capable de purger la Cathédrale d'un seul geste. Un chef qui décide et agit. Un *CEO of America*, qui dirigerait le pays comme une start-up à visée monopolistique. Dans un paysage saturé de normes et de médiations interminables, la demande ne porte plus sur un programme mais sur une forme, séduisante : une volonté mise en action avec la fluidité d'un projet entrepreneurial. Donald Trump caressait déjà l'idée en 2000, quand il publia un livre-plaidoyer dans le cadre de sa campagne – avortée – pour la Maison-Blanche sous l'étiquette du Parti réformiste. « Il y a beaucoup d'hommes qui se présentent aux élections et qui ne semblent pas faits pour être PDG des États-Unis », écrivait-il⁶⁸. « Il est peut-être temps d'avoir un négociateur [deal-maker en anglais] [...] C'est ma force, c'est ce que je fais. J'ai souvent obtenu des résultats alors que d'autres disaient que c'était impossible. Je pense que je pourrais être le plus efficace pour le peuple américain. »

Si la monarchie classique reposait sur la filiation, sa variante technofasciste s'appuie sur un autre principe : la performance. Curtis Yarvin le dit lui-même : son dirigeant idéal ressemble « plus à Elon Musk qu'à Charles III⁶⁹ ». « Il n'est pas nécessaire d'être descendant des trente rois qui ont fait la France pour être un monarque », ajoute-t-il. À ses yeux, le pouvoir ne procède pas d'une lignée, ne réside pas dans l'aristocratie (elle pourrait faire partie de la Cathédrale), mais s'incarne dans ce qu'il nomme « une énergie monarchique », qu'il s'agirait désormais de forer comme un gisement pétrolier⁷⁰. C'est ici que s'opère le glissement décisif. On assiste non pas au retour d'un souverain à couronne, mais

à l'émergence d'un pouvoir césariste, plébiscité non pour sa légalité mais pour sa capacité à se montrer brutal. Au droit divin succède le privilège du fondateur, si cher à Peter Thiel (qui voit en Yarvin « un historien puissant⁷¹ »). C'est une monarchie sans sacre, managériale, qui fonctionne avec un tableau de bord fait d'objectifs à atteindre.

Mais si le CEO of America doit s'entendre comme une figure de gouvernance, il agit également comme réceptacle d'un affect collectif plus profond. Le philosophe allemand Peter Sloterdijk, dans *Colère et Temps*, décrit ce moment où les sociétés actuelles, corsetées par les normes, ne savent plus quoi faire de leur colère⁷². Ardent pourfendeur de la modernité, Sloterdijk appelle *thymos* – la fierté dans la philosophie antique – ce carburant délaissé par les démocraties libérales, prêt à être détourné par des forces politiques désireuses de capitaliser sur ce qu'il nomme encore « la banque mondiale de la vengeance⁷³ ». Le phénomène n'est pas nouveau. Dans ses colossales *Origines de la France contemporaine*, publiées à la fin du XIX^e siècle, l'historien Hippolyte Taine, observant la trajectoire de Napoléon, notait déjà comment la Révolution de 1789 avait libéré une énergie thymotique que seul un chef du calibre de Bonaparte pouvait canaliser. « L'objet vague et fuyant se trouve soudainement saisi, rassemblé, puis jaugé et pesé, comme un gaz impalpable que l'on renferme et que l'on retient dans un tube gradué de cristal transparent », écrit l'académicien, louant sa science des passions humaines⁷⁴. Yarvin, qui a dévoré Taine, en est persuadé, « Trump est de cette trempe ». Mais il n'est pas le seul : « Musk aussi. Je pense que nous verrons la même chose de la part de Vance avec le temps⁷⁵. » Car au-delà, de son incarnation, la monarchie technofasciste est avant tout un

protocole à distribuer. Une fonction qui, dans le monde informatique, consiste à répartir les tâches et les données d'un système sur un réseau d'ordinateurs pour en améliorer l'efficacité et la résilience.

Parce qu'il tient sa légitimité de sa capacité à agir, le roi-CEO doit être analysé comme un système. En se présentant sous les atours d'une brique logicielle capable de subvertir un régime sans le renverser, il prolonge la pensée en API. Si l'on veut encore filer la métaphore, c'est une sorte de plug-in qui s'installe dans les failles de la démocratie représentative et en reprogramme les usages. Le pouvoir ne change pas seulement de mains ; il change de format. Ce régime de souveraineté réactive la vieille distinction d'Ernst Kantorowicz. Dans *Les Deux Corps du roi*, devenu un classique de la philosophie politique, l'historien allemand montrait que le monarque médiéval possédait deux corps : l'un biologique, par nature mortel et fragile ; l'autre mystique, imputrescible, garant de la continuité de l'État⁷⁶. Dans l'imaginaire technofasciste, ces deux dimensions existent sous une forme actualisée : le corps du chef fait l'objet d'un culte viriliste – en 2021, Elon Musk a très officiellement changé son titre de patron de Tesla en « Technoking » quand Zuckerberg, acquis à la cause trumpiste surjoue sa masculinité de fan d'arts martiaux mixtes – ; mais son pouvoir réel réside ailleurs, dans une infrastructure invisible, logicielle, capable de se propager comme un virus.

C'est là que s'opère la véritable rupture ontologique : le pouvoir ne se situe plus dans l'autorité d'un individu, mais dans l'activation d'un système. Si la Cathédrale – ce siège de l'orthodoxie morale – est chez Yarvin l'ennemi à abattre, alors le technofascisme doit lui fabriquer un antonyme fonctionnel, sous la forme d'une architecture computationnelle :

un pouvoir autoritaire non plus caractérisé par sa seule verticalité, mais également par la superposition de couches techniques et décisionnelles qui forment des modules interconnectés venant se substituer à l'État qu'elles auront préalablement affaibli. Dans son ouvrage *The Stack*, le philosophe des sciences américain Benjamin Bratton postule que la technologie n'est pas seulement l'architecture de la gouvernance contemporaine, mais « la gouvernance elle-même⁷⁷ ». Pour lui, l'ensemble des infrastructures numériques – de leur implantation géologique jusqu'à l'utilisateur – forme une « mégastucture accidentelle » qui dissémine les fonctions de décision et contribue à gazéifier l'exercice du pouvoir. Adaptant cette logique à l'écosystème techno-autoritaire, le modèle peut dès lors être répliqué à volonté et, nous le verrons par la suite, s'affranchir des limites administratives ou géographiques de l'État. Loin de rester cantonnée à la Silicon Valley ou à Washington, cette boîte à outils est déjà disséminée aux quatre coins du globe, ébauchant une véritable internationale réactionnaire.

LA SOUVERAINETÉ-AS-A-SERVICE : VERS UNE INTERNATIONALE RÉACTIONNAIRE

« Voilà dix ans, si on nous avait dit que le propriétaire d'un des plus grands réseaux sociaux du monde soutiendrait une nouvelle internationale réactionnaire et interviendrait directement dans les élections, y compris en Allemagne, qui l'aurait imaginé ? » Le 6 janvier 2025, lors de la trentième conférence des ambassadrices et des ambassadeurs, à Paris, Emmanuel Macron ne cite pas nommément Elon Musk, mais il y pense très fort. Le tout-puissant patron de X est alors en train de multiplier les efforts pour faire gagner l'Alternative für Deutschland (AfD), parti d'extrême droite peuplé de néonazis. Macron nomme le mal, mais passe à côté de son mode opératoire : cette « *internationale réactionnaire* » fonctionne comme un banc d'essai de toutes les manifestations – on pourrait même dire les marques – du technofascisme, dans un désordre concurrentiel et asynchrone.

Prenez Javier Milei qui brandit une tronçonneuse sur scène en promettant le démembrement de l'État, et a baptisé ses mastiffs clonés d'après des économistes ultralibéraux : ce n'est pas une parodie, mais sa présidence, depuis sa victoire à l'élection présidentielle argentine de 2023 face à son rival péroniste, Sergio Massa. Élu dans un contexte de défiance généralisée envers les partis traditionnels, dans un pays laminé par l'inflation où près de

40 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, le quinquagénaire, qui se revendique « anarcho-capitaliste », a su catalyser la colère autour d'un slogan, « Afuera! », « dehors! ». Le dédagisme d'extrême droite de Milei ne promet pas de réforme, mais une purge sans états d'âme de toutes les institutions. Au moment de créer un ministère de la dérégulation, six mois après son élection, il a déjà renvoyé 25 000 fonctionnaires⁷⁸. Sur le papier, le « président favori » de Donald Trump est le fils spirituel de Murray Rothbard, figure américaine du libertarianisme. Il prône un État minimal (minarchiste) à l'intérieur duquel la liberté individuelle, la propriété privée et les marchés libres régissent toutes les interactions. Dans les faits, le nouvel homme fort de l'Argentine a violemment réprimé les manifestations de retraités réclamant de meilleures conditions de vie, prouvant qu'il ne dédaigne pas complètement le pouvoir régalien⁷⁹. Ce double registre – ultralibéralisme doctrinal et autoritarisme assumé – rappelle la phrase de Friedrich Hayek à propos du Chili de Pinochet. Ici se réconcilient deux visions : le programme anarcho-capitaliste du président argentin et l'idéal technofasciste d'un roi-CEO. Pouvoir fort, marchés sans friction. Leur ennemi commun ? La démocratie procédurale, attachée aux mécanismes formels et à la transparence qui offre au pouvoir sa légitimité.

Cet attelage n'est pas propre au contexte argentin. Dans *Le Capitalisme de l'apocalypse*, Quinn Slobodian évoque l'exemple éclairant de Hans-Adam II du Liechtenstein – quatrième monarque le plus riche du monde, avec un patrimoine estimé à 2 milliards de dollars – pays qu'il imagine comme un prototype de « l'État du troisième millénaire » où se mêlent souveraineté patrimoniale et logique de gouvernement néolibérale :

Hans-Adam combine le modèle de propriété aristocratique du Saint-Empire romain germanique, à l'origine du Liechtenstein lui-même, avec l'idée fluide de la souveraineté que véhiculent les clients internationaux des banques de la principauté. L'enchevêtrement de leurs filiales et sociétés écrans offshore donne à penser que la souveraineté est quelque chose qui peut être dissocié, délocalisé et recombinaison. La propre famille de Hans-Adam avait bien gouverné le Liechtenstein à distance pendant des siècles. Pourquoi l'État moderne ne serait-il pas lui aussi un prestataire de services, dont toutes les compétences, à l'exception de la défense nationale, seraient confiées à des acteurs privés sous contrat ? Selon cette vision, la citoyenneté, fondée sur l'adhésion et la défection, serait explicitement soumise au marché. Pour Hans-Adam, les citoyens devraient être « les actionnaires de l'État⁸⁰ ».

Ici, la monarchie cesse d'être un archaïsme : elle devient un laboratoire conceptuel pour penser un pouvoir post-démocratique, liquide et configurable à distance. L'État n'existe plus en tant qu'entité politique, mais comme plateforme de services externalisés.

Par analogie avec le modèle économique du *software-as-a-service*, où le logiciel n'est plus possédé directement mais accessible à la demande via le cloud, cette *souveraineté-as-a-service* pourrait désigner une forme de pouvoir qui n'est plus enracinée dans une légitimité territoriale ou populaire, mais disponible en format exécutable, prêt à être activé là où les conditions le permettent. Le pouvoir ne s'exerce plus ; en langage informatique, on dirait qu'il est instancié, c'est-à-dire mobilisé à partir d'un gabarit reproductible, que l'on déploie localement

comme un script s'adaptant à son environnement. Ce modèle est fondamentalement monarchique, parce qu'il conserve une dimension démiurgique : le dirigeant n'y administre pas un ordre préexistant, il en devient l'architecte, celui qui fait advenir un monde nouveau. Il est aussi profondément libéral dès lors qu'il se déploie comme un *framework*, un squelette que le roi-CEO peut habiller selon les circonstances. À chaque contexte son habillage. Cette forme de souveraineté instanciabile réalise, sous un nouveau régime technologique, le vieux fantasme du « haut modernisme » tel que l'a analysé l'anthropologue James C. Scott dans *L'Œil de l'État* : le rêve d'un monde entièrement modélisable qui n'aurait plus besoin d'être gouverné politiquement⁸¹. Ce rationalisme autoritaire, qui animait les grands projets d'urbanisme planifié ou de collectivisation agricole, repose sur une foi absolue dans la capacité des outils technoscientifiques à ordonner la société. Pour y parvenir, il faut d'abord simplifier celle-ci : réduire sa complexité à de simples variables, invisibiliser les savoirs pratiques, écarter les médiations. Aujourd'hui, la *souveraineté-as-a-service* prolonge cette logique.

Dans le cas de Nayib Bukele, le président du Salvador, autoproclamé « dictateur le plus cool de la planète », c'est la restauration de la sécurité qui sert de fondation. Président depuis 2019, réélu en 2024 avec près de 85 % des suffrages, ce libéral-conservateur revendiqué condense à lui seul les traits saillants du technofascisme en réseau : un pouvoir autoritaire et nationaliste y coexiste avec un projet d'extraversion totale de la souveraineté. Alors qu'il a prorogé indéfiniment un État d'exception instauré en 2022 au nom d'une guerre contre les gangs MS-13 et Barrio 18, il rêve simultanément de faire du petit pays

d'Amérique centrale un paradis fiscal fondé sur les cryptomonnaies, sans impôts ni droit du travail, baptisé Bitcoin City pour lequel il a déjà fait raser des hectares de mangrove et dont l'énergie serait fournie par un volcan⁸². Cette logique atteint une forme particulièrement aboutie dans la dimension sécuritaire de son régime. En 2023, il a inauguré le Centre de confinement du terrorisme (Centro de Confinamiento del Terrorismo, surnommé CECOT), une mégaprison capable d'accueillir jusqu'à 40 000 détenus dans des conditions extrêmement dures, avec l'ambition d'en faire « le plus grand pénitencier d'Amérique ». En proposant à Trump d'y accueillir – contre six millions de dollars – 300 membres présumés de gangs expulsés par les États-Unis, Bukele transforme son système carcéral en produit d'exportation. Par la mise sur le marché d'une capacité répressive, le CECOT incarne la finalité politique du technofascisme. Ici, le pouvoir devient une simple interface de gestion de l'ordre. C'est un système sans procédure de recours, qui proclame son affranchissement du droit : alors que certains prisonniers ont été déportés de manière absolument arbitraire, voire par erreur pour au moins l'un d'entre eux, le président salvadorien a affirmé son intention de ne pas les renvoyer aux États-Unis, ceci en violation d'un arrêt de la Cour suprême⁸³.

Ce modèle ne se diffuse pas comme une idéologie, mais comme une méthode⁸⁴. Encore une métaphore informatique : c'est un *template*, une forme vide prête à l'emploi, dont la plasticité lui permet de traverser les frontières – même celles érigées par ceux qui prétendent les défendre. En déplacement en Guyane au printemps, le garde des Sceaux, Gérald Darmanin, a annoncé – via le journal de Vincent Bolloré – la création dans la jungle amazonienne d'une prison

de haute sécurité pour enfermer les narcotrafiquants. Face à la « mexicanisation » de la société, il cherche à imposer la bukélisation du pouvoir⁸⁵. Partout en Europe, les extrêmes droites, tout en exaltant l'identité nationale et la mise en clôture du monde, célèbrent Trump, Bukele ou Milei, c'est-à-dire des figures venues d'ailleurs, parfois à rebours de leurs propres mythes fondateurs. Toutefois, ce paradoxe n'est qu'apparent. Les mouvances nationalistes européennes n'admirent pas une culture ou une tradition, mais une puissance d'action. Les technofascistes déjà au pouvoir sont perçus comme des *proofs of concept* : des démonstrations grandeur nature de ce que pourrait être, dans chaque pays, la reprise en main de l'État. L'échec du stratège national-populiste américain Steve Bannon à fédérer sous la bannière de son *Movement* en 2017 l'a prouvé : l'Europe réactionnaire ne s'unifie pas par le haut mais s'agrège par le bas, par mimétisme fonctionnel⁸⁶. Ce ne sont pas des idées qui circulent, mais des scripts. Une grammaire d'action qui se répand. Le logiciel réactionnaire contemporain est lui-même recodé « comme un service », qui s'actualise en permanence et que chaque pays, dans chaque région du monde, peut mobiliser à loisir.

En France, Éric Ciotti reprend à son compte la rhétorique de la tronçonneuse chère à Milei pour réclamer des coupes drastiques dans les dépenses publiques. Valérie Pécresse, elle, préfère parler de « hache », mais l'idée est la même⁸⁷. Le discours cherche à labourer un terrain électoral favorable. Selon le baromètre du Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF), 48 % des Français estiment que « rien n'avance en démocratie », qu'il faudrait « plus d'efficacité », et 41 % approuvent l'idée d'un « homme fort qui n'a pas besoin du Parlement ou des élections⁸⁸ ».

En Italie, Giorgia Meloni qui se présente comme la garante d'un ordre chrétien conservateur, multiplie les signes de connivence avec l'un de ces nouveaux avatars plébiscitaires, Elon Musk, allant jusqu'à en faire en 2023 l'invité du festival politique Atreju, organisé par son parti, Fratelli d'Italia.

Et en Allemagne, l'AfD conjugue sa nostalgie identitaire à un discours en résonance directe avec celui de certains totems technofascistes. Quand son leader, Alexander Gauland, compare le nazisme à « une fiente d'oiseau en comparaison avec mille ans d'histoire allemande glorieuse », on croirait lire Nick Bostrom, icône du courant longtermiste et idéologue du « risque existentiel », pour qui les deux guerres mondiales, Tchernobyl ou le SIDA ne seraient « que des vaguelettes à la surface de la grande mer de la vie⁸⁹ ». Cette parenté discursive n'est pas anodine : elle consiste à relativiser les crimes du passé au nom d'un avenir plus grand, réveillant par là même le fantasme d'un « Reich de mille ans ».

L'Histoire ne fonde plus l'action : elle devient un bruit de fond pour neutraliser le présent. Dès lors, il ne reste plus qu'à préparer le futur.

Peter Thiel, en figure tutélaire, le prophétisait sans détour dès 2009 : « Je ne désespère pas car je ne crois plus désormais que la politique contienne tous les futurs possibles de notre monde. Aujourd'hui, la grande tâche des libertariens est de trouver un moyen d'échapper à la politique sous toutes ses formes, que ce soient les catastrophes totalitaires ou fondamentalistes ou le demos irréfléchi qui guide la soi-disant démocratie sociale⁹⁰. »

Aujourd'hui, Pierre-Édouard Stérin en incarne la version la plus contemporaine. Exilé fiscal en Belgique, le milliardaire catholique traditionnaliste planche activement sur une version hexagonale

du « Projet 2025 » trumpiste : admirateur déclaré de Thiel (*De zéro à un* est son livre de chevet), il finance discrètement le projet Péricle's, constellation de think tanks et d'entreprises qui vise la conquête de mille mairies aux élections municipales de 2026. À l'écart des partis, il classe dans un tableur Excel ses candidats idéaux à la présidentielle, tel un chef d'entreprise mesurant des indicateurs de performance pour améliorer sa productivité⁹¹. Refusant de répondre aux convocations – pourtant obligatoires – de la commission d'enquête parlementaire sur l'organisation des élections en France, Stérin pense la politique en ingénieur et rêve d'un ailleurs : il veut « créer de nouveaux pays⁹² ». Il ne s'agit plus seulement de subvertir les institutions d'un pays existant grâce aux armes de la souveraineté-as-a-service, mais de construire son Eldorado à partir de rien. *From scratch.*

II. FRAGMENTER

--	--

unicipales de
un tableur
tielle, tel un
eurs de per
1. Refusam
nt obligat
lementaire
ance, Stér
d'un aille
ne s'agit
s d'un pay
ineté-as-
à partir

Qu'est-ce qu'un État-nation ?

La réponse simple : c'est une masse informe et colorée sur une carte.

Balaji Srinivasan, *The Network State*, 2022.

Janvier 2025. La représentation stylisée d'une ville côtière du futur sature l'espace médiatique. Cette image présente une langue de terre surplombée par des gratte-ciel effilés, vigies de ce futur idéalisé. À l'arrière-plan, une ligne de train à grande vitesse suit le tracé de la côte qui ouvre sur un port dynamique. De la mer jaillissent les pylônes de métal de plateformes pétrolières *offshore*. L'ensemble évoque une oasis technologique au milieu du désert, un écrin de verre et d'acier surgi du sable, une allégorie de la prospérité économique. S'agit-il de Miami en 2035 ? D'une ville nouvelle inspirée par la cité futuriste NEOM en Arabie saoudite ou par Dubaï et Singapour ? Cette image est en réalité une projection du futur de la bande de Gaza, tirée d'un plan imaginé en 2024 par le bureau du Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et illustré grâce à l'intelligence artificielle. « Gaza 2035 » est un document de neuf pages dessinant les contours d'une possible zone économique spéciale « Gaza-Arish-Sderot » ; une juridiction nouvelle, un espace de libre-échange s'étirant entre l'Égypte et Israël, depuis la ville de Sderot au sud de Gaza jusqu'au port égyptien d'Al Arish, dans la péninsule du Sinaï⁹³.

Archivé pendant des années, le projet est ressuscité en janvier 2020 lorsque Jared Kushner, le gendre de Donald Trump, publie « Peace to Prosperity »

(De la paix à la prospérité), un *business plan* destiné à tracer les contours du futur politique et économique de l'enclave palestinienne⁹⁴. Le document comprend un volet immobilier ambitieux, qui envisage là encore d'élever des gratte-ciel en lieu et place des décombres des immeubles palestiniens bombardés. Il table aussi sur une intégration complète de l'économie palestinienne dans celle de ses voisins israéliens et égyptiens. Le tout sous le haut patronage des États-Unis, principal argentier de cette reconstruction sur le modèle de la zone économique spéciale.

Cinq ans plus tard, l'idée prend une épaisseur nouvelle. Après d'interminables mois d'une terrible guerre de représailles qui a conduit à la mort de plus de 60 000 civils palestiniens et à la destruction quasi totale de la bande de Gaza, Donald Trump sidère le monde avec une déclaration sur l'avenir de celle-ci. Fidèle à son *ethos* de promoteur immobilier, il suggère de « rebâtir Gaza » sur le modèle de l'enclave The World à Dubaï. Dans un territoire vidé de ses 2,3 millions d'occupants, il imagine un paysage de gratte-ciel et d'îles artificielles. Le génocide des Palestiniens représentent pour le Président des États-Unis une opportunité économique, celle de faire de ce territoire martyr la prochaine « Riviera du Moyen-Orient⁹⁵ ».

Sa déclaration et sa mise en images, là encore en reprenant une vidéo générée par IA, suscitent l'indignation partout dans le monde. À l'autre bout du pays, un homme en blouson de cuir noir se frotte les mains. Celui qui se présente comme le prophète des « Lumières Sombres » s'apprête à prendre la lumière. Il s'agit de Curtis Yarvin, le chantre de la Néoréaction américaine (NRx). Donald Trump ne vient-il pas d'accorder du crédit à l'idée qu'il nourrit

depuis plus d'une décennie ? Car lui a déjà proposé de créer « Gaza, Inc. », un prototype de ville privée « souveraine » où la citoyenneté s'achèterait contre une poignée de « tokens⁹⁶ ». Cette entité à mi-chemin entre le pays et la start-up serait la première ville-entreprise à rejoindre les Nations unies. Dans sa newsletter *Gray Mirror*, il imagine même son introduction au Nasdaq, la bourse technologique américaine, sous le titre financier \$GAZA. La pensée de cet idéologue nihiliste, introduite au chapitre premier, est volontiers obscure et provocatrice. Ignorant volontairement les ferments traditionnels du nationalisme – une histoire, une culture commune, le sentiment d'appartenance à une communauté de destin – il préfère une lecture centrée sur la dialectique entre « le sang (les gènes) et le sol (l'immobilier privé)⁹⁷ ». L'histoire, la politique et les rapports de pouvoir sont des variables secondaires dans la lecture que Yarvin propose des désordres du monde. Profondément utilitariste, il estime que le conflit entre la Palestine et Israël pourrait être résolu en articulant les besoins des uns et des autres, dans un savant Rubik's Cube d'intérêts croisés. Le plan est simple, il tient en deux étapes. D'abord, vider le territoire palestinien de ses habitants pour leur permettre d'échapper à la violence et aux bombes, quitte à les « déplacer dans un Airbnb en Thaïlande » ou dans des « tentes au Mozambique », comme il le suggère, désinvolte. Ensuite, accorder aux personnes déplacées des titres de propriété représentant la valeur de leurs terres et de leurs habitations, sans pour autant qu'elles n'en conservent l'usufruit. Ces titres leur serviraient de compensation financière, en échange de l'abandon des terres et de l'exil. Yarvin écrit : « Que se passerait-il si les habitants de Gaza partaient, mais restaient propriétaires de leurs biens ? Ou détenteurs d'actions dans une société, dirigée

par des Arabes élégants diplômés du MIT, qui développeraient la bande de Gaza pour en faire une nouvelle ville israélienne ? Le Los Angeles ou le Vegas du sud d'Israël⁹⁸ ? » Transformer Gaza en ville-entreprise est pour lui un devenir plus enviable que celui qui est prédit à ce peuple martyr ; un futur à vivre des « sacs de grains de l'aide humanitaire internationale », encagé dans un territoire anéanti par Israël.

Curtis Yarvin en est convaincu, les États-nations sont des reliques du passé ; le droit du sol est un fétiche barbare ; la démocratie est un idéal « médiocre et inefficace⁹⁹ ». Son regard est fixé sur Dubaï, Singapour et Hong Kong, des cités façonnées par des entrepreneurs-bâtisseurs à la sensibilité ultralibérale. Des zones prospères et productives, au dynamisme économique éclatant. Mais aussi des enclaves autoritaires où le capitalisme s'accommode d'une absence criante : celle de la démocratie. Nous sommes en 2008. Déçu par le libertarianisme bon teint de certains de ses pairs, il lance un « fork », une mise à jour de ce logiciel de pensée qui enferme l'État dans un rôle de Leviathan spoliateur, condamne la centralisation comme irrémédiablement oppressive, postule que la recherche du consensus est inefficace et cherche à tout prix à éradiquer la bureaucratie.

Ce programme n'est pas assez radical pour Curtis Yarvin. Lui, préconise le retour à la verticalité monarchique, celle du souverain devenu un CEO, un dirigeant d'entreprise. Curtis Yarvin nomme son courant de pensée le « formalisme ». Et, plutôt que de s'attarder sur les écueils du passé, il propose une vision pour le futur. Cette société idéale est libérée de la gangue dans laquelle l'enserme ses fondements démocratiques. Pour la faire naître, Yarvin préconise de procéder de façon méthodique, en attaquant ce socle comme un insecte rongerait la structure d'

meuble, jusqu'à ce que celui-ci s'affaisse dans un nuage de poussière. Sa stratégie politique est celle de la fragmentation. C'est pourquoi les « formalistes » devraient s'attacher à multiplier les initiatives de villes-entreprises souveraines, les *soucorps*, afin d'archipelliser le monde et, partant de là, faire concurrence aux démocraties nationales. Car, dans cette vision « néocaméraliste », le meilleur des mondes est celui de la *start-up* : souple, agile, innovant. La nation du futur sera une société par actions simplifiées (SAS) régie par des conditions générales de vente, perfusée au capital-risque et administrée grâce à la blockchain. Ce plan est synthétisé dans un texte-manifeste publié en novembre 2008 intitulé *Patchwork : A Political System for the 21st Century*¹⁰⁰ :

L'idée de base du « Patchwork » est que, au fur et à mesure que les gouvernements hérités de l'histoire sont détruits, ils seraient remplacés par une toile d'araignée mondiale de dizaines, voire de centaines, de milliers de mini-pays souverains et indépendants, chacun serait gouverné par sa propre société anonyme, sans tenir compte de l'opinion des résidents. Si les habitants n'apprécient pas leur gouvernement, ils peuvent et doivent déménager.

En formaliste, l'idéologue Yarvin rêve d'une privatisation intégrale des sociétés que précipiteraient le démantèlement, puis la mort de l'État. Pour lui, la notion de *contrat social* doit d'ailleurs être comprise dans son sens le plus littéral, les contrats privés entre individus pouvant se substituer aux constitutions. Il s'agit, selon les termes du politiste Arnaud Miranda, de « dissoudre le politique dans une ingénierie économique autoritaire¹⁰¹ ». Un horizon politique se dessine, celui de la sécession.

14 décembre 2023. Une poignée d'ingénieurs, de développeurs et de chercheurs est réunie dans un hôtel particulier du 16^e arrondissement de Paris. Le rassemblement est plutôt confidentiel et exclusif. Les entrées sont filtrées et la présence des journalistes n'est pas souhaitée. Les invités du soir, tous jeunes et technophiles, ne sont pas là pour deviser sur leurs start-ups ou comparer des lignes de code. Ils sont présents car ils s'intéressent à un projet beaucoup plus vaste, civilisationnel : bâtir une nouvelle cité, possiblement sur les rives de la Méditerranée. Cette soirée parisienne marque le lancement et l'implantation en France de Praxis, une start-up new-yorkaise fondée en 2020 par deux entrepreneurs à peine trentenaires, Dryden Brown et Charlie Callinan¹⁰². Tous les deux sont fascinés par la mythologie gréco-romaine mais aussi par les traditions païennes des Vikings. Comme ces lointains ancêtres fantasmés, ils se vivent comme des conquérants et des bâtisseurs. Après tout, ne parle-t-on pas de « builders » pour désigner les ingénieurs qui empilent habituellement les lignes de code ? En 2019, ils fondent la société mère Bluebook Cities afin d'imaginer de nouveaux modèles de villes et de gouvernance. Brown et Callinan entendent créer une ville qui leur ressemble. Ils rêvent d'un pays de

cocagne où la technologie régirait tous les aspects de la vie. Synonyme d'abondance sans limite, ce mode de gouvernement privé serait bien entendu soustrait au regard inquisiteur de l'État. Leur cité idéale n'existe pas encore. Dans les pas de Tolkien, ils l'imaginent déjà faite de tours et forteresses fuselées. Sur leur site Internet, s'affiche une image stylisée, semblable à la ville de Lindon, le havre de la civilisation des Elfes de la terre du milieu, le berceau de l'une des civilisations de l'auteur du *Seigneur des anneaux*¹⁰³.

Tout est à construire. Praxis sera leur empire¹⁰⁴. Alors, Dryden Brown façonne son *lore* d'Imperator. Sur la plateforme X, il publie régulièrement des missives à la tonalité sentencieuse et martiale. « Vous avez été créé pour conquérir¹⁰⁵ », écrit-il. Il y assume un ton millénariste. L'aspiration à la transcendance par la conquête territoriale est l'élément distinctif de son projet. L'un de ses billets de blog est ainsi titré « Déclaration d'ascension¹⁰⁶ ». Brown se vit comme John Galt, le personnage d'Ayn Rand qui entend créer sa propre communauté utopique sécessionniste rassemblant des chefs d'entreprise en grève contre le gouvernement. À ceci près que Brown dispose d'Internet et de la technologie blockchain permettant théoriquement d'inventer de nouvelles formes de souveraineté monétaire grâce aux crypto-actifs¹⁰⁷. Il est aussi un lecteur de Julius Evola, le fasciste italien féru de mysticisme, chantre de « l'impérialisme païen » et de la « révolte contre le monde moderne ». Celui qui entretenait des liens avec l'Allemagne nazie¹⁰⁸.

Modernité technologique, accélération capitaliste, conservatisme politique et tentation fasciste. Praxis s'inscrit dans cette lignée. Un héritage brutal et autoritaire, mais aussi eugéniste. Un portrait du *New*

York Times consacré à Dryden Brown mentionne sa volonté de n'ouvrir les portes de sa cité qu'aux personnes relevant des « standards de beauté européens et occidentaux¹⁰⁹ ». Au mois de février 2025, le site web de la start-up affiche une bannière explicite : « Revendiquez l'Occident » (Reclaim the West). En dépit de ses accents sulfureux, le projet fascine dans les cercles technophiles. Et, à Paris, l'écho de cette civilisation à venir résonne d'une tonalité particulière. « Nous avons hérité de tout, nous n'avons rien créé, il n'y a qu'à observer la ville dans laquelle nous vivons », énonce Arthaud Mesnard, l'hôte de la soirée. Jeune entrepreneur franco-irlandais né en 1996, il a suivi un parcours sans faute entre Paris et Dublin jusqu'à son double diplôme en entrepreneuriat délivré par HEC et Polytechnique. Il vit une vie nomade entre plusieurs pays et se présente comme un investisseur dans des entreprises technologiques à « haut potentiel ». Son public du soir est constitué en majorité de connaissances. Des personnalités jeunes, masculines, très diplômées qui travaillent dans la tech. Tous sont réunis pour assister à un « lancement », Praxis brouillant les pistes entre projet politique, communauté affinitaire et produit marketing.

La question de savoir *comment* bâtir *ex nihilo* une cité privée n'est abordée qu'en surface. Les solutions envisagées : l'argent du capital-risque pour se lancer, les cryptos comme devises, des applications mobiles pour gérer le quotidien et les tâches domestiques. Les impératifs : le moins de régulation possible pour encadrer l'activité économique et une fiscalité nulle pour protéger les bénéficiaires des entrepreneurs-citoyens de Praxis. Plus cruciale, la question du *où* s'établir émerge. En ce mois de décembre 2023, les participants s'imaginent négocier avec un « pays-hôte » des rivages de la Méditerranée pour s'y installer

« avant la fin de la décennie ». Arthaud Mesnard mentionne des « discussions en cours », sans laisser filtrer plus d'indices sur la zone géographique et le gouvernement concerné. Sous quelles conditions économiques, fiscales et politiques un « pays-hôte » pourrait-il autoriser un tel phalanstère libertarien ? Quid des fonctions régaliennes associées à une telle juridiction ? L'ombre portée de Curtis Yarvin apparaît une nouvelle fois au cours de la discussion. Reprenant l'une des propositions clés de la pensée de l'idéologue néoréactionnaire, la start-up Praxis propose en effet de confier la gouvernance de son micro-État à un monarque-président. Pour l'heure, les personnes présentes sont invitées à « candidater » en ligne pour obtenir un visa numérique. Avant même de s'installer sur un territoire physique, cette nouvelle cité prend forme sur le *cloud*. Ses deux fondateurs américains revendiquent leur intention de « bâtir la Nouvelle Amérique sur Internet ». Le projet s'adresse avant tout à leurs semblables car la condition pour obtenir un « steel visa » est d'avoir soi-même réussi comme entrepreneur. La mise de départ est de 5 000 dollars.

Dryden Brown et Charlie Callinan sont des techno-libertariens, ils considèrent que *communauté* ne doit pas être synonyme de *collectivisme*. Défenseurs d'une absence de règles en ce qui concerne la circulation du capital, ils sont toutefois partisans d'une forte hiérarchie sociale. Praxis n'est pas une forme-commune, c'est la tentative d'une sécession capitaliste. Plus qu'une zone économique spéciale (ZES), Praxis est formatée pour être une « zone d'accélération » (ZA) radicalement pro-technologie. Dryden Brown en est convaincu, « l'industrie technologique doit se constituer comme la force politique majeure de l'histoire de l'humanité¹¹⁰ ». Il a d'ailleurs forgé

pour son idéologie, le national-accélérationnisme, mélange détonnant de souverainisme économique et de national-populisme aux accents fascisants, le tout alimenté par les technologies de pointe. L'accélération capitaliste et le techno-césarisme sont ses lignes de fuite post-politiques.

Début 2025, le PIB virtuel de la cité de Praxis est de 963,5 milliards de dollars, soit la somme des capitalisations boursières de ses investisseurs-citoyens. La ville-entreprise sur le *cloud* revendique une population de 112 418 « *praxians* » disséminés partout dans le monde. Depuis ses débuts, elle a su s'attirer les faveurs de l'élite césariste et réactionnaire des oligarques de la tech. Les investisseurs de Praxis forment ainsi un véritable *who's who* de la Silicon Valley. On y retrouve tous les *usual suspects*. À lui seul, Peter Thiel a investi 525 millions de dollars *via* son fonds d'investissement Founder's Fund. Il a également placé un ticket de 9 millions de dollars *via* le fonds Pronomos Capital de Patri Friedman – petit-fils de l'économiste de l'école de Chicago, Milton Friedman – principal argentier des projets de sécession en haute-mer depuis le Seasteading Institute. Son ambition est de créer un archipel de villes flottantes « libres » dans les eaux extraterritoriales. Avec Pronomos Capital, il finance la plupart des projets sécessionnistes en cours de développement dans le monde, avec comme objectif de faire de la souveraineté politique une entreprise commerciale¹¹¹. Il a pu s'attirer le soutien de figures comme Joe Lonsdale, le cofondateur de Palantir, ou du capital-risqueur Marc Andreessen. Sam Altman, le patron d'OpenAI, a également contribué *via* son fonds Apollo Projets. Ces villes idéales étant « crypto-natives », les oligarques de la crypto-économie ont également répondu présent. Parmi les investisseurs

de Praxis, on trouve donc Fred Ehrsam, de la bourse d'échange Coinbase, les frères Winklevoss, des bitcoiners historiques, ainsi que Samuel Bankman-Fried, patron déchu de la bourse d'échange FTX, criminel en col blanc condamné à 25 ans de réclusion pour fraude financière aggravée.

Plus encore, la cité de Praxis bénéficie de relais au cœur de l'administration Trump. Ken Howery, ancien ambassadeur des États-Unis en Suède et membre de la « mafia PayPal » soutient activement le projet. Il a été chargé par le président américain d'« acheter le Groenland » afin d'assurer l'extension territoriale de l'empire américain. Hasard ou coïncidence ? Au mois de novembre 2024, Dryden Brown se rend à Nuuk, la capitale, afin de prospecter pour l'acquisition d'une parcelle où implanter sa cité néomédiévale. Il en revient enthousiaste¹¹². Au mois de janvier, après que Donald Trump a lancé les enchères pour l'acquisition de la terre arctique, le même Dryden Brown se fend d'un tweet sibyllin : « Tout marche selon le plan. » Le signal est clair : l'alliance entre le startuper sécessionniste et le pouvoir trumpiste pourrait conduire à l'établissement d'une colonie libertarienne sur la mer de glace, territoire danois depuis le XVIII^e siècle¹¹³. Praxis bénéficie également du soutien financier et idéologique d'une autre figure centrale du courant néo-sécessionniste de la tech : Balaji Srinivasan. Né en 1980 de parents indiens émigrés aux États-Unis, ce techno-oligarque a fait fortune avec une première société d'édition génétique, puis dans la crypto comme cadre de la bourse d'échange Coinbase avant d'intégrer le tout puissant fonds Andreessen Horowitz. Comme nombre de ses pairs, le multi-investisseur s'est, au fil du temps, mué en idéologue. Il est l'auteur d'une pièce de doctrine centrale pour

comprendre les aspirations politiques et civilisationnelles de l'élite de la tech : *The Network State: How To Start a New Country*¹¹⁴.

NETWORK STATE : ANATOMIE D'UN CULTE

Publié en ligne sous forme de PDF en 2022, ce texte de près de 200 pages condense une vision, celle d'une sécession économique et politique organisée grâce à la technologie. Plus qu'un essai sur les idéaux politiques d'un groupe d'ingénieurs « matrixés » par le pouvoir des technologies qu'ils contribuent à construire au quotidien, *The Network State* est un Évangile. La Bible du néosécessionniste technophile, l'équivalent du *White Paper* de Satoshi Nakamoto pour le Bitcoin. Un texte centré sur une notion, l'État-réseau, pensée pour se superposer, puis se substituer à l'État-nation – présenté, sans surprise, comme un Léviathan spoliateur¹¹⁵. En 2013, dans une allocution prononcée au Y Combinator, l'épicentre du monde des start-ups et des investisseurs de la côte ouest, Srinivasan appelle à une « bifurcation » de la Silicon Valley et compare le modèle démocratique américain à un programme informatique obsolète¹¹⁶.

Les États-Unis sont-ils le Microsoft des nations ? Filons la métaphore : le code de base a 230 ans, il est écrit dans un langage obscur, le système a cessé de fonctionner pendant deux semaines entières, il y a un FUD¹¹⁷ systématique sur les questions de sécurité, les fournisseurs sont maltraités, et les plus

riches de ses clients obtiennent des faveurs, en dépit du fait que l'on doit toujours payer pour le service.

Dans les pas de Curtis Yarvin, Srinivasan appelle de ses vœux une mise à jour du système. Sa vision est structurée de façon binaire, à la manière du code informatique. Elle découle directement de son ethos d'ingénieur et d'entrepreneur. Balaji Srinivasan rejoue, en version cyberlibertarienne, la partition entre réforme et révolution. Lui envisage une autre dialectique. Celle de la réforme et de la *sécession* qu'il rejoue :

Voice, dans le contexte de l'open source, serait un patch informatique [une réparation sans toucher à la structure, ndlr] ; Exit serait un fork [soit une bifurcation dans le code, l'ouverture d'une autre route, ndlr]. Voice, dans le contexte du service après-vente, serait une réclamation ; Exit, ce serait changer de prestataire de services. Voice, dans le contexte d'un comité exécutif d'entreprise, serait entamer un plan de transition ; Exit, ce serait partir pour monter sa start-up. Voice, dans le contexte d'un pays, c'est le vote ; Exit, c'est l'émigration.

La proposition stratégique de Srinivasan repose sur une série de constats convergeant vers l'idée que le numérique est une force anthropologique ayant fait la preuve de sa capacité à transformer durablement les structures de la vie en société. Pour lui, à l'heure de l'hégémonie d'Internet, les individus n'ont plus besoin d'espaces physiques pour faire lien. Ils peuvent se regrouper en ligne, créer des communautés de destin et de valeurs, voire même simuler des rassemblements dans des jeux vidéo et des métavers. Les infrastructures numériques

dessinent un maillage du globe délesté du poids de l'histoire, des alliances stratégiques et des rapports de pouvoir ancestraux. Surtout, ces plateformes, les réseaux sociaux, sont plus densément peuplées que certains États. En 2018, Mark Zuckerberg, le patron de Meta, se demandait déjà si son entreprise n'en avait pas déjà acquis la stature : « À bien des égards, Facebook ressemble davantage à un gouvernement qu'à une entreprise traditionnelle¹¹⁸ », remarquait-il. Balaji Srinivasan reprend à son compte cette analyse : le groupe Meta (Facebook, WhatsApp, Instagram et Messenger) recense 3,35 milliards d'utilisateurs actifs chaque jour, le réseau social Facebook attirant à lui seul 2,11 milliards d'utilisateurs quotidiennement, soit un quart de la population mondiale. En France, cette plateforme mobilise chaque jour 26,6 millions d'utilisateurs actifs¹¹⁹.

Dans cette vision techno-déterministe, le *réseau* est donc quantitativement plus puissant que la *nation*.

Plus encore, l'Internet mondial permettrait un découplage inédit, celui de la souveraineté et du territoire, autorisant la création de nouvelles gouvernances extraterritoriales. Balaji Srinivasan considère ainsi que les « digital nomads », ces travailleurs du numérique sans attaches, qui voyagent de ville en ville au gré des projets qu'ils mènent, forment une communauté de destin et de valeurs déjà constituée. En 2023, il y avait 35 millions de vagabonds connectés dans le monde¹²⁰. Leurs besoins sont simples : un cadre de vie agréable, des infrastructures robustes et une bonne connexion Internet. Et leurs profils CSP+ sont attractifs pour des pays qui se livrent à une concurrence acharnée pour les attirer, le plus souvent en dégainant la carte des déductions fiscales de l'exonération d'impôt. Grâce aux visas

spéciaux qu'ils peuvent obtenir, ces travailleurs sans attaches cumulent donc les avantages des pays-hôtes avec ceux de leurs pays d'origine. Pour caricaturer, on pourrait parler d'aspirants apatrides, mais avec une carte Vitale. Ces « digital nomads » sont l'avant-garde du monde idéal de Srinivasan. Ils forment déjà une proto-nation ancrée dans le *cloud*. Alors Srinivasan leur offre un programme sécessionniste clé en main, orchestré en deux temps. La méthode est la suivante : « D'abord, le cloud. Ensuite, la Terre¹²¹. » Il s'agit de viser, d'abord, la multiplication des communautés d'intérêts virtuelles et de structurer leur gouvernance propre, avant de négocier les conditions d'installation sur un territoire. À terme, ce mouvement de fragmentation donnerait naissance à une multitude de sociétés numériques indépendantes (*start-up societies*) qui préfigurent une nouvelle forme de gouvernance multilatérale, l'État-réseau (*Network State*). Ce dernier est défini comme « [...] une communauté en ligne fortement alignée, dotée d'une capacité d'action collective, qui finance des territoires dans le monde entier et finit par obtenir la reconnaissance diplomatique d'États préexistants¹²² ». Dans ce logiciel de gouvernance 2.0, le séparatisme territorial préfigure donc un mouvement de sécession plus vaste.

Balaji Srinivasan est un enfant du Web. Internet incarne pour lui la *nouvelle frontière*, une page blanche à partir de laquelle écrire une toute nouvelle histoire pour l'humanité. L'ordre west-phalien qui consacre la souveraineté des États sur leur territoire lui paraît être une relique du passé. Il compare la centralisation étatique et le gouvernement libéral au stalinisme ou, dans sa version contemporaine, au gouvernement autoritaire du Parti Communiste Chinois (PCC)¹²³. Miroir de cette

détestation, la décentralisation est érigée en idéal de gouvernance dans une société de la défiance généralisée où des contrats sur la blockchain (*smart contracts*) automatisent les prises de décision collectives. Bitcoiner historique, il est convaincu que les crypto-actifs offrent la possibilité d'une indépendance vis-à-vis des structures traditionnelles encadrant la création monétaire. Car Bitcoin est le fétiche ultime des « individus souverains », une technologie de pouvoir à même de faire advenir cette constellation de juridictions autonomes. Idéologiquement, le *Network State* s'inspire également de la notion de « futarchie » de l'économiste Robin Hanson¹²⁴. En 2007, celui-ci proposait un système alternatif de gouvernance dans lequel les marchés prédictifs pourraient façonner les politiques publiques¹²⁵.

L'évitement de l'impôt et le contournement des taxations étant des cas d'usages propres aux crypto-actifs, ces technologies contribuent à priver les États de leurs recettes fiscales, les affaiblissant mécaniquement. Dans ce contexte, les infrastructures collectives seraient financées grâce à l'argent du capital-risque et à des contributions volontaires. Il distingue d'ailleurs plusieurs niveaux de *membership*, la question du droit étant évacuée au profit de celle de l'accès à une série de services. Le parallèle avec les sociétés d'Ancien Régime où les privilèges structuraient un mode de gouvernance centré sur une hiérarchie sociale stricte semble évident. Pourtant, en dépit de ses manquements manifestes, cette vision d'un monde post-État de droit, où la citoyenneté pourrait s'acquérir comme la carte de membre d'un club ou un abonnement à la salle de gym, séduit dans les cercles technophiles. Ce futur spéculatif et réactionnaire réussit même le tour de force de se doter des atours du progrès social. Évidemment, l'idéal

politique cyberlibertarien est saturé d'angles morts, d'impensés et de raccourcis. Le rôle de la technologie est ainsi surinvesti. Véritable fétiche, celle-ci est dotée d'un pouvoir quasi-surnaturel, à l'image de la « main invisible du marché » chère aux néolibéraux. Mais ce n'est pourtant pas le principe d'Adam Smith qui administre au quotidien la gestion d'une société. « Est-ce que le Network State paye aussi pour les réparations des canalisations, l'accès à l'électricité ? Qui finance les pompiers ? Les écoles ? Les hôpitaux ? La livraison du courrier ? », apostrophe ainsi le professeur de communication politique américain Dave Karpf¹²⁶. En bon évangéliste de la tech, Balaji Srinivasan envisage une solution technique pour chaque problématique sociale et politique. Le transfert des fonctions régaliennes de l'État vers des solutions comme la blockchain, l'intelligence artificielle et la robotique relève pour lui de l'évidence. Les forces de l'ordre pourraient ainsi être automatisées, grâce « à des robots autonomes, pourquoi pas en forme de chien, des caméras mobiles et des drones volants¹²⁷ ». Quid de la Défense ? Du fait que des pays voisins disposent de la puissance nucléaire ? À ces questions centrales, il apporte des réponses ambiguës, concédant tout au plus qu'il faudrait « collaborer » avec les pays hôtes, les villes-startups ne « disposant pas de porte-avions ». Autre point d'achoppement central : la question du travail, au sens marxiste de *labeur*. Qui pour bâtir ces utopies ? Acheminer la nourriture, s'occuper de l'entretien et du travail domestique ? Construire les immeubles ? Dans son fantasme de « Patchwork », Yarvin assume ainsi de s'appuyer sur de la main d'œuvre immigrée corvéable et exploitable, réduite à sa seule fonction productrice. Fidèle à sa noirce cynique, il précise : « [Un patchwork] peut impor

des travailleurs immigrés, comme c'est le cas à Dubaï mais leur statut ne doit pas être confondu avec celui de ses résidents. »

Repartir de zéro pour rebâtir une cité, un pays, un monde. Cette aspiration n'est donc plus cantonnée au registre d'une science-fiction pétrie d'un imaginaire impérialiste et néocolonial. À force de conférences « tech » où une micro-élite se rassemble pour « brainstormer » sur les différentes façons de faire sécession, les contours de l'État-réseau prennent forme. Et ils commencent à se matérialiser dans le réel¹²⁸. Car la spéculation est une notion duale ; elle désigne autant une pratique financière qu'une capacité à imaginer des futurs possibles. Créer de la « valeur » à partir du vide étant l'une des propositions centrales de l'élite technofasciste, leur capacité à incarner ces « communautés spéculatives » leur octroie un pouvoir de transformation du réel, pointe le sociologue Aris Komporozos-Athanasiou¹²⁹. À ce titre, qui aurait pu prédire, en 2008, qu'une fiction financière comme Bitcoin puisse rallier une communauté aussi fervente, jusqu'à atteindre une capitalisation de marché oscillant entre 1 000 et 3 000 milliards de dollars ? Le concept de *Network State* s'inscrit dans cette lignée. Il pourrait connaître le même destin, celui de passer de la marge au centre. Entre la publication du *Network State* en juillet 2022 et aujourd'hui, les mises en œuvre de cette doctrine ont essaimé. On recense ainsi des dizaines de projets d'État-réseau en cours, partout dans le monde¹³⁰.

Grâce à la manne financière sur laquelle ils sont assis et grâce à leur pouvoir politique nouvellement acquis, les nerds de l'Apocalypse ont aujourd'hui les moyens de leurs ambitions sécessionnistes. Pour le journaliste américain Gil Duran qui observe

la diffusion de cette idéologie radicale, le courant affilié au *Network State* est plus qu'une communauté, il s'agit d'un véritable « *culte*¹³¹ ». Qui d'autre en effet que des individus endoctrinés, dévots du libre marché des nouvelles technologies, pour s'isoler du reste du monde avec tant d'ardeur et de conviction ? La liberté est leur fétiche. Balaji Srinivasan est l'un de leurs prophètes. Le *Network State* est leur Évangile. Leur stratégie : la micropolitique de l'*Exit*.

La
ca
d'i
la
ne
m
p
e
p
a
a
c
i

La fabrique de l'utopie a-t-elle été définitivement capturée par l'oligarchie de la tech ? Il serait aisé d'envisager le mouvement du *Network State* comme la projection fantasmatique d'un petit groupe de nerds de l'Apocalypse étasuniens. Mais ce serait se méprendre. L'écho de ces idées utopistes radicales porte jusqu'en France, la patrie d'Ernest Renan, l'un des pères de la nation moderne¹³². L'un des porte-parole de mouvement est un entrepreneur autodidacte, un « nomade digital », n'ayant pas le parcours typique des élites issues des grandes écoles. Alors qu'il aurait quitté l'école à 18 ans, Olivier Roland a connu le succès professionnel et matériel grâce à ses sociétés en informatique, un parcours atypique qui l'auréole du prestige associé à la figure anglo-saxonne du *self-made-man*. Outre son métier initial de créateur d'entreprises, il revendique une variété de casquettes : blogueur, YouTubeur, archéologue amateur, plongeur, pilote d'avion, globe-trotter et conférencier international¹³³. Olivier Roland est un touche-à-tout doublé d'un auteur prolifique, puisqu'il a signé, cosigné ou préfacé neuf ouvrages entre 2016 et 2025, tous au carrefour de deux niches éditoriales porteuses : le développement personnel et le conseil *business*. Publié en 2016 sous le titre *Tout le monde n'a pas la chance de rater ses études. Comment devenir libre, vivre à fond et réussir en*

dehors du système, son premier ouvrage est préfacé par Xavier Niel, fondateur de Free et multi-investisseur avec son fonds Kima Ventures. Cet essai en forme de vade-mecum adressé aux « rebelles intelligents » désireux de devenir des entrepreneurs à succès, selon une formule qui combinerait labeur calibré en un minimum de temps et réussite matérielle exponentielle. Parmi les références citées dans sa préface, on retrouve l'entrepreneur français Oussama Ammar, aujourd'hui accusé de malversations et détournement de fonds¹³⁴, diverses figures américaines connues pour leurs techniques de marketing destinées à améliorer la productivité, comme Jay Abraham et David Allen, mais aussi Peter Thiel. Ce guide pratique de la libre entreprise se serait écoulé à 70 000 exemplaires¹³⁵. Fort de ce succès, Olivier Roland se passionne alors pour le concept de *Network State*. En avril 2025, il publie un nouvel essai, *Tout le monde n'aura pas la chance de quitter son pays. Plus libre, plus heureux et moins taxé : comment s'évader intelligemment*, aux éditions Alisio, une filiale du groupe Albin Michel. Ce texte aux accents cyberlibertariens assumés est une variation autour du manifeste séparatiste de Balaji Srinivasan, une invitation à quitter son pays d'origine pour s'installer au sein de juridictions indépendantes, loin de la « spoliation » de l'impôt. Olivier Roland emprunte également aux réflexions de l'entrepreneur allemand Titus Gebel, auteur, en 2018, d'un essai intitulé *Free Private Cities*, qui actualise le concept de *Charter City* du Nobel d'économie Paul Romer¹³⁶.

En 2009, à l'occasion d'une conférence TED, ce dernier émet une proposition iconoclaste. Pour remédier à la pauvreté, les pays en développement devraient encourager l'installation de « villes sous

contrat » sur leur territoire. C'est-à-dire des juridictions spéciales administrées par un pays développé, sur le modèle de Hong Kong sous administration britannique, avant la rétrocession à la Chine en 1997¹³⁷. Dans l'esprit de Romer, l'installation de telles zones économiques spéciales pourraient stimuler positivement l'économie des pays en développement en attirant des capitaux internationaux¹³⁸. Quelques années plus tard, Gebel reprend à son compte cette idée, en la radicalisant. Lui préfère les « villes privées » aux « villes sous contrat ». Moyennant un abonnement annuel à tarif fixe, celles-ci offriraient à leurs habitants la « protection de la vie, de la propriété et de la liberté. » Dans un versant maximaliste des idéaux libertariens, Titus Gebel professe qu'une ville serait plus efficacement gérée comme entreprise plutôt que comme administration publique. Dans ce « nouveau modèle de ville libre », les entités privées entreraient en concurrence pour s'attirer les faveurs de leurs citoyens-clients. Des CEO succéderaient aux maires. Les élus municipaux deviendraient actionnaires. L'administration publique se transformerait en fournisseur de service gouvernemental¹³⁹. Lesdits services ne seraient pas publics mais à but lucratif. Titus Gebel dessine un horizon de privatisation complète de la chose publique. Un espace utopique où le libre marché supplanterait complètement la délibération.

C'est cette vision radicale et antidémocratique qu'Olivier Roland reprend à son compte. Un projet politique qui se nourrit d'une généalogie intellectuelle puisant chez des penseurs du xx^e siècle et se déclinant en différents degrés de radicalité. Dans ce panthéon cher à Thiel, le libertarianisme classique d'Ayn Rand et la tradition libérale autoritaire de la Société du Mont-Pèlerin cohabitent ainsi avec le

paléo-libertarianisme de Lew Rockwell – le préfixe « paléo » indiquant un libertarianisme non libertaire, c'est-à-dire purgé du progressisme social associé à son aile gauche héritière des mouvements contre-culturels des années 1960. Figure de l'anarcho-capitalisme, Murray Rothbard, occupe, lui, une place singulière dans ce paysage. Il est en effet l'un des plus fervents sécessionnistes, celui qui aspire à « effacer le vingtième siècle », mais aussi à « sonner le glas de la social-démocratie¹⁴⁰ ». Cette tradition résonne également chez James Dale Davidson et Lord William Rees-Mogg, les auteurs du livre de chevet des techno-oligarques, *The Sovereign Individual*. Et encore plus chez le philosophe réactionnaire Hans-Hermann Hoppe. Celui-ci envisage la monarchie comme un possible émancipatoire, tout en comparant la démocratie à un « Dieu qui aurait échoué¹⁴¹ » et en qualifiant le suffrage universel de « péché de la modernité ».

À bien des égards, l'ambition de créer un monde composé de milliers d'entités et de régimes politiques différents relève déjà du présent. « Le monde contemporain est constellé de trous, plein d'aspérités, de zones grises, résultats de perforations et de déchirures », rappelle Quinn Slobodian dans son essai sur le « capitalisme de l'Apocalypse ». À la carte du monde et des États westphaliens, se superpose en effet celle des zones économiques spéciales (ZES) qui recouvrent le globe : cités-États, paradis fiscaux, enclaves, ports francs, technopoles, zones hors taxes et pôles d'innovation. On dénombre ainsi plus de 5 400 « zones » dans le monde, dont la majorité se trouve en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Toutes relèvent de ce que l'historien nomme le « capitalisme de perforation » (*crack-up capitalism*), c'est-à-dire « la façon dont le capitalisme agit, en perçant des trous dans le territoire

de l'État-nation, en créant des zones d'exception avec des lois différentes et souvent sans contrôle démocratique¹⁴² ».

Avant d'advenir comme idéal politique d'un XXI^e siècle fragmenté, la *zone* est donc un canevas hérité du XX^e siècle, ce moment historique où les Nouveaux Territoires ont pu sortir de terre, préfigurant des sociétés alternatives à l'organisation politique souvent antidémocratiques. Quinn Slobodian rappelle comment l'économiste Milton Friedman s'est amouraché de Hong Kong, joyau de la couronne britannique jusqu'en 1997, une enclave où la libre entreprise a pu prospérer à l'abri des « excès de la souveraineté populaire ». Lui succéderont ensuite d'autres territoires forgés dans le creuset de la tradition libérale autoritaire, comme la cité-État de Singapour¹⁴³, puis la ville nouvelle de Shenzhen située dans le corridor d'innovation du sud de la Chine continentale¹⁴⁴. Des traces des cités autonomes façonnées à partir d'intérêts privés se trouvent également en Afrique du Sud où ont pu être expérimentés des « bantoustans libertariens¹⁴⁵ ». Plus tard, c'est vers le Moyen-Orient qu'il faut se tourner pour trouver la trace de cet idéal de capitalisme libéré du joug de la démocratie. D'abord à Dubaï, modèle contemporain de régime autoritaire, où l'esclavage des uns permet la jouissance touristique des autres, mais aussi la libre circulation des capitaux. Car Dubaï est plus qu'une cité-État, il s'agit d'une firme : Dubaï, Inc. Celle-ci possède une architecture extravagante fonctionnant comme le miroir de sa réussite économique insolente¹⁴⁶. De l'autre côté du golfe persique, se trouve la province de Tabuk, en Arabie saoudite, où est implanté le projet urbanistique futuriste NEOM. C'est à cet endroit que doit s'ériger The Line, un modèle de cité futuriste né

de la volonté du prince Mohammad ben Salmane qui, en pharaon contemporain, entend diversifier son portefeuille d'investissement et placer ses pétrodollars au service d'un *soft power* associé à l'innovation radicale¹⁴⁷.

Les technofascistes n'ont donc rien inventé. Leurs aspirations à former des communautés privées dans le *cloud* ou sur des *terra nullius* à conquérir sont héritières de cette tradition de l'*Exit*, souligne Slobodian :

Les plus ardents défenseurs [de ce modèle] voient [en lui] la possibilité d'expérimenter des micro-ordres, c'est-à-dire de créer des arrangements politiques alternatifs à petite échelle. Ils voient dans la zone l'instrument de choix pour réaliser l'utopie du libre marché. Leur création est un acte de sécession et de fragmentation, qui « libère » des territoires, à l'intérieur et au-delà des nations, avec des effets à la fois normatifs et démonstratifs sur les autres États. [...] Les chantres de la perforation aiment se présenter comme des guérilleros de droite, qui gagneraient peu à peu du terrain sur l'État-nation, en le démantelant, zone par zone. Leur théorie veut qu'une fois ouverte la fuite des capitaux vers de nouveaux territoires peu réglementés, et où les taxes sont faibles, les autres économies se voient contraintes de se conformer aux conditions qui prévalent dans ces zones. Partant d'un petit territoire, la zone finit par être le modèle d'un nouvel état final pour tous.

Il n'est pas non plus anecdotique que les plus ardents défenseurs du capitalisme de perforation soient des figures comme Peter Thiel, Marc Andreessen, Balaji Srinivasan et Patri Friedman. Car, avant de devenir des oligarques sécessionnistes,

ces personnalités ont été des financiers. Ils incarnent même l'élite contemporaine de la finance dite « alternative » : ce sont des *venture capitalists* (VC), des investisseurs en capital-risque. Le sociologue Fabien Foureault s'est intéressé à ces « nouveaux capitalistes à l'ancienne » qui font profession d'investir dans de très jeunes entreprises technologiques, en prenant des parts dans leur capital-social, afin de les revendre, en espérant une plus-value. Un mode de financement qui diffère du modèle traditionnel par le crédit bancaire ou l'investissement public, car la pratique des VC consiste à « risquer » du capital privé, en espérant tomber sur une « licorne¹⁴⁸ » susceptible de démultiplier – comme au casino – la performance de leur mise de départ¹⁴⁹.

Les investisseurs en capital-risque sont les promoteurs d'un modèle basé sur le dyptique risque-performance, appelé le *growth-at-all-cost*. Celui-ci enjoint les sociétés dans lesquelles ils placent leurs billes à croître le plus rapidement possible – « quoi qu'il en coûte » – afin de générer une valeur susceptible d'être par la suite ponctionnée sous forme de dividendes par les investisseurs. La qualité du produit et du service rendus est secondaire. Souvent, celle-ci décroît à mesure que les conditions de travail dans les entreprises où se déploie cette stratégie se dégradent. Car il s'agit avant tout de rentabiliser le capital investi. Le chercheur néo-zélandais Olivier Jutel voit dans la matrice politique sécessionniste la réplique parfaite de l'économie politique du capital-risque¹⁵⁰. Le pivot entre ces deux plaques tectoniques se situe dans le concept d'*Exit*, entendu comme une sortie du système. Quitter le capital d'une start-up en revendant ses parts contre une plus-value revient ainsi à sortir du système (l'État-nation), perçu comme une puissance centralisatrice

oppressive. Ici, l'*Exit* est une stratégie (financière) autant qu'une idéologie (politique).

Dans *La Société ingouvernable*, le philosophe Grégoire Chamayou qualifie le phénomène de corrosion par la privatisation de « politique du capricorne », par analogie avec le travail patient et méthodique de l'insecte xylophage¹⁵¹. « Nul besoin de tailler les poutres à la hache quand, tapies dans le bois, mille petites gueules rongent inexorablement la charpente », écrit-il. En écho à cette intuition, un financier proche de Peter Thiel, Michael P. Gibson, a forgé un néologisme qui ne désigne pas la pulsion de renversement (*overthrow*) mais bien une logique d'effritement venue d'en bas (*underthrow*)¹⁵². Fragilisées jusqu'au point de rupture, les institutions démocratiques pourraient alors être remodelées pour s'ajuster aux intérêts de classe des techno-oligarques. En parallèle, la multiplication des juridictions autonomes et des enclaves de libre marché émancipées de l'impôt et du regard panoptique de l'État-régulateur ouvrirait un nouveau segment de marché concurrentiel, forçant ainsi les États-nations à s'adapter, quitte à sacrifier le socle de leurs institutions démocratiques. C'est cette logique qui conduit Peter Thiel à affirmer en 2009 que « si nous voulons plus de liberté, nous devons augmenter le nombre de pays¹⁵³ ». Ses lieutenants l'ont pris au mot. Ils sont mus par une obsession, celle de la sécession.

En février 2019, la société privée Ocean Builders inaugure son micro-phalanstère dans la mer d'Andaman, à douze milles nautiques des côtes de Phuket, en Thaïlande. Nom de code : XLII. Le frêle esquif, une structure octogonale de six mètres carrés seulement, est un objet flottant non identifié qui revêt une portée politique déterminante. Il s'agit de l'une des premières expérimentations de *seasteading*, du nom de ce mouvement financé par Peter Thiel qui entend coloniser les eaux internationales avec des plateformes modulaires autonomes destinées à former des archipels de villes libres¹⁵⁴. Ancrée dans les eaux thaïlandaises, la structure flottante est propriété d'un couple américano-thaïlandais formé par un citoyen américain, ancien ingénieur de l'armée et investisseur en bitcoin, Chad Elwartowski, et sa compagne thaïlandaise Supraanee Thepdet. Tous deux se vivent comme les pionniers d'une « révolution bleue » qui conduira un nombre grandissant d'« individus souverains » à s'installer en haute mer afin d'expérimenter des manières de « vivre libre ». Ils sont les disciples de Patri Friedman, l'investisseur issu d'une lignée d'économistes radicaux du libre marché, et de Joe Quirk, figure libertarienne et dirigeant du think tank The Seasteading Institute. Ce dernier est l'auteur d'un essai sur les mérites du sécessionnisme en haute mer, une entreprise permettant selon lui de « sauver l'environnement, enrichir les pauvres, soigner les malades et libérer l'humanité des politiciens¹⁵⁵ ».

À bien des égards, l'installation en mer des pionniers de la société Ocean Builders relève pourtant de l'épopée¹⁵⁶. Le couple doit d'abord affronter l'une des pires tempêtes que la Thaïlande ait connues en 60 ans, puis trouver les moyens techniques de transporter le pilier de 20 mètres qui sera le point d'attache de la structure flottante avant d'élever une plateforme, le tout dans une mer très agitée. L'équipée libertarienne se trouve ensuite prise en chasse par les autorités malaisiennes, avant de plier devant la marine thaïlandaise qui estime que la structure flottante « libre » viole les lois du pays, en particulier celles relatives à sa souveraineté. Le projet est démantelé un mois à peine après sa laborieuse installation. Quelques mois plus tard, nos deux néocorsaires se voient contraints de fuir la Thaïlande pour échapper à la prison, voire à la peine de mort, après que l'affaire a pris une tournure judiciaire inquiétante¹⁵⁷. Le couple n'en démord pourtant pas. Les quelques heures de règne souverain sur leur mouchoir de poche en haute mer ont bel et bien été une expérience transformatrice. En réalité, « ils n'ont jamais été aussi libres », veut croire Chad Elwartowski. Mais de quelle liberté s'agit-il ? Aucun n'a renoncé aux droits relatifs à sa citoyenneté respective. Ils ne se sont pas déclarés apatrides. Et, bien que coupés du monde sur leur « seasted », ils étaient en réalité dépendants de prestataires extérieurs, notamment pour assurer les livraisons de nourriture et la collecte des déchets. À bien des égards, le fantasme de l'*Exit* est donc bâti sur la possibilité du retour en arrière, celui de réintégrer sa citoyenneté traditionnelle et les normes qui vont avec, relève la philosophe Isabelle Simpson¹⁵⁸ qui a étudié la multiplication des expérimentations sécessionnistes de ceux qu'elle qualifie de « crypto-trads¹⁵⁹ ». L'*Exit* n'existe donc souvent

que de manière située et temporaire, à la façon du festival Burning Man qui se tient chaque année durant une semaine dans le désert de Black Rock, dans le Nevada.

Quelques années avant cette tentative avortée de sécession en haute mer, Chad Elwartowski avait mis le cap plus au sud, en Polynésie française. Là-bas, sa société privée Blue Frontiers fomentait d'installer une colonie flottante privée dans l'une des lagunes du territoire d'outre-mer. Le projet, porté par un entrepreneur local, éphémère ministre du tourisme de la région française, avait obtenu l'accord d'un politique de premier plan, Édouard Fritch, alors président de ce territoire situé aux confins de l'océan Pacifique¹⁶⁰. Mais, tenus à l'écart de cette coûteuse ambition présentée comme un plan d'investissement aux contours flous et dont les retombées économiques n'auraient bénéficié qu'à une micro-élite extraterritoriale, les Polynésiens s'organisent pour mener la fronde contre la privatisation de leur côte. Quelques mois plus tard, le gouvernement fait machine arrière¹⁶¹. L'utopie prend l'eau.

Cette épopée désastreuse n'est pas sans évoquer *L'Île à hélices* de Jules Verne, une nouvelle satirique qui décrit les péripéties d'un groupe de milliardaires ayant décidé de s'établir sur une île propulsée par des hélices. Comme les personnages du romancier français, Elwartowski s'est trouvé aux prises avec un réel parfois hostile. Mais ces péripéties n'ont pas émoussé sa foi libertarienne dans la possibilité d'une île. Alors, avec sa femme, ils mettent les voiles vers le Panama, où ils poursuivent leurs rêves de sécession marine. En octobre 2020, la société Ocean Builders fait l'acquisition d'un bateau de croisière, l'équivalent d'une ville flottante autonome, baptisé MS Satoshi (en référence à Satoshi Nakamoto, le créateur de

Bitcoin). Leur ambition est de décliner leur projet d'autonomie en mer en faisant de chaque cabine du bateau une microsociété indépendante. Las, l'initiative est bancale, percluse d'angles morts liés à la gestion pratique de la vie à bord. La première croisière privée est un naufrage¹⁶². Alors même qu'à ce jour, la plupart des tentatives de « seasteds » se sont soldées par des échecs, les ambitions sécessionnistes des oligarques de la tech demeurent insubmersibles. Pour nos néoconquistadors, l'heure est venue de reprendre pied. Cette fois-ci, ce sera sur la terre ferme. Cap sur les Amériques !

Au large des côtes du Honduras, c'est une petite île sise dans la mer des Caraïbes qui concentre les possibilités du rêve anarcho-capitaliste : la presqu'île de Roatán. En juin 2013, un putsch militaire renverse le président Manuel Zelaya. Dans les semaines qui suivent, la Constitution du Honduras est modifiée pour autoriser la création de « ZEDE » (Zonas de Empleo y Desarrollo Economico : zones d'emploi et de développement économique). L'objectif affiché : stimuler le développement économique du pays. Le modèle de la ZEDE est directement inspiré des travaux de Paul Romer¹⁶³. Il s'agit d'autoriser la création de juridictions spéciales, administrées par des lois propres, un système judiciaire, policier, médical, éducatif indépendant et une fiscalité nulle pour les entreprises. Les libertariens et anarcho-capitalistes du monde entier pensent sentir le souffle de l'Histoire. Peut-être pourront-ils bâtir au Honduras « le prochain Dubaï », ainsi que le professe le *venture capitalist* américain Tim Draper ? Après tout, le Honduras voisine avec le Salvador, un autre pays d'Amérique centrale qui se présente au monde comme une citadelle pour la communauté du Bitcoin. Parmi les techno-oligarques à

se positionner comme des investisseurs de premier plan, l'incontournable triade composée de Marc Andreesen, Balaji Srinivasan et Peter Thiel rassemble près de 100 millions de dollars afin de financer l'installation d'une enclave sur le territoire. Ils se tiennent prêts à négocier avec le gouvernement pour se porter acquéreur de terres exploitables. Parmi eux, l'allemand Titus Gebel, le chantre des villes privées libres, un financier américain, Erick Brimen et un ingénieur guatémaltèque, Gabriel Delgado. L'île de Roatàn sera la page blanche sur laquelle écrire leur partition sécessionniste. Ils fondent ce qui devient très rapidement une vitrine pour le mouvement du *Network State* : la ville privée de Próspera.

Entre 2017 et 2019, Djebel officie comme directeur juridique de Honduras Próspera Inc, la société d'exploitation de la ZEDE hondurienne. Son siège social est situé dans l'État américain du Delaware, un paradis fiscal. Avec sa société Tipolis basée à Singapour, il a développé une expertise unique qui consiste à négocier avec des gouvernements la cession de parcelles de terre sur lesquelles implanter ses colonies libertariennes. Une partie de l'île de Roatàn est ainsi privatisée. La parcelle comprend un grand hôtel de luxe destiné à accueillir les entrepreneurs du monde entier désireux de s'établir dans ce phalanstère contemporain. La loi de l'attraction tient en des termes aguicheurs : Bitcoin, de belles plages, pas de taxes et une liberté totale d'expérimentation, sans contraintes réglementaires. L'enclave est gouvernée par un comité exécutif de neuf membres, dont quatre sont nommés par Honduras Próspera Inc, la société d'exploitation de la ville privée. Erick Brimen est le « CEO » de cette ville-entreprise. Son autonomie vis-à-vis du gouvernement hondurien est quasi-totale. Les visas de résidence ponctuelle s'acquièrent

pour quelques centaines de dollars quand le contrat de résidence permanente coûte 1 300 dollars par an. Sur place, Próspera adopte le principe de la « liberté d'action » qui postule que tout est permis, sauf s'il est démontré que cette action pénalise les autres. Les litiges sont résolus de manière privée par des arbitrages inspirés des tribunaux internationaux de commerce. Les résidents ont accès à des services privatisés, donc des bureaux, écoles et cliniques médicales.

En quelques mois, la ville privée attire nombre d'entrepreneurs désireux de tester la mise en œuvre opérationnelle de leurs principes théoriques de liberté sans entraves. Ainsi, l'un des projets pionniers de l'île est Vitalia, une communauté biotechnologique dédiée à l'allongement de la vie fondée par le *venture capitalist* Niklas Anzinger. Celle-ci rassemble des « renégats de la science, des ingénieurs en biotechnologies et des entrepreneurs » réunis sous un mot d'ordre prêtant à sourire : « la vie c'est bien, la mort c'est nul » (life is good, death is bad¹⁶⁴). Sur place, ils expérimentent des protocoles médicaux en dehors de toute approbation réglementaire, comme des thérapies géniques controversées censées offrir les clés de l'immortalité¹⁶⁵. Toutefois, l'implantation de riches investisseurs étrangers ne se fait pas sans heurts. Dès 2019, des tensions émergent avec des communautés locales. Dans un contexte où l'eau potable manque, les habitants d'un village de pêcheurs qui jouxte la parcelle privée de Próspera accusent leurs voisins de leur revendre l'accès à l'eau à des prix injustes. Les tensions sont telles que la police doit intervenir pour pacifier les relations entre les deux communautés. Mais le calme ne revient pas. Les locaux regardent d'un mauvais œil ces riches américains, leurs SUV et leurs gardes du

corps armés. D'autant que les promesses de retombées économiques pour la population hondurienne se font attendre. Ce qui se dessine montre un tout autre visage, celui d'une ségrégation spatiale stricte et le contrôle de l'accès aux ressources, dont l'eau, par une poignée de riches investisseurs étrangers¹⁶⁶. Soit les réminiscences d'un régime d'apartheid.

L'année 2021 marque un tournant dans la courte histoire de Próspera. En novembre, le Congrès hondurien abroge la réforme constitutionnelle relative aux ZEDE. L'enclave libertarienne est déclarée inconstitutionnelle par la nouvelle présidente, Xiomara Castro qui fait campagne sur le slogan « Non aux ZEDE¹⁶⁷ ». Dans la population, l'hostilité vis-à-vis de l'enclave libertarienne est déclarée¹⁶⁸. Des affiches porteuses de slogans fleurissent : « Payez vos impôts comme tout le monde, ou partez ! » En réponse à ce qu'ils perçoivent comme une agression directe vis-à-vis de leurs intérêts économiques, les investisseurs de Próspera décident alors d'attaquer le gouvernement hondurien devant un tribunal d'arbitrage international, une entité habilitée à régler les litiges qui opposent des entreprises privées aux États. Mettant en avant le préjudice financier que représenterait l'interdiction de la ZEDE, ils réclament à l'État hondurien la somme de 10,7 milliards de dollars, soit le tiers du PIB du pays. La presse s'empare alors du sujet et dénonce cette procédure inique qui pourrait mener à la banqueroute de ce petit pays, l'un des plus pauvres d'Amérique centrale¹⁶⁹. Sur place, la présidente de centre-gauche refuse de céder à l'intimidation. Mais l'affaire n'est toujours pas arbitrée et le Honduras continue d'être menacé par la poignée d'investisseurs américains ayant choisi de tordre le bras au gouvernement local, afin d'imposer leur utopie capitaliste.

Bien qu'emblématique, le cas du Honduras n'est pas isolé. Riche de ses ressources naturelles, pétrole, gaz et terres rare, c'est aujourd'hui le continent africain qui fait l'objet de l'attention des investisseurs-sécessionnistes. La société d'exploitation de Próspera entend ainsi y établir une réplique, façon franchise commerciale, Próspera Africa. L'ambition affichée : mettre fin à la pauvreté grâce au libre marché¹⁷⁰. Cette expérimentation libertarienne est pilotée par une femme d'affaires sénégalaise, Magatte Wade. Celle qui a fait fortune en vendant des boissons au bissap et des cosmétiques sur le marché américain est soutenue financièrement par le think tank libertarien Charter Cities Institute, dont l'objectif est d'accélérer l'implantation de villes-privées, notamment en Afrique. Au Nigeria, un pays d'Afrique de l'Ouest, Peter Thiel et Patri Friedman financent eux la création d'Itana, une ville-privée située au cœur de la zone économique spéciale, Lekki Free Zone. Celle-ci est portée par deux entrepreneurs souhaitant faire de cette enclave la « Silicon Valley de l'Afrique¹⁷¹ ». Pour l'heure, Itana est avant tout une ville privée « digitale », qui offre aux entreprises résidentes les avantages fiscaux de la juridiction du Delaware, où est domiciliée la société qui l'exploite. Car, avant de devenir une ville privée, le projet débute comme un centre de finance offshore, la bourse d'échange en crypto Binance s'affichant comme l'un de ses principaux financiers. Itana s'apparente surtout, pour le moment, à une vaste opération de promotion immobilière ayant nécessité que l'on déplace des dizaines de villages. Notamment pour y construire une raffinerie de pétrole¹⁷².

Spécialiste du développement urbain en Afrique, le chercheur nigérian Dafe Oputu est très critique des projets de *charter cities* qui fleurissent

Les nerds de l'Apocalypse contemporains sont nostalgiques du Moyen-Âge, époque d'hyper-fragmentation, de concurrence entre les cités et de hiérarchie sociale stricte. Un temps où les villes avaient le statut de républiques et où la puissance commerciale de certaines guildes marchandes excédait celle des États. Nostalgique des empires, l'aristocratie du technocapital use de toutes les stratégies pour faire advenir ce monde qui se conjugue au futur antérieur. Mais pour atteindre l'horizon ultime de la sécession, il faut un moyen : celui du coup d'État. Les ambitions des techno-oligarques croisent désormais celles d'un homme politique au passé de promoteur immobilier féroce. Plus que leur candidat, Donald Trump est leur ambassadeur. Celui qui, par son énergie contre-révolutionnaire peut donner corps à leurs ambitions politiques et territoriales. À Washington, capitale devenue en quelques mois l'épicentre d'une contre-révolution réactionnaire, l'État fédéral est en passe de s'effondrer sur lui-même, et le putsch mené par les thuriféraires du *Network State* semble avoir le soutien du président, théoriquement garant des institutions. Il faut se souvenir que dans un discours de 2023 sur la nécessité d'un « saut quantique », celui qui n'est pas encore en campagne pour un second mandat pose les jalons d'un programme urbanistique futuriste, visant à bâtir dix « Freedom Cities ». Bien

qu'implantées sur le territoire fédéral, ces enclaves sont pensées comme des juridictions spéciales, favorables au libre marché et à l'innovation radicale. Le tout en dehors du contrôle des administrations publiques¹⁷⁶. L'argumentaire de Trump reprend alors mot pour mot les recommandations des lobbyistes du Charter Cities Institute¹⁷⁷. Depuis, dans le sillage de sa réélection, ceux-ci s'activent en coulisses pour pousser à la concrétisation de ce projet, dans le cadre d'une coalition baptisée Frontier Foundation¹⁷⁸. L'appel d'air créé par sa réélection profite également à des dissidents historiques, comme les libertariens du groupe Free State Project, dont l'ambition est de réunir plus de 20 000 soutiens pour s'établir en cité autonome dans l'état du New Hampshire.

Ailleurs, au nord de la Californie, Jan Sramek, un ancien trader tchèque de la banque d'investissement Goldman Sachs a, lui, acquis plusieurs dizaines d'hectares de terres agricoles pour y implanter une ville libre baptisée California Forever. Situé dans le comté de Solano, ce projet est destiné à devenir une communauté privée rassemblant le « who's who de la Silicon Valley¹⁷⁹ ». Montant des transactions : 900 millions de dollars¹⁸⁰. Un rapide coup d'œil à la liste des investisseurs confirme que cette *gated community* en devenir s'adresse en effet à une micro-élite. L'entité Flannery Associates, qui a servi de véhicule d'investissement pour l'achat des terres, regroupe le cofondateur de LinkedIn Reid Hoffman, la veuve de Steve Jobs, Laurene Powell Jobs, et l'inévitable capital-risqueur Marc Andreessen. Amorcée en 2022, cette initiative a jusqu'alors rencontré la franche hostilité des législateurs californiens – mais aussi celle des habitants du comté de Solano réunis au sein d'un groupe de résistance citoyenne baptisé California ForNever¹⁸¹.

Empêché dans sa tentative d'annexer une partie du nord de la Californie, Jan Sramek aurait cherché à nouer des liens avec la municipalité voisine de Suisun City, afin que celle-ci se porte garante et soutienne l'expansion du projet, le tout contre une rétribution financière substantielle. Les opposants à California Forever dénoncent déjà une tentative de corruption des élus municipaux¹⁸². Mais c'est plus au sud, à San Francisco, que se tient le vrai siège de cette campagne néo-féodale de fragmentation de l'État fédéral américain.

La mégapole du nord de la Californie, Mecque des travailleurs de la tech, est ainsi devenue en quelques mois le centre de l'attention des adeptes du *Network State*. Là-bas, ceux-ci mènent une croisade contre l'administration de cette ville historiquement démocrate. Le croisé en chef se nomme Garry Tan, le patron du Y Combinator, un incubateur de start-ups emblématique de la Silicon Valley. Tout au long de l'année 2024, Tan s'est illustré par la virulence des attaques adressées aux administrateurs démocrates de la municipalité¹⁸³. Mais derrière ses saillies, cette croisade est avant tout celle de Balaji Srinivasan qui entend purger la ville de ses maux – pauvreté galopante, toxicomanie et insécurité – dont il attribue la responsabilité aux élus démocrates. À la manière d'un seigneur de guerre, Srinivasan appelle ainsi à « reprendre » San Francisco à la « tribu bleue » – le nom qu'il attribue aux démocrates – pour y installer la domination de la « tribu grise », celle des travailleurs de la tech. Fêré de références historiques impérialistes, Srinivasan encourage même le « sionisme tech », une référence au sionisme religieux qui encourage l'autodétermination politique par la formation d'un foyer national, comme celui mené par Abraham, Jésus Christ et Theodor Herzl¹⁸⁴.

Pendant ce temps, au Texas, l'oligarque Elon Musk construit sa propre cité ouvrière, baptisée Starbase. Pensée pour accueillir les employés de ses entreprises, en particulier SpaceX, cette cité privée dispose de ses propres lois, administrations, centres de santé et écoles. Starbase accueille déjà 500 résidents, dont 100 enfants, précise le *New York Times*¹⁸⁵. Ce modèle de cité-entreprise gérée par un patron réactive une utopie du xx^e siècle, lorsque des industriels comme Henry Ford se piquaient de bâtir leurs propres *company towns*. Au Brésil, Fordlândia, devenue au fil du temps une ville fantôme, est un vestige de cette ambition à la fois coloniale et féodale. Et, comment ne pas penser à la matrice du *Network State* en découvrant, en France, Monasphère, un projet de « lotissement chrétien » porté en Indre-et-Loire par le milliardaire d'extrême droite Pierre-Édouard Stérin, et depuis abandonné grâce à la mobilisation d'un groupe d'habitants et habitantes du Bouchardais¹⁸⁶.

Network States, soucorps, seasteds : chacun de ces anglicismes est synonyme d'un processus vaste et coordonné, celui de la sécession des élites. Ces expérimentations ne sont pourtant que le prélude d'une symphonie plus ambitieuse se jouant au nom de « futur de l'humanité ». Un futur post-politique nourri d'un imaginaire lui-même imprégné d'un mythe primitif : celui de la nouvelle frontière. À la fois corporelle, cognitive, terrestre et spatiale, elle doit être incarnée pour mieux être franchie. Dans le monde prométhéen des nerds de l'Apocalypse, la limite doit être dépassée, transcendée, abolie. Ne reste qu'un horizon infini de possibilités. Il ne s'agit plus seulement d'externaliser la souveraineté, mais de faire muter le vivant et de travailler au dépassement de l'espèce humaine.

Le nivellement de l'homme européen est le grand processus que l'on ne saurait entraver: on devrait encore l'accélérer.

Nietzsche, La Volonté de puissance.

Quel sera le destin de l'humanité *après* l'Apocalypse ? L'amplitude de la question, ses implications métaphysiques et politiques sidèrent – sauf à considérer un genre littéraire qui s'attache, depuis ses débuts, à dessiner les coordonnées topographiques et idéologiques d'un futur post-humain. Ce genre littéraire, c'est la science-fiction. Dans ses récits bardés de références étincelantes à un futur fantasmatique, il est en effet très commun de croiser des spéculations sur la possible immortalité de l'espèce humaine, la colonisation de l'espace ou encore la vie sur Mars. Des perspectives qui saturent aujourd'hui les imaginaires techno-eschatologiques auxquels les oligarques de la tech entendent offrir une traduction dans le réel. Peter Thiel, Elon Musk, Curtis Yarvin, Marc Andreessen, Balaji Srinivasan et consorts partagent en effet plus qu'un goût pour l'accumulation de capital ; ces figures de l'oligarchie tech sont aussi des lecteurs avides de SF, un champ dans lequel ils puisent la matière pour déployer leurs fantasmes d'une humanité ayant aboli la notion de limite. Leur point commun ? Une trame séparatiste mettant en scène un futur post-humain dans une société sans État. Cette utopie imprègne tellement nos imaginaires que la science-fiction a potentiellement déjà éveillé en nous une disposition favorable vis-à-vis d'un futur transhumaniste désirable pour la civilisation humaine.

À la fin des années 1990, l'auteur cyberpunk Neal Stephenson publie *L'Âge de diamant*, un ouvrage dans lequel il imagine une forme de gouvernance nouvelle baptisée la Phyle, un mot de grec ancien désignant la tribu ou le clan. Les Phyles sont structurées comme des communautés diffuses, sans ancrage géographique fixe, sur le modèle des guildes médiévales de commerçants. En échange d'une contribution révocable à tout moment, elles offrent à leurs membres une série de services, coopératives d'achat, systèmes d'assurance, services de santé et d'éducation. Inspiré par la contre-culture cybernétique autant que par la pensée libertarienne – une synthèse que le chercheur David Golumbia nomme le cyberlibertarianisme¹⁸⁷ – Neal Stephenson imagine les phyles comme la forme de gouvernance idéale pour succéder à l'État-nation westphalien après que celui-ci a été corrodé, concurrencé, puis affaibli jusqu'au point de rupture, suite au processus de fragmentation décrit dans le chapitre précédent. Une intuition que l'on retrouve dans la théorie du *Network State* autant que dans l'idée de *soucorps* chère à Curtis Yarvin. Plus tard, l'auteur David de Ugarte imaginera un développement « néo-vénitien » du système de la Phyle sur le modèle de la guildes marchande de Venise. Dans son roman *The Caryatids*, l'auteur de science-fiction Bruce Sterling convoque, lui aussi, un monde post-État résultant d'un choc climatique et dont la conséquence majeure est de provoquer une scission de l'humanité en deux catégories distinctes : les « Acquis » et les « Dispensateurs ». L'élite des « Acquis » s'est formée suite au choix de ne faire plus qu'un avec la machine, par le biais d'interfaces neuronales connectées à un réseau semblable à l'Internet que nous connaissons. Une fiction dont s'est très

largement inspiré Elon Musk pour créer son entreprise Neuralink qui commercialise des implants cérébraux destinés à suppléer des fonctions cognitives défaillantes, mais dont l'objectif final serait d'opérer une fusion du cerveau humain avec un réseau d'ordinateurs.

« Dans cinq ans, nous serons en capacité de télécharger l'âme humaine dans le cloud de façon à vivre une vie numérique entièrement nouvelle. Serez-vous parmi les premiers ? », professe le médecin et futurologue Peter H. Diamandis¹⁸⁸. Les appelés, les élus et les autres. Ce fantasme d'une humanité à deux vitesses irrigue la science-fiction d'obédience cyberlibertarienne. Ces récits profitent, nous le verrons, d'un voisinage avec certaines théories scientifiques qui justifient d'abandonner l'idéal d'égalité pour mieux revenir à des idéaux eugénistes favorables à une hiérarchie sociale et raciale stricte. Il voyage également dans l'imaginaire de la singularité, cet hypothétique point d'inflexion de l'histoire de l'humanité où l'intelligence humaine serait supplantée par celle des machines. Cet imaginaire a ses prophètes. Ils s'appellent Ray Kurzweil, chantre de « l'humanité 2.0 » et du « singularisme » – ce néo-charlatanisme paré des atours de la modernité technologique ; ou Nick Bostrom, philosophe suédois à l'origine d'un centre de recherche à l'université d'Oxford, le Future of Humanity Institute, dont la prestigieuse université a depuis fait fermer les portes, contestant son héritage eugéniste¹⁸⁹. En 2003, Bostrom publie un article académique qui pose l'hypothèse d'une extinction à venir de l'humanité biologique qui ne serait subvertie que par son devenir digital, grâce à la fusion réussie avec la machine¹⁹⁰. Il postule que, dans un futur hypothétique, le fait de télécharger l'âme humaine dans le *cloud* donnera naissance à une civilisation

exponentielle constituée de milliards de milliards d'êtres digitaux vivant dans une « simulation informatique¹⁹¹ » Bien que particulièrement spéculative et quasi-complotiste, cette théorie agite aujourd'hui une partie des élites de la Silicon Valley¹⁹². Elle trouve même un regain de vigueur avec l'accélération spéculative dans le domaine de l'intelligence artificielle. Et son horizon ultime : l'avènement d'une IA dite « générale » (AGI) qui viendrait supplanter l'intelligence humaine.

Cette prophétie, on la retrouve à peine voilée chez Sam Altman, le fondateur d'OpenAI, le mastodonte de l'intelligence artificielle connu pour son robot conversationnel ChatGPT. En 2017, Altman rédige un post de blog à propos de « la fusion » (« The Merge » en anglais¹⁹³). Partant du constat sibyllin de notre dépendance aux plateformes et aux outils numériques comme le smartphone, un objet devenu au fil du temps le nouvel apex de nos vies connectées, Altman professe que le processus de singularité est, en réalité, déjà entamé. Nous serions donc face à un croisement inédit : opérer un choix conscient de fusion avec la machine et entrer dans la Matrice, ou être condamné à vivre éternellement en position de subalterne de la grande course au futur. D'un ton définitif, il écrit que « si deux espèces veulent la même chose [les humains et les machines] seule l'une de deux pourra l'obtenir – pour rester en position de domination sur la planète Terre et ailleurs, l'espèce humaine devra gagner l'affrontement. Ma supposition est que l'espèce humaine peut, au choix, être le chef d'orchestre biologique de l'intelligence digitale, et donc se fondre dans le grand arbre de l'évolution génétique jusqu'à disparaître ou bien choisir de réfléchir sérieusement à ce qu'une fusion réussie avec la machine voudrait dire. » Fort de cette

conviction techno-eschatologique, Sam Altman a d'ores et déjà réservé son ticket auprès de Nectome, la société qui offre de « digitaliser » le cerveau humain pour pouvoir le télécharger dans le *cloud* lorsque la technologie sera mûre¹⁹⁴.

L'affirmation relative à un devenir post-humain est très emblématique des mythes du secteur de la tech. Imaginer des civilisations et des modes d'habitat extraterrestres liés à une colonisation spatiale jusqu'aux confins de l'univers est en effet une pratique spéculative très courante chez les entrepreneurs, investisseurs et CEO du secteur des technologies. Cette fabrique du futur repose sur une mythologie, celle du franchissement. Un mythe dont le projet politique est encore une fois de nature sécessionniste et impérialiste, puisqu'il s'agit d'abolir la limite, qu'elle soit cognitive, corporelle, terrestre ou encore spatiale. La scène matricielle de cette mystique du futur se situe dans l'imaginaire de la conquête, celui qui a façonné la naissance des États-Unis, d'abord comme entité colonisatrice puis comme démocratie en gestation. Ce folklore naît à bord du *Mayflower*, le navire transportant les premiers colons en Amérique, et se cristallise lors de la mythique conquête de l'Ouest; il est aujourd'hui un terreau fertile que s'est réapproprié l'alt-right trumpienne pour en faire l'étendard de sa volonté de restauration d'une grandeur ancestrale fantasmée. Au mois de janvier 2025, Donald Trump affirme ainsi sa volonté d'aller « planter un drapeau américain sur Mars » d'ici la fin de son second mandat. Et en écho au sermon présidentiel, Elon Musk prophétise qu'il enverra cinq de ses fusées *Starship* vers la planète rouge en novembre 2026¹⁹⁵.

Dépasser la matérialité du corps humain, ses «humeurs qui nous gouvernent» selon la théorie d'Hippocrate, pour faire advenir de purs esprits téléchargeables dans des ordinateurs pour être répliqués à l'infini. Tel est le rêve eschatologique nourri par la Silicon Valley. Les États-Unis n'ont pourtant pas le monopole de la fabrique des utopies. À la fin du XIX^e siècle, c'est même en Russie que prend racine un courant de pensée qui élabore lui aussi l'hypothèse d'un dépassement de la finitude humaine grâce à la science, tout en dessinant l'horizon d'une immortalité ouvrant la voie vers une conquête spatiale sans limite. Ce modernisme technologique au pays des soviets porte un nom poétique, le cosmisme. Plus tard, en 1964, l'astronome soviétique Kardachev propose ainsi une classification des civilisations en trois types, en fonction de leur niveau de développement technologique¹⁹⁶. Bien que fantasque et ésotérique, elle laisse entrevoir un trope central des futuristes du XX^e siècle : libérer le potentiel de l'humanité en s'affranchissant de la notion de limite. Kardachev envisage ainsi que l'humanité puisse d'abord accéder à un « type I », en maximisant la totalité de l'énergie présente sur la planète Terre, avant d'évoluer vers un « type II » grâce à l'énergie des étoiles et atteindre le « type III » relatif à une acmé galactique. Le cosmisme russe est la traduction soviétique de ce qui s'appellera

plus tard, au Royaume-Uni puis de l'autre côté de l'Atlantique et du rideau de fer, le transhumanisme. Un terme particulièrement éclairant pour illustrer l'idée d'une traversée, d'un dépassement de ce qui a forgé jusque-là l'humanisme des Lumières. Et, bien que la géopolitique de la guerre froide ne trace une frontière symbolique infranchissable entre les deux blocs, cosmisme russe et transhumanisme anglo-saxon partagent une ambition commune : « réenchâtrer la modernité technologique » en proposant des récits techno-scientifiques pour le futur, synonymes d'une libération du potentiel de l'humanité¹⁹⁷. Vers l'infini et au-delà.

Dans *Les prophètes de l'IA. Pourquoi la Silicon Valley nous vend l'Apocalypse*, un essai critique très informé, le journaliste Thibault Prévost retrace la généalogie intellectuelle du transhumanisme. Après avoir souligné que ce terme apparaît pour la première fois dans *La Divine Comédie*, il le rattache à l'expérience de l'ineffable que fait le narrateur, Dante, en arrivant au Paradis après sa traversée des Enfers et du Purgatoire. Une épopée au cours de laquelle « il s'est approché du divin en dépassant sa forme humaine¹⁹⁸ ». Cette quête de la transcendance propre à l'Homme a des racines historiques et théologiques, souligne également l'historien David Noble dans *The Religion of Technology* (1997) un ouvrage clé qui retrace les correspondances entre le développement technologique et le système organisé de la foi chrétienne. Le progrès technologique a été très tôt investi de propriétés divines lui conférant le pouvoir d'offrir à l'humanité la capacité de dépasser son corps biologique, synonyme d'éphémère, pour retrouver sa forme éternelle, celle du jardin d'Eden. Un cheminement qui fait partie intégrante de la Rédemption dans la mystique chrétienne.

Le rêve transhumaniste de faire advenir un futur post-humain grâce à l'association des sciences et des nouvelles technologies se réactive après la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au Royaume-Uni, le biologiste Julian Huxley, frère de l'écrivain Aldous Huxley, se passionne alors pour « une religion sans révélation¹⁹⁹ ». Il voyage ensuite de l'autre côté de l'Atlantique où, à partir des années 1960, il s'épanouit dans le terreau fertile de la contre-culture cybernétique californienne. Sur les campus californiens, on s'enflamme alors sur des possibilités d'intelligences algorithmiques supérieures et des transformations génétiques visant à une augmentation des capacités humaines. À la fin des années 1980, un mouvement politico-philosophique émerge au sein de l'université de Californie du sud, à Los Angeles. Il est porté par un jeune docteur en philosophie d'origine britannique. Né Max O'Connor, celui-ci se fait appeler Max More, une référence à l'humaniste anglais de la Renaissance, Thomas More, autant qu'un clin d'œil malicieux à deux mots d'anglais qui résument son ambition : « max », pour maximum, et « more », « plus ».

Au Royaume-Uni, alors qu'il n'est encore qu'un étudiant à la sensibilité anarchiste, Max More anime un club de lecture au sein d'une librairie de Covent Garden. C'est là qu'il lance un fanzine baptisé *Extropy*. Cette feuille de chou va poser un jalon dans ce qui deviendra des années plus tard un mouvement politico-philosophique à la portée déterminante, bien qu'ayant prospéré dans les marges de l'histoire des technologies. Le magazine *Extropy* fait la part belle à des discussions relatives aux possibilités offertes par les nano-technologies et la cryogénéisation, le fait de conserver un corps dans de l'azote liquide afin d'empêcher le pourrissement des chairs, au nom d'une quête d'immortalité. Max More élabore dans ces

pages une théorie : le progrès technologique détient la capacité de subvertir et dépasser le phénomène de l'entropie, une loi de physique qui postule que l'information contenue dans un système dégénère au cours du temps. Antithèse de l'entropie, Max More défend la quête de l'extropie, c'est-à-dire le postulat qu'il serait possible de « prolonger l'évolution de la vie intelligente au-delà de ses formes et de ses limites humaines actuelles²⁰⁰ ». À la fin des années 1980, Max More migre en direction des côtes californiennes où il découvre Ayn Rand et se convertit au cyberlibertarianisme. Avec sa fantasque compagne Natasha Vita-More, il rassemble autour de lui une communauté d'intellectuels et d'ingénieurs férus de récits cyberpunks et d'expérimentations en tous genres. Comme il est de coutume dans ces cercles, les contacts passent par une *mailing list*, une liste de diffusion informatique²⁰¹. Celle-ci rassemble des figures du cyberlibertarianisme californien qui échangent, en parallèle, au sein d'une autre communauté clé, celle des cypherpunks. Parmi les membres actifs, on peut ainsi croiser les programmeurs informatiques Nick Szabo et Hal Finney, à qui la légende attribue la création du Bitcoin. Ce creuset virtuel d'initiés phosphore autour de concepts que ne renieraient pas les auteurs de science-fiction cyberpunks. On y discute des canons du genre transhumaniste : libération du potentiel de l'humanité, fusion homme-machine, colonisation interplanétaire et fantasmes d'une post-humanité conquérante.

Bien que très utopiques, voire ésotériques, les discussions au sein de la *mailing list* extropienne envisagent très tôt de matérialiser ces projets sous forme d'expérimentations concrètes. Les extropiens envisagent trois lignes de fuite post-politiques pour concrétiser leur rêve dans le monde réel

le cyberspace, les océans et l'espace. Soit des territoires considérés comme vierges de la présence des États souverains. En 1996, l'écrivain et parolier du Grateful Dead, John Perry Barlow, postule ainsi l'indépendance du cyberspace dans une déclaration passée à la postérité pour son lyrisme. « Vous gouvernements du monde industriel, géants de chair et d'acier, Je m'adresse à vous depuis le cyberspace, la patrie de l'Esprit. Au nom du futur je vous demande de nous laisser en paix. Vous n'êtes pas les bienvenus parmi nous. Votre souveraineté s'efface à l'endroit où nous nous rassemblons. » Signe de l'inclination politique de son auteur, cette déclaration est prononcée depuis le forum suisse de Davos, qui rassemble chaque année les élites politiques et économiques mondiales œuvrant au maintien du *statu quo* néolibéral. Car les idéaux des extropiens sont, à la racine, imprégnés de cyberlibertarianisme, c'est-à-dire la conviction idéologique que le cyberspace permet de subvertir certaines lois qui s'appliquent dans le monde réel, notamment en libérant les forces productrices du capital.

L'apport le plus significatif du courant extropien à la cyberculture transhumaniste reste toutefois d'avoir rendu crédible la quête utopique d'immortalité, en particulier grâce à la concrétisation du principe de cryogénisation. Devenu entrepreneur au cours des années 2000, Max More dirige Alcor, une société créée en 1972 qui offre un service de conservation du corps et du cerveau à -160 degrés Celsius, dans de l'azote liquide, moyennant plusieurs dizaines de milliers de dollars. Ce service s'adresse en priorité à des ultra-riches désireux de ressusciter dans la civilisation post-humaine. Parmi les figures ayant d'ores et déjà réservé le cylindre d'inox leur garantissant de franchir sereinement le

Styx et les portes d'Hadès, on retrouve l'inévitable techno-oligarque Peter Thiel et toutes les figures du transhumanisme contemporain : Ray Kurzweil, Nick Bostrom et aussi l'ingénieur en intelligence artificielle, Eliezer Yudkowsky, chef de file du courant « rationaliste » de la Silicon Valley. Adeptes de marchés prédictifs, ils postulent qu'à l'avenir l'IA aura la capacité de prédire toutes nos volontés, effaçant de ce fait notre rapport étroit à la négociation et à la politique.

Cette galaxie ésotérique de personnages et d'idéologies incarne chaque lettre formant l'acronyme TESCREAL, ce chapelet d'idéologies transhumanistes nées dans la Silicon Valley. Spécialiste de philosophie politique et de l'histoire des idées, la chercheuse Apolline Taillandier insiste sur le caractère polymorphe des idéologies voyageant sous l'appellation TESCREAL. Bien que chacune soit porteuse d'une forme de radicalité politique, elles ne forment pas le socle d'une « idéologie » dans le sens qu'a pu revêtir ce terme au cours du xx^e siècle, c'est-à-dire une production doctrinale organisée dans l'objectif de conquérir et exercer le pouvoir politique. Le point commun de ces pensées disparates est qu'elles nourrissent toutes un rapport étroit au *statu quo* néolibéral, en puisant indistinctement dans différentes traditions, de l'« idéologie californienne » décrite par Barbrook et Cameron en 1995 à l'anarcho-capitalisme de Murray Rothbard et des penseurs autrichiens comme Hayek et Mises. Pro-croissance, elles ne remettent toutefois aucunement en question l'idéal d'accumulation sans limite de capital, ni celui de la propriété privée comme droit inaliénable de l'individu²⁰². « Chez Ray Kurzweil, l'un des papes du transhumanisme américain, les gens n'ont plus de corps mais ils conservent leurs

droits de propriété », remarque ainsi la chercheuse. Ce croisement entre projets techno-scientifiques, médecine du vieillissement et capitalisme numérique s'incarne aujourd'hui dans un secteur en plein boom au nom programmatique : la longévité.

Paris, novembre 2024. Le hangar de Station F, l'épicentre de la *start-up nation* à la française, accueille pour la première fois Tech for Longevity, un événement dédié au business de ceux qui entendent repousser la mort. Ce nouveau marché situé au croisement entre médecine et biotechnologies affiche l'ambition de « tirer parti de la technologie non seulement pour prolonger la vie, mais aussi pour en améliorer la qualité ». Le site officiel de l'événement n'omet pas de préciser que cette conférence, la première du genre en France, se place sous le haut patronage d'Emmanuel Macron. À la manœuvre, on trouve des entrepreneurs du secteur des biotechnologies, dont les fondateurs de la clinique privée Maison Epigenetic, située dans le 16^e arrondissement de Paris, et le responsable « IA et santé » d'Artefact, une grosse agence de publicité centrée sur la data. Conçu sur le modèle des conférences tech le rassemblement mélange, pêle-mêle, des scientifiques, des ingénieurs, des fondateurs de start-up du secteur de l'IA et des biotechnologies ainsi que l'inévitable cohorte des financiers et capital-risqueurs.

Tout ce petit monde se presse autour de *talks* qui offrent un saisissant mélange entre des discussions d'apparence scientifique et des *pitchs* business destinés à séduire les investisseurs présents dans la salle. Toutes tournent autour de l'idée que la technologie

permet aujourd'hui de repousser les frontières de la mort. Officiellement pourtant, il n'est pas question de quête d'immortalité au sens où l'entendent les fantasques gourous californiens. Les personnes présentes sur scène affichent les atours pondérés et sérieux de la rationalité scientifique. Il s'agit de réfléchir aux moyens de « vivre plus longtemps en meilleure santé », un objectif médical en apparence noble et difficilement questionnable. Parmi les personnalités issues de la médecine et du secteur scientifique, aucun ne met en avant sa casquette d'entrepreneur, mais la plupart ont quelque chose à vendre. Christophe de Jaeger, un éminent médecin gériatre vient ainsi discourir de biologie cellulaire et des manières de ralentir la « senescence », c'est-à-dire la dégénérescence des cellules. Mais il est aussi invité en tant que président-fondateur de l'Institut pour la longévité, une structure associative visant à développer la médecine anti-vieillesse en France. « Je ne suis pas un businessman, je suis médecin gériatre. Je ne joue pas avec l'argent, je travaille avec les gens », lance-t-il. Avant d'apostropher les financiers de l'auditoire : « Mais si vous souhaitez investir dans mon institut, nous pouvons discuter. » Autre invité, le médecin suisse et « biohacker » Guénolé Addor qui disserte sur le rôle des mitochondries, les organismes responsables du bon renouvellement des cellules, dans la réduction des maladies inflammatoires, mais aussi de l'utilisation de la créatine et du bleu de méthylène dans le ralentissement du vieillissement. Avant d'évoquer discrètement son projet entrepreneurial, xLongevity, qui propose des services de consulting personnalisés aux personnes désireuses d'allonger leur durée de vie. Sur scène également, la médecin française Valérie Leduc, cofondatrice de la Maison Epigenetic aux côtés de l'entrepreneur

Henri-Nicolas Olivier et co-organisatrice de l'événement. Leur clinique privée offre d'onéreux services de bilans de santé personnalisés et de traitement *ad hoc* destinés à ralentir le vieillissement. Son credo ? L'épigénétique, une discipline postulant que l'environnement peut prédisposer l'expression de certains gènes et favoriser, au choix, l'allongement de la vie en bonne santé ou son pendant, le développement de maladies chroniques. Bien que cette discipline suscite l'intérêt et la curiosité des scientifiques, comme le très médiatique Joël de Rosnay, son apport médical reste à démontrer. Certains n'hésitent d'ailleurs pas à classer l'épigénétique dans le registre des pseudosciences²⁰³. Qu'importe, le créneau est porteur. Surfant sur les angoisses existentielles d'une élite économique soucieuse de vivre mieux et plus longtemps, la Maison Epigenetic offre à cette clientèle haut de gamme des solutions clé en main, sous forme de dispositifs médicaux biotechnologiques. Le *salespitch* est rodé. L'âge biologique de vos cellules et organes ne reflète pas l'âge « chronologique » relatif à votre date de naissance. Vous avez 60 ans et souhaitez retrouver le cœur de vos vingt ans, le foie de votre adolescence ? C'est possible, moyennant plusieurs dizaines de milliers d'euros. Et qui sait, peut-être aurez-vous un jour l'opportunité de devenir pluricentenaire, grâce au développement d'hypothétiques technologies radicales de luttes contre le vieillissement ? Le futur est riche d'opportunités.

Revenons toutefois sur Terre, pour mieux observer les chiffres. Aujourd'hui, la lutte contre le vieillissement est un véritable pari financier. Le marché de la longévité pèserait d'ores et déjà 600 milliards de dollars dans le monde, selon une projection très optimiste de la Bank of America²⁰⁴. Alors les appétits des financiers s'aiguisent et le secteur est en pleine

ébullition, en particulier en France. L'une des têtes de pont de ce mouvement est une start-up baptisée Zoï, un mot de grec qui signifie « vitalité ». Cette start-up « medtech », contraction des termes « médecine » et « technologies », a été fondée par l'ancien conseiller d'Emmanuel Macron, Ismaël Emelien, cofondateur du parti présidentiel En Marche (désormais Renaissance) ; et par l'entrepreneur Paul Dupuy, spécialisé en médecine préventive. Elle propose des services de *check up*, des bilans de santé personnalisés et haut de gamme, à une clientèle suffisamment fortunée pour dépenser 3 600 euros dans une analyse préventive de santé. Les perspectives de retours sur investissement à court terme semblent maigres, mais le pari financier de la longévité attire les investisseurs. La start-up qui aspire à devenir une « licorne », une entreprise valorisée à plus d'un milliard d'euros, aurait levé des fonds auprès du gratin de l'investissement français. Très exactement 20 millions d'euros, en 2022, auprès de Xavier Niel, puissant investisseur à la tête d'Iliad, la maison mère de Free ; Stéphane Bancel, le patron de l'entreprise pharmaceutique Moderna ; Jean-Claude Marian, patron déchu de la chaîne d'EHPAD Orpea ; ainsi que le chef Alain Ducasse²⁰⁵.

Ces investisseurs ont très certainement observé le développement de ce marché aux États-Unis, où la longévité relève déjà de l'industrie. Sans surprise, celle-ci se développe sous perfusion de capital venu des oligarques de la tech. Observons la cartographie de ce petit empire de l'immortalité²⁰⁶. Peter Thiel, toujours lui, a investi personnellement dans plus de 25 start-ups dédiées à la longévité. Jeff Bezos est présent au capital d'Altos Lab et de Unity, deux piliers du secteur. Au nom de leur volonté de « guérir la mort », les fondateurs de Google, Larry Page et

Sergueï Brin, ont créé deux laboratoires privés de recherche dédiés à l'extension de la vie, Calico et Verily. Quant à Marck Zuckerberg, il est convaincu que « d'ici la fin du siècle, vivre au-delà de 100 ans sera tout à fait normal » et promet d'investir plus de trois milliards de dollars sur dix ans pour atteindre cet objectif. Sam Altman, le fondateur d'OpenAI, a injecté 180 millions de ses deniers personnels dans Rétro Biosciences, une société qui promet d'« augmenter de dix ans l'espérance de vie humaine ». Avec une savoureuse ironie, le journaliste Thibault Prévost remarque que cet objectif a déjà été « atteint plusieurs fois par les vieilles technologies sociales que sont l'hygiène publique et la justice économique²⁰⁷ ». Clin d'œil à l'histoire de la médecine et de ses avancées, en particulier au xx^e siècle, dont l'objectif a toujours été de servir l'intérêt général. Une ambition désormais corrodée par les velléités néo-eugénistes d'une élite désireuse de s'attribuer le monopole de l'allongement de la vie en bonne santé.

La longévité comme parabole du franchissement des limites corporelles et cognitives ne raconte au fond qu'une histoire millénaire, celle de la recherche de transcendance. Élitiste par nature, cette quête se cristallise aujourd'hui dans les aspirations d'un petit groupe aspirant à une possible immortalité.

DON'T DIE : RELIGION CAPITALISTE AUTORITAIRE

La révélation a lieu le 7 mars 2025. Sur X, le techno-millionnaire Bryan Johnson, ambassadeur autoproclamé de l'élite des immortels, officialise le lancement de son culte baptisé Don't Die (Ne meurs pas). « Chère Humanité, je bâtis une religion. [...] Voici ce qui va advenir. Don't Die deviendra l'idéologie contemporaine en plus forte croissance. Elle sauvera l'humanité. Et nous déploierons notre existence de la plus spectaculaire des manières possibles. C'est inévitable. La seule question valable : en serez-vous, ou non ? », prêche Bryan Johnson²⁰⁸. Dans des termes concis, le milliardaire convoque le fantasme d'une « superintelligence artificielle » en cours d'entraînement dans les laboratoires de la Silicon Valley, qui justifierait que l'on se prépare dès à présent à une convergence, puis à l'unité absolue entre intelligence humaine et intelligence algorithmique. Reprenant à son compte la parabole apocalyptique d'une destruction à venir de l'humanité, il se réjouit qu'avec l'intelligence artificielle, la mort biologique soit désormais évitable. Son message au monde et à ses fidèles est tout à la fois confus, messianique et politique. Mais il officialise la création d'une nouvelle religion technophile, une initiative dont la Silicon Valley raffole.

Avant de s'improviser idéologue, Bryan Johnson s'est fait connaître grâce à la mise en scène narcissique de sa quête d'immortalité. Friands de ses excentricités, les médias du monde entier l'ont surnommé « le milliardaire qui voulait tromper la mort » ou « Dorian Gray 2.0²⁰⁹ ». Avec son protocole baptisé Project Blueprint, il vise en effet à une rationalisation extrême de paramètres multiples (nourriture, sommeil, exercice physique, augmentations prothétiques) lui permettant supposément d'inverser la flèche du temps. En 2025, la plateforme Netflix lui consacre un documentaire à succès – *Don't Die: l'homme qui voulait être éternel* – qui retrace la discipline proprement extraterrestre de cet homme qui ne recule devant rien pour repousser les limites de son existence, allant jusqu'à s'injecter le plasma de son propre fils adolescent et expérimenter des thérapies géniques illégales aux États-Unis de façon à rajeunir son ADN. Alors même que le documentaire dresse le portrait d'un homme entièrement dédié à sa quête démiurgique, des enquêtes parues dans la presse soulignent les zones d'ombre d'une personnalité qui n'hésite pas à entamer des procédures baillonnées contre ses ex-compagnes et soumet son entourage à de rigides clauses de confidentialité²¹⁰. Alors qu'il dépense deux millions de dollars par an dans des procédures multiples, coûteuses et scientifiquement douteuses, Bryan Johnson se singularise surtout pour le caractère quasi-sociopathique de son projet d'extension de vie. Une quête dont l'effet paradoxal est de l'isoler de son entourage, mais aussi, et surtout, du commun des mortels. Tête de pont du culte *Don't Die*, il est l'incarnation des dérives auxquelles l'obsession de l'immortalité peut conduire. En particulier celles de vouloir s'extraire à tout prix des structures de la vie en société.

Dans les pas d'Aubrey de Grey, apprenti sorcier britannique lui aussi adepte de l'immortalité, Bryan Johnson incarne le séparatisme social de l'élite techno-libertarienne transhumaniste. Il est une traduction du « *Mindset* » décrit par l'essayiste et économiste américain Douglas Rushkoff. Dans un essai saisissant sur les milliardaires technophiles qui choisissent de se préparer à l'Apocalypse en investissant dans des bunkers ultra-sécurisés, il s'applique à traduire cet « état d'esprit » propre aux grands oligarques de la tech²¹¹ :

Le *Mindset* sacralise les réalisations extraordinaires de riches individus qui utilisent la technologie pour se distinguer du commun des mortels, contrôler leur environnement et surmonter les cycles naturels de la vie. Le *Mindset* préfère les lignes droites, le progrès linéaire et l'expansion infinie aux accidents, aux flux et reflux du monde réel. Les adeptes du *Mindset* préfèrent innover, se transformer ou atteindre la singularité plutôt que de succomber à l'immanence des systèmes naturels. Ils ignorent donc les cycles de la vie, les répriment et tentent de les déjouer, jusqu'à ce qu'ils finissent par en subir les conséquences catastrophiques.

Alors même qu'ils se représentent en demi-Dieux, les milliardaires de la tech sont avant tout les représentants du culte séculier : celui du techno-capital. Rappelons que Marc Andreessen, éminent capital-risqueur de la firme Andreessen Horowitz, a rédigé un manifeste entier dédié à la glorification de la « machine du techno-capital²¹² ». Cette volonté d'accélérer l'hégémonie de l'oligarchie de la tech en leur assurant une capture quasi-intégrale de la production de valeur n'a pas échappé au journaliste

Thibault Prévost. Dans son essai, il pointe que les récits apocalyptiques liés à l'immortalité autant qu'à l'AGI ont pour effet de nous faire basculer dans un régime de sidération propre à imposer un futur techno-scientifique autoritaire, sans recherche de consensus ni délibération :

Sous prétexte d'accélérer le temps qu'il nous reste avant ce basculement dans l'après, c'est-à-dire pour faire advenir plus vite l'âge de la domination techno-scientifique, les faiseurs d'IA demandent un reset sociopolitique. Selon eux, la poursuite de l'inévitable progrès de la technologie justifie une refonte totale des structures du corps social [...] Lorsque Marc Andreessen affirme que l'IA est son « alchimie, [sa] pierre philosophale », il ne veut pas dire qu'il rêve de changer le plomb en or. Il a l'intention de transformer le monde. [...] Dans la tête des techno-oligarques, l'intelligence artificielle transcendera le libre marché en accomplissant le projet d'une régulation purement automatique, invisible et omnipuissante des activités individuelles. Elle sera, enfin, cette main invisible que personne ne commande. [...] Les travailleurs seraient remplacés par des machines qui s'occuperaient de tout (et surtout de produire, tout le temps, sans s'arrêter). Les milliardaires rêvent d'une société sans masse salariale, où les produits manufacturés ne coûtent quasiment rien et où une poignée d'individus capte presque toutes les richesses.

Un songe hypercapitaliste qui résonne étrangement avec la proposition formulée en 2019 par le théoricien communiste Aaron Bastani dans son essai *Fully Automated Luxury Communism*²¹³. À ceci près que lui spécule, en marxiste, sur un

futur d'accélération technologique où les machines viendraient libérer l'humanité du travail. Aux antipodes de cette vision spéculative romantique et tout aussi utopiste, les oligarques de la tech s'emploient plutôt à faire advenir la prochaine itération de l'aliénation par la dégradation avancée et irréversible des conditions d'exercice du travail. En écho à cette funeste projection, la prise de parole conclusive de la journée « Tech for Longevity », à Station F, se conclut sur une note provocatrice, à la tonalité clairement apocalyptique évoquant une possible « dictature des immortels » ainsi que les « scénarios chocs d'un monde sans fin ». Tout un programme.

Pendant ce temps, au sein de micro-sociétés forgées selon l'idéal de gouvernance techno-libertarien, de petites communautés expérimentent déjà leur rêve sécessionniste de l'*Après*. Les « longévistes », comme ils s'appellent entre eux, ont profité de l'expérimentation Zuzalu – un rassemblement à mi-chemin entre la conférence tech et la colonie de vacances pour startupper créé en 2023 par Vitalik Buterin, le créateur de la blockchain Ethereum – pour fonder leur petite chapelle. Celle-ci donne notamment lieu à une expérimentation baptisée Vitalia, sise sur l'île du Roatán, au cœur de l'enclave libertarienne Próspera.

Mais nous allons voir que ce qui se présente sous des auspices inoffensifs – « vivre plus longtemps en meilleure santé » – s'articule en réalité avec un projet de nature eugéniste. Les techno-oligarques et leurs disciples « longévistes » n'aspirent pas à ce que ce futur d'abondance et d'immortalité soit offert à toutes et tous. Ils le réservent surtout à l'élite blanche du techno-capital.

NÉOEUGÉNISME : CLASSER, DOMINER

Malcolm et Simone Collins forment un couple idéal. Ils sont beaux, riches et intelligents et ils sont blancs – ce détail a de l'importance. Diplômés de Stanford, pour lui, et de Cambridge, pour elle, ils sont les têtes de pont du mouvement pro-nataliste qui essaime depuis le secteur de la tech. Convaincus que le déclin de la fertilité et la natalité en berne sont une menace existentielle pour l'humanité, ces purs produits de l'élite WASP s'emploient à assurer leur descendance en faisant des bébés, tout en veillant à ce que leurs enfants en fassent également. Officiellement, cette démarche nataliste a pour objectif de « contrer l'effondrement démographique²¹⁴ ». Officieusement, c'est un autre déclin qu'ils visent à endiguer ; celui, supposé, de l'intelligence humaine. Le couple Collins en est convaincu, le QI mondial est en chute libre, l'intelligence de l'espèce humaine diminue dangereusement et risque, à l'avenir, d'être supplantée par celle de personnes venues de pays du Sud global, perçues comme génétiquement inférieurs. Mais aussi par celle des machines. Il leur incombe donc à eux, des personnalités à haut QI, de transmettre leurs gènes aux générations suivantes. Le natalisme est une idéologie tournée vers le futur qui se présente comme « altruiste ». De fait, il s'agit de l'une des subdivisions de l'« altruisme efficace », une croyance dans le progrès de l'humanité ayant pris racine au

sein de l'élite tech. Dans cette vision toutefois, seule une élite cognitive et économique est en mesure de mener ce grand dessein. Alors, dans le sillage de cette croyance de nature eugéniste, les Collins militent pour la sélection génétique des embryons de leur descendance. Torsten, Octavian et Titan Invictus, leurs trois garçons aux prénoms impériaux, sont nés d'embryons soigneusement sélectionnés. Un service digne du film *Bienvenue à Gattaca* qu'offre la start-up Heliospect Genomics, pour une somme comprise entre 30 000 et 50 000 dollars²¹⁵. Les Collins également engagés dans une démarche de « monitoring » de la croissance et de l'évolution psychologique et intellectuelle de leurs enfants, à grand renfort de tableaux Excel et d'analyse algorithmique, et ce afin de leur garantir le meilleur futur possible.

Les Collins ne sont pas les seuls à s'alarmer du déclin des taux de naissance. La petite musique nataliste est en réalité devenue une mélodie de fond dans la Silicon Valley. Quelle autre incarnation de ce courant qu'Elon Musk, père d'au moins 14 enfants, dont plusieurs sont nés par GPA ? Celui-ci s'alarme régulièrement du fait que « la civilisation va s'éteindre du fait de la chute des naissances²¹⁶ ». Et, bien qu'il ne soit pas encore père, Sam Altman envisage déjà de former une descendance d'au moins « 6 ou 8 enfants », en investissant massivement dans des start-ups liées à la fertilité. Les pronatalistes ont même leur raout annuel, la « Natal Conference » qui se tient chaque année à Austin. Moyennant un ticket de 10 000 dollars, les participants peuvent s'offrir un service de *dating* sur-mesure à destination de l'élite à haut QI désireuse de fonder une lignée²¹⁷. La prophétie alarmiste quant à l'effondrement des naissances s'épanouit très naturellement à l'extrême-droite de

l'échiquier politique, en particulier dans les cercles chrétiens-conservateurs dont est issu le vice-président J.D. Vance. En 2024, des commentaires de celui qui n'est alors que le colistier de Donald Trump refont surface. Il aurait ainsi comparé Kamala Harris à une « fille à chat nullipare », allant jusqu'à suggérer que les personnes ayant choisi de fonder une famille devraient disposer de « plus de pouvoir » que les autres²¹⁸. Mais le mouvement pronataliste ne se réduit pas à ces extrêmes fleurant bon l'obscurantisme réactionnaire. En réalité, sa force réside dans le fait qu'il séduit une certaine élite diplômée, ouverte et progressiste issue du centre libéral. Une élite qui n'a rien à voir avec le rigorisme mormon et la ferveur catholique. Une élite qui se définit comme « altruiste », à l'image du couple Collins, et qui défend ce que le philosophe Jonathan Anomaly (quel patronyme ironique !) appelle l'« eugénisme libéral ». Dans un texte de 2018, l'enseignant à la prestigieuse université de Duke théorise la « sélection polygénétique », une forme « non coercitive » d'eugénisme qui passerait avant tout par le choix éclairé de son ou de sa partenaire²¹⁹. En clair, l'élite devrait cultiver son endogamie. Le tout au nom d'une vision utilitariste liée à la « maximisation de la valeur » – ici celle de l'espèce humaine – l'un des postulats du courant de l'altruisme efficace.

Penchons-nous sur les pères spirituels de ce courant de pensée, devenu un culte technophile fausement philanthropique très populaire parmi l'élite de la tech. Sa trinité est formée par trois philosophes, les Australiens Peter Singer et Toby Ord, ainsi que l'Écossais William MacAskill. Tous trois ont, de par leur importante production théorique et l'attention médiatique que leur travail a suscitée, rassemblé une audience mondiale très large, convergeant autour

de l'idée qu'il est possible de rentabiliser l'impact de son existence (efficacité) tout en améliorant les conditions de vie sur Terre (altruisme). En apparence inoffensive, cette branche de la philosophie utilitariste est en réalité un véhicule de choix pour diffuser très largement un logiciel néoeugéniste justifiant les inégalités du présent au nom d'un (très) hypothétique impact dans le futur.

Prenons la Sécurité Sociale. Pour un altruiste efficace, ce dispositif de politique publique est inefficace et anachronique, du fait de son coût financier et du caractère structurel de son déficit²²⁰. En accord avec un logiciel de pensée utilitariste, il serait plus efficace de supprimer la Sécurité Sociale afin de flécher les économies réalisées vers des investissements massifs dans le secteur pharmaceutique, de manière à développer les nouveaux traitements qui permettraient d'éradiquer les maladies dans le futur. Mathématiquement, ce raisonnement semble frappé au coin du bon sens. Économiquement, il reflète une croyance aveugle dans les marchés propres au néolibéralisme le plus radical. Socialement, c'est une bombe à fragmentation, en particulier pour les personnes fragiles qui dépendent du caractère socialisé du système de santé. Mais la dimension sociopolitique est un angle mort du raisonnement utilitariste propre à l'altruisme efficace. Cette idéologie « fait de la morale une branche de la science économique », relève Émile P. Torres, un·e historien·ne qui a longuement fréquenté ces cercles, avant de s'en désolidariser et devenir l'un·e des critiques les plus affutés de ce mouvement²²¹.

Les « EA » sont en effet obsédés par les métriques et la quantification, ce qui tend à réduire les humains à « des fractions de capital²²² ». C'est ce déni vis-vis du politique et du social qui fait de l'idéologie « EA »

un terreau fertile particulièrement propice au renouveau de l'eugénisme. Peter Singer a lui-même défendu l'idée qu'un enfant né handicapé aurait un coût pour la société si important qu'il serait légitime d'envisager de l'euthanasier²²³.

« Classer, c'est dominer », avait pour habitude de répéter la féministe matérialiste Christine Delphy²²⁴. Avec l'altruisme efficace, le classement devient un *habitus* autant qu'une praxis. Au-delà du QI, un instrument de mesure controversé en soi, c'est aussi la race et le genre qui intéressent l'élite technophile des « EA », dont certains revendiquent un idéal de « pureté » propre aux suprémacistes blancs. Richard Hanania est emblématique de cette élite tech défendant un racisme décomplexé. Aux États-Unis, ce sinistre personnage a gagné le titre de « croisé anti-woke » adoubé par l'élite des oligarques de la tech et la crème des altruistes efficaces pour son essai abrasif, *The Origins of Woke, Civil Rights Law, Corporate America and the Triumph of Identity Politics*²²⁵. Un brûlot multipliant les tirs ajustés en direction de l'administration fédérale démocrate, coupable selon lui d'instaurer un « suprémacisme noir » et de précipiter les États-Unis dans l'abîme.

Richard Hanania est en effet un ardent défenseur de la race blanche. Par le passé, il a déclaré qu'il faudrait « stériliser les hommes noirs » ainsi que les « personnes à faible QI ». Il est aux avant-postes d'un mouvement nauséabond qui déploie ses ramifications dans la tech, en contribuant à ressortir du formol des auteurs eugénistes comme Charles Murray et Richard J. Herrnstein. Le binôme a notamment publié en 1994 *The Bell Curve*, un manifeste pseudo-scientifique eugéniste dissertant sur la nécessité de constituer une « élite cognitive ». Une thématique récemment reprise à

son compte par Donald Trump²²⁶. « Il y a beaucoup de mauvais gènes dans ce pays », a-t-il ainsi affirmé au mois d'octobre 2024, ciblant explicitement les populations immigrées.

Or l'eugénisme a la cote dans la Silicon Valley. « Race science is the new cool », peut-on y entendre. En pleine accélération réactionnaire, certains milieux tech réinvestissent aujourd'hui les théories eugénistes autant que les disciplines visant à utiliser la science pour justifier les hiérarchies raciales et de genre²²⁷. Au mois de mars 2025, Matthew Yglesias, le cofondateur du média tech Vox a créé un tollé en ligne en publiant un billet de blog au sujet de la montée du révisionnisme historique, notamment celui visant la figure d'Adolf Hitler. Quelques lignes plus loin, celui qui se présente comme un opposant au « politiquement correct » aborde la question de la surreprésentation des joueurs noirs dans les équipes sportives de haut niveau en posant frontalement la question de la prédisposition génétique en des termes explicitement eugénistes, n'hésitant pas à invoquer un besoin de revenir à un « meilleur équilibre racial²²⁸ ». Une idée que l'on retrouve, poussée à son paroxysme raciste, sous la plume de « Bronze Age Pervert » (un pseudonyme), théoricien roumain de l'extrême droite ayant fait ses classes à l'université de Yale. Ce dernier répand sa prose raciste, favorable à la « biodiversité génétique » auprès de ses 189 000 abonnés, dont beaucoup sont des ingénieurs de haut vol de la Silicon Valley. Plus radicale encore, la pensée du physicien William Luther Pierce infuse également dans certains discours transhumanistes. L'auteur de la nouvelle antisémitisme *The Turner Diaries* est en effet le représentant d'un courant de pensée néoeugéniste baptisé le cosmothéisme qui se consacre à l'étude des moyens de

l'évolution des êtres humains en entités divines, en droite ligne avec la vulgate nazie²²⁹.

Pour l'historien canadien du néolibéralisme Quinn Slobodian, ce retour en grâce d'idéologies réactionnaires est à interpréter comme la nouvelle vague de l'assaut réactionnaire visant le principe d'égalité, un idéal honni par les conservateurs, notamment parce qu'il menace les fondements du *statu quo* néolibéral :

Déconcertés par les demandes persistantes de réparation des inégalités au détriment de l'efficacité, de la stabilité et de l'ordre, les néolibéraux ont opéré un « retour à la nature », qui se traduit par un réinvestissement des discours sur la race, l'intelligence, le territoire et l'argent, et ce afin d'ériger un rempart contre les demandes envahissantes des progressistes et espérer faire reculer les changements sociaux afin de revenir à une hiérarchie des sexes, des races et des différences culturelles qu'ils imaginaient enracinée dans la génétique et la tradition²³⁰.

Ce retour aux sciences dures – la génétique, la biologie et la psychologie évolutionnistes, l'éthologie – est, pour l'historien, la nouvelle itération d'un capitalisme néolibéral en perpétuelle mutation pour la préservation de ses acquis. Alors que dans les années 1950 et 1960, le capitalisme américain a scellé son mariage avec le traditionalisme religieux, une alliance connue sous le nom de *fusionnisme*, le néolibéralisme contemporain s'appuie désormais sur les théories cognitives, comportementales et la psychologie évolutionniste – Slobodian parle de *néo-fusionnisme*. L'historien trace un trait d'union entre le retour de théories explicitement racistes et eugénistes et le réinvestissement de la *hard money*,

c'est-à-dire l'or, un métal précieux considéré par les économistes autrichiens comme la réserve de valeur de référence, une monnaie sûre et tangible présentée comme l'antithèse du dollar ou de l'euro, et dont le pendant numérique serait, selon ses promoteurs, Bitcoin.

Hard science, hard money et dérégulation tout aussi *hard* sont ainsi les nouveaux centres de gravité du néolibéralisme contemporain. Il n'est donc pas étonnant de constater qu'à mesure que le monde s'enfonce dans le chaos géopolitique, sous l'influence de la politique douanière de Donald Trump, les cours de l'or s'envolent. L'année 2025 représente donc un point d'inflexion historique majeur. La conquête puis l'exercice du pouvoir par le binôme Trump-Vance, sous l'influence idéologique de tous les courants dystopiques venus de la tech, incarne un moment d'accélération inédit dans la mise en place d'un projet techno-eschatologique ultra-capitaliste et transhumaniste. L'historien-ne Émile P. Torres tente tant bien que mal d'alarmer au sujet de ce basculement qui, selon ses termes, a déjà « entériné l'extinction prochaine de l'espèce humaine » ; du moins dans sa matérialité biologique, au nom d'un futur post-humain exponentiel. Dans ce discours, l'humanité est réduite à n'être qu'une « espèce transitionnelle », bientôt dépassée par les machines. Pourquoi, dès lors, se soucier des grands maux qui la concernent puisqu'elle ne sera bientôt qu'un détail dans la grande histoire cosmique²⁵¹ ?

Ce moment de l'histoire où la science-fiction est en passe de devenir réalité incarne ce que le courant de pensée philosophico-politique de l'accélérationnisme nomme une hyperstition. On doit cette notion à un philosophe britannique des marges, amateur de psychotropes et d'occultisme, théoricien de la

rave autant que de l'eugénisme. Une personnalité tourmentée ayant eu son heure de gloire dans les années 1990, au sein d'une unité de recherche de niche sise au cœur de l'université de Warwick et baptisée Cybernetic Culture Research Unit (CCRU). Son nom : Nick Land. Son influence vénéneuse sur l'élite de la tech n'a jamais été aussi explicite.

Alors qu'un déterminant géographique – la Silicon Valley – a donné à cet essai sa couleur californienne, la généalogie des idées futuristes autant que réactionnaires que nous retraçons ici nous oblige à un détour par le nord de l'Angleterre. À partir de 1993, le centre névralgique de l'histoire des technologies n'est pas la Californie mais Coventry, petite ville des Midlands à 40 kilomètres de Birmingham. C'est au cœur de ce territoire prolétaire et industriel que s'est épanoui un mouvement contre-culturel dont la marque s'est imprimée à jamais sur l'histoire des idées. Le décor n'est pas celui d'un ashram New Age de Big Sur mais un entrepôt de l'Angleterre post-industrielle. Les protagonistes ne sont pas des hippies sous acide mais des étudiants en philosophie électrisés par les amphétamines. La bande-son n'est pas le rock psychédélique, mais les basses arythmiques de la *jungle*.

À partir de 1993, l'université de Warwick héberge une cellule de recherche expérimentale, créée sous l'impulsion de Sadie Plant, philosophe féministe biberonnée à la cybernétique, et Nick Land, intellectuel nietzschéen passionné par l'occultisme. Le Cybernetic Culture Research Unit (CCRU) est autant un lieu d'expérimentations sur les frontières de la conscience qu'un prolifique laboratoire d'idées pour ce qui deviendra une avant-garde intellectuelle au Royaume-Uni. À bien des égards, le CCRU est

un vortex. Dans des vapeurs hallucinées de speed et l'effervescence des premières raves, ses membres phosphorent et s'enflamment dans des discussions sur le futur. Leurs sujets de prédilection ? *La French Theory*, les drogues, la science-fiction cyberpunk, l'occultisme et les cryptomonnaies. Intellectuellement, cette effervescence va permettre l'éclosion de figures majeures, comme l'intellectuel Mark Fisher qui se distinguera de Nick Land par sa volonté d'ancrer ses spéculations dans l'orbite de la gauche post-marxiste. Ce creuset expérimental donne naissance à une philosophie qui irrigue aujourd'hui le projet politique de la technocratie américaine : *l'accélérationnisme*. Plume du *Guardian*, le journaliste Andy Beckett en donne la définition suivante²³² :

Les accélérationnistes soutiennent que la technologie, en particulier l'informatique et le capitalisme, dans son versant le plus agressif et hégémonique, devraient être massivement accélérés et intensifiés ; d'une part, parce que c'est la meilleure façon d'avancer pour l'humanité ; d'autre part, parce qu'il n'y a pas d'autre alternative. Les accélérationnistes sont favorables à l'automatisation. Ils sont favorables à la poursuite de la fusion du numérique et de l'humain. Ils sont souvent favorables à la déréglementation des entreprises et à une réduction drastique des pouvoirs publics. Ils pensent que les gens devraient cesser de s'imaginer que le progrès économique et technologique peut être contrôlé. Ils pensent que les bouleversements sociaux et politiques radicaux ont une valeur en soi.

L'accélérationnisme emprunte au mouvement extropien l'axiome selon lequel le progrès technique devrait être accéléré sous toutes ses formes et

par tous les moyens. L'idéal de société mis en avant repose sur une automatisation totale, un devenir post-humain où la notion même de politique serait rendue obsolète. Le creuset britannique de l'accélérationnisme se distingue par son degré de radicalité et sa promotion d'un nihilisme proprement apocalyptique. Le premier essai de Nick Land, *The Thirst for Annihilation (La Soif d'annihilation)*, témoigne de cet appétit destructeur, quasi sadique. Depuis, il a tracé une route claire vers l'Apocalypse, version Saint Jean : débrider les moteurs du techno-capital, pied au plancher, afin d'atteindre un point de rupture précipitant la chute du système démocratique libéral, qu'il juge inefficace, improductif et sclérosé. En 2014, il publie un manifeste au titre explicite, *The Dark Enlightenment - Les Lumières sombres*²³³. Ce texte raffine la pensée du prophète de la néo-réaction Curtis Yarvin, en l'enrobant d'un vernis intellectuel propre à lui donner le cachet nécessaire pour séduire dans les cercles académiques. Nick Land admire Yarvin pour son goût de l'outrance ; tous deux vibrent à l'unisson et communient dans le nihilisme messianique et la misanthropie. Eux, ne sont pas des *preppers*, du nom des individus qui se préparent à l'Apocalypse en stockant des réserves de nourriture et de médicaments dans des bunkers. Ils sont les archanges de l'Armageddon à venir, celle qui produira la grande explosion salvatrice synonyme de crépuscule de la démocratie.

La posture d'Elon Musk, qui arbore lors de ses apparitions publiques une casquette signée de l'inscription en lettres gothiques « Dark MAGA » pastiche aujourd'hui cet héritage intellectuel. Pour le philosophe Norman Ajari, la posture d'Elon Musk « incarne à la fois le Dark Enlightenment de Land et Moldbug (Curtis Yarvin), le dark web autant que les

fantasmes de super-vilain qui semblent habiter [son] âme²³⁴ ». Et d'ajouter que les saluts nazis du milliardaire sont l'acmé de la métapolitique théorisée par le parrain de la Nouvelle Droite française, Alain de Benoist. Soit un type de politique qui « parvient à influencer le zeitgeist parce qu'elle maîtrise la vitalité et l'effet de surprise propres à Internet », tout en assumant l'objectif de transformer la culture et les représentations. Dans ce contexte, Musk est l'avatar *memifié* à partir duquel l'imaginaire cyberfasciste peut se diffuser au monde, dans une boucle de rétroaction infinie – le *feedback* cher aux cybernéticiens du CCRU.

Alors qu'elle a longtemps évolué dans les marges, depuis d'obscurs blogs radicaux jusqu'à des réunions de théoriciens sous amphétamines, la matrice de l'accélérationnisme s'est peu à peu transformée en une orthodoxie très prisée des oligarques de la tech. Dans la Silicon Valley contemporaine, il est ainsi de bon ton d'afficher sa proximité avec ce courant de pensée, notamment en arborant le sigle « e/acc » – pour « effective accelerationism » (accélérationnisme efficace) comme le fait Marc Andreessen dans sa biographie sur X. L'une des têtes de pont de ce mouvement est un québécois, ancien ingénieur chez Google surnommé « Beff Jezos », en référence au patron d'Amazon, suivi par plus de 160 000 personnes sur X.

L'« e/acc » possède sa branche française, franchement groupusculaire, incarnée par une poignée d'employés de la tech parisienne, dont l'investisseur Jonathan Izcovich. Ils défendent l'idée d'une accélération sans frein dans le développement des IA, une technologie de nature à résoudre tous les grands maux contemporains, qu'il s'agisse du dérèglement climatique, des guerres ou de la faim dans le monde.

Cette posture se situe aux antipodes des considérations éthiques et politiques propres aux « doomers », une branche de l'altruisme efficace inquiète des « risques existentiels » qu'une IA trop puissante pourrait faire peser sur l'humanité. L'« e/acc » est une posture radicale qui séduit jusqu'au *spin doctor* de l'*alt-right*, l'ancien conseiller de Donald Trump Steve Bannon, qui y puise le carburant pour nourrir sa pensée néofasciste et contre-révolutionnaire. Comme le remarque David Golumbia, la pensée accélérationniste reflète un étonnant « *syncrétisme rouge-brun*²³⁵ ». Elle incarne un spectre idéologique allant de l'idéal post-capitaliste de l'*acid communism* théorisé par Mark Fisher, jusqu'au nihilisme anarcho-capitaliste, raciste et transhumaniste de Nick Land.

Ce dernier, le lobbyiste en chef d'un Armageddon à venir, est aujourd'hui exilé à Shanghai, où il loue les vertus de régimes au sein desquels le capitalisme s'accommode de l'absence de démocratie. Il théorise également sa propre version de l'eugénisme qu'il nomme « hyper-racisme », soit un processus d'accélération dans la création d'une élite « supérieure » par divers moyens, notamment l'appariement et la reproduction en fonction du QI. Une tendance qui s'épanouit très largement chez une certaine élite technophile, nous l'avons vu. En 2014, Nick Land prophétisait qu'une sélection génétique correctement menée pourrait produire une « néospéciation » ayant pour aboutissement la création d'une race supérieure destinée à la conquête spatiale. Des « super-Aryens destinés à coloniser Mars », ironise le philosophe Jules Evans²³⁶. « Le néoeugénisme et son programme d'Exit ne représentent pas seulement une sécession vis-à-vis de l'humanisme des Lumières, mais bien un franchissement des limites de l'humanité même. C'est en quelque sorte une

accélération vers un passé futuriste. » À cet égard, l'« hyper-racisme » de Nick Land résonne aussi avec la théorie formulée par l'apôtre du LSD, Timothy Leary, lors de son séjour en prison dans les années 1970. Après une première carrière comme docteur en physiologie à Harvard, celui-ci s'intéresse de près aux théories transhumanistes et imagine un culte pro-technologies baptisé « SMI2LE » – pour *Space Migration, Intelligence Increase, Life Extension*, soit un condensé des préceptes propres à l'acronyme TESCREAL, mais baignés dans l'acide. En eugéniste convaincu, Leary imagine que les 5 000 humains les plus « éveillés » (grâce à la prise de psychotropes), attirants et intelligents pourraient un jour embarquer dans un vaisseau spatial afin de fonder la première colonie post-humaine.

Ce courant, qualifié « d'eugénisme psychédélique²³⁷ » par Evans, trouve un écho dans les fantasmes liés à une hypothétique « intelligence artificielle générale », ainsi que l'a rapporté Nese Devenot, chercheuse critique du secteur des psychédéliques. Dans un article très commenté, elle analyse en effet l'influence de milliardaires transhumanistes, comme les financiers Christian Angermayer et Peter Thiel, dans le développement du secteur en plein boom de la médecine psychédélique. Et pointe les correspondances entre la pensée accélérationniste propre au chapelet d'idéologies TESCREAL et l'idée que les psychédéliques pourraient être la dernière brique du puzzle transhumaniste – soit un outil de choix pour le dépassement des limites cognitives de la conscience humaine. Pour elle, TESCREAL et psychédélicisme à visée eugéniste sont deux idéologies dont la fonction première est de justifier un accroissement des inégalités, entre l'élite du techno-capital et le reste du monde, piégé dans un présent en flammes qui n'a

rien d'une « simulation²³⁸ ». Marqué jusqu'à présent par une forme d'accélération vers le pire, notre présent relèverait-il du concept *landien* d'hyperstition ? Cette idée désignant une accélération spéculative du réel, une prophétie autoréalisatrice propre à le transformer radicalement. Nick Land parle à ce titre de l'hyperstition comme du « canal dans lequel tout ce qui est apocalyptique circule²³⁹ ». Comment ne pas voir dans cette déclaration de 2009 une correspondance avec notre présent dystopique ?

À force de ponts, de parallèles et de correspondances avec la science-fiction, la fabrique de l'utopie telle qu'elle se manufacture depuis la Silicon Valley commence à imprimer sa marque totalitaire sur le présent. Celle-ci prend forme dans les grands raouts annuels de la tech, les conférences blockchain et Bitcoin où l'on communit dans la foi d'un *eschaton* monétaire à venir, depuis la scène en apparence consensuelle des conférences TED. Dans ces espaces se fabrique une certaine vision de notre avenir collectif. Dans le langage de ces prophètes du futur, on parle de *blueprint*, un canevas appropriable, prêt à l'emploi, destiné à penser et matérialiser de possibles lendemains. Avec les codes, le vocabulaire et surtout le projet politique de l'élite cyberlibertarienne. Car ce sont eux, ces grands oligarques, ces codeurs renégats transfigurés en Raspoutine, ces théoriciens de la néo-réaction (NRx) et des Lumières sombres, qui capturent aujourd'hui la fabrique des utopies, en subtilisant à une certaine gauche des idées – révolutionnaire, communaliste, anarchiste, socialiste libertaire, écosocialiste, féministe – son magistère en matière de poésie révolutionnaire, et surtout sa capacité à bâtir des utopies concrètes.

Les nerds de l'Apocalypse ont aujourd'hui les moyens de réaliser leur rêve eschatologique. Ils ont

leurs intellectuels organiques, leur production doctrinale, des milliards de dollars à leur disposition et surtout une alliance inédite avec le pouvoir politique. Ultime braconnage, ce sont eux les stratèges d'un Grand Soir qui prend la forme du coup d'État technologique. Dans la deuxième partie d'un entretien fleuve accordé au *Grand Continent*, Curtis Yarvin, dont la figure spectrale hante ce livre, se réjouit ainsi que « chaque révolution dépend d'un groupe de gens jeunes et talentueux prêts à se surpasser ». Et de jubiler en soulignant qu'en ce moment, « Washington grouille de ces jeunes loups révolutionnaires²⁴⁰ ». Qui saura les contrer, et comment ?

CONCLUSION. DÉFAIRE LE RÉALISME TECHNOFASCISTE

Au fond, la rupture ce n'est pas de vaincre l'ennemi, c'est de cesser de vivre dans le monde que cet ennemi vous a construit.

Jacques Rancière, *Libération*,
17 novembre 2011.

2037 : Boca Chica, dans l'angle mort du Texas. À quelques kilomètres d'une frontière mexicaine hérissée de miradors intelligents, un nouvel État a vu le jour. À force d'agrandir la base spatiale qui sert de pas de tir aux fusées SpaceX depuis près de vingt ans, Elon Musk a obtenu de l'administration Vance l'autorisation d'y établir une colonie terrienne de 40 km², à moitié gagnés sur la mer. Comme une répétition générale avant de s'envoler pour terraformer Mars – cette promesse qui continue d'agir comme un sortilège. Musklandia est une enclave souveraine protégée par une milice privée composée de vétérans et de robots autonomes. On n'y entre pas sans invitation, le droit de vote n'existe pas et on y vit sous contrat, au terme d'un processus de recrutement drastique. De loin, elle ressemble à ces villes fermées d'URSS aux alias énigmatiques – Sverdlovsk-45 ou Krasnoïarsk-26 – qui servaient à assembler des ogives ou enrichir secrètement du plutonium. Mais là où les Soviétiques cachaient ces bases stratégiques, le milliardaire a imposé

Musklandia sur les cartes, juste à côté du golfe du Mexique, renommé golfe d'Amérique par Trump en 2025. Régulièrement, il partage sur X des vues haute définition photographiées par ses satellites Starlink, qui montrent la croissance de cet empire-confetti visible depuis l'espace. Ce matin, le board qu'il a désigné se réunit pour réévaluer les critères d'admissibilité à la citoyenneté, si on peut encore l'appeler ainsi. Tout juste sait-on que chaque décision est déléguée à un algorithme aux secrets de fabrication mieux gardés que la composition du ketchup Heinz, qui classe les individus selon la qualité de leur configuration génétique et leur compatibilité idéologique. Les hommes, invités à procréer dans les grandes largeurs, doivent se soumettre à un spermogramme. Et comme dans toute multinationale qui se respecte, les éléments les moins productifs peuvent être renvoyés sur-le-champ. Musk n'est pas souvent là, occupé par ses autres enclaves disséminées sur le sol américain comme un vitiligo réactionnaire. Jamais sans son jet privé, il multiplie les allers-retours entre la ville nouvelle de Snailbrook et son domaine des faubourgs d'Austin, où il a installé ses 14 enfants et leurs mères dans un familistère qui tient plus du harem pour ultra-riches bunkerisés.

2037, c'est à la fois loin et déjà demain. Nos cauchemars ne sont encore que leurs rêves, mais ce monde est en germe. Nous l'avons décrit par le menu, il s'incarne dans des pratiques politiques identifiables et ses dégâts s'observent dès à présent. Ce qui se prépare n'est pas cantonné au Texas, ni même aux États-Unis. Le technofascisme n'a pas de capitale ; il est fait de nœuds plus ou moins lâches. C'est une souveraineté rhizomatique, disséminée dans des infrastructures, des plateformes et des contrats. Elle ne s'exerce plus adossée à une constitution, mais se

propage par délégation technique. C'est ce que nous avons tenté de démontrer : la force de cette pensée contre-révolutionnaire, née de la convergence entre des infrastructures technologiques du XXI^e siècle et les intuitions réactionnaires des anti-Lumières, ne réside pas dans sa solidité doctrinale, mais dans une capacité à encoder le monde pour remplacer le politique par un régime algorithmique à même de catalyser un « déjà-là » fasciste.

Dans son petit livre sur la contre-révolution californienne, l'historienne Sylvie Laurent, retraçant les origines reaganiennes de la Silicon Valley, décrit le libertarianisme comme « une impunité réactionnaire²⁴¹ ». Thiel, Andreessen, Musk et consorts n'ont que le mot « liberté » à la bouche, mais ils détestent l'égalité, et abhorrent la notion même de société. Car la décivilisation – à entendre ici selon la définition qu'en donne Norbert Elias, c'est-à-dire un processus où les normes sociales et le contrôle des pulsions s'érodent sous l'effet d'une crise – ne surgit pas dans les marges ou la colère des foules ; elle est à chercher chez les technofascistes, dans la sécession froide des contre-élites mise en œuvre au nom d'un impératif rationnel qui justifie de reprogrammer le réel pour mieux servir leurs intérêts de classe. Des enclaves techno-libertariennes aux villes-entreprises, des zones franches aux paradis fiscaux, il pousse aujourd'hui des formes post-politiques qui obéissent aux logiques du technofascisme : déterritorialisation et sélection, au nom d'une vision naturalisée des hiérarchies sociales, raciales et de genre. Au mitan des années 1960, Herbert Marcuse faisait de son *Homme unidimensionnel* la victime expiatoire du système capitaliste en absorbant toute possibilité d'émancipation par la consommation et le conformisme ; le technofascisme, lui, transforme

le néolibéralisme le plus débridé en carburant d'un idéal contre-révolutionnaire qui semble anesthésier le camp progressiste²⁴². C'est le règne du fascisme cool, pour reprendre un qualificatif cher à l'homme fort du Salvador, Nayib Bukele. Dystopique mais séduisant, particulièrement pour les jeunes hommes blancs qui aspirent à faire partie de cette aristocratie cognitive, ce discours assume son ambition hégémonique : dans leur vision du futur, les femmes sont introuvables, sinon assignées à une simple fonction reproductrice. Le reste est silence : pas de vulnérables, pas d'accidentés de l'existence, pas de vivants superflus ou surnuméraires – juste un avenir calibré pour une minorité à gros cerveau, triée, notée, sélectionnée.

Officiellement obsédés par l'amélioration du genre humain, nos *Apocalypse Nerds* prétendent défendre la civilisation contre la barbarie, l'ordre spontané contre le chaos organisé. Ils adhèrent à la théorie complotiste et raciste du grand remplacement, tout en promouvant à bas bruit une autre substitution, bien réelle. À l'arrière-plan des discours messianiques, c'est une autre obsession qui les anime, celle du dépassement des limites physiques, cognitives et terrestres pour aboutir à la logique ultime du capital, celle du « devenir humain des machines et du devenir objet des humains [qui] une fois transformés, [n'ont] plus rien à accomplir d'autre, à l'image de l'énergie que nous brûlons pour ne rien accomplir²⁴³ ». Car dans le logiciel des technofascistes, l'humanité a déjà été reléguée au rang de simple contingence. Peu importe que la terre brûle, que les populations soient déplacées, que les sociétés se fracturent. Pour les plus radicaux d'entre eux, les disciples de l'accélérationnisme de Nick Land, il faut même aller au bout de cette logique mortifère. Cingler vers le pire, s'autoriser une pulsion de mort qu'Achille Mbembe nomme

nécropolitique. Le philosophe camerounais la décrit comme la « capacité de dire qui pourra vivre et qui doit mourir²⁴⁴ ». À ce titre, les nerds de l'Apocalypse sont les agents d'un nécropouvoir qui capitalise sur notre anéantissement collectif, au nom d'une post-humanité fantasmatique sur laquelle ils entendent régner en seigneurs. En grand théoricien de la race, Mbembe nous avertit que ce futur nous condamne à un « devenir-nègre », c'est-à-dire à une subordination totale à la raison algorithmique, à l'image de la relation de pouvoir entre le maître et l'esclave.

Face à cette matrice technofasciste active, conçue pour se propager, une question brûle les lèvres : que faire ? Puisqu'ils ont un objectif radical, mais pas d'idéologie claire, combattre les nerds de l'Apocalypse dans le seul champ des idées est une impasse. En effet, l'univers mental de ces réactionnaires aux poches profondes est très puissant, vertigineux même ; il est nourri de science-fiction, de fusées, d'impérialisme spatial et de rêves d'immortalité. Il nous traverse, sature nos représentations mentales, nous renvoyant à cet ailleurs de l'enfance où le merveilleux cohabite avec le menaçant. De quoi rendre cet imaginaire proprement libidinal, c'est-à-dire capable de mettre en mouvement, d'activer une force motrice se nourrissant des passions tristes qui saturent notre époque. « Il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme », dit une fameuse citation apocryphe. Le défunt Mark Fisher l'a repris à son compte pour conceptualiser le « réalisme capitaliste », et peut-être parlerait-il aujourd'hui de réalisme technofasciste²⁴⁵. Il faudrait alors réussir à défaire une autre formule célèbre, thatchérienne celle-ci, en proclamant son antonyme : *il existe une alternative*.

Pour essentiel qu'il soit, ce combat intellectuel doit s'accompagner d'un ancrage dans le monde

réel, en réussissant à reconnecter les luttes de terrain et un champ du sensible assiégé par les oligarques de la tech. Comment ? En confrontant ces projets politiques sur des bases matérialistes. En détournant notre regard du futur, pour observer les dégâts dans le présent, par-delà les frontières symboliques : les territoires du Sud global où l'extractivisme pille et exploite ; les corps brutalisés des technoprolétaires ; les psychés anéanties des travailleurs et travailleuses du clic à Madagascar ou au Venezuela. Prenant appui sur l'étude de la Révolution haïtienne (1791-1804), le philosophe Norman Ajari nous rappelle que certaines des grandes révolutions victorieuses des siècles passés ont jailli en dehors de l'Occident. Les nerds de l'Apocalypse veulent nous marginaliser et nous transformer en capital à exploiter, alors autant revendiquer la perspective minoritaire. Cette révolution est possible mais elle ne se fera pas sans *les Autres*, les invisibles, eux aussi grands absents du récit apocalyptique des Thiel et des Musk de ce monde. Une autre piste stratégique consiste à observer les micropolitiques de la résistance, particulièrement au niveau local : le collectif Hiatus, qui défend un refus de l'IA ; la Quadrature du Net qui tient la même position quant aux dispositifs technosécuritaires ; les luttes syndicales, féministes, anti-racistes et climatiques qui s'organisent à l'échelle des quartiers et des villes. Ces mobilisations doivent être mises en réseau, de façon à mailler la cuirasse qui nous permettra de résister au technofascisme.

Si le projet technofasciste avance si vite, c'est peut-être aussi parce qu'il parle à cette part de nous-mêmes qui ne croit plus aux mondes partagés. Historiquement, les utopies sont nées dans le camp humaniste, de Thomas More à H.G. Wells. Elles portaient des noms d'îles ou de communautés,

synonymes de mondes meilleurs. Désormais, l'imaginaire cyberpunk, qui autrefois peignait la révolte des exclus contre les empires techno-corporatistes, a été retourné comme un gant, présenté comme un odieux modèle de domination des masses. Il faut dire les choses crûment : la gauche a perdu le monopole du futur. C'est pourquoi les idées qui refusent le catastrophisme des élites technologiques deviennent cruciales.

Pourquoi ne pas s'inspirer par exemple du concept de chthulucène (aucun rapport avec Cthulhu, l'inquiétante créature lovecraftienne), à travers lequel la philosophe Donna Haraway propose de « vivre avec le trouble » et de se démarquer de l'Anthropocène en tissant des relations d'interdépendance et de soin entre humains et non-humains pour cohabiter équitablement dans un monde complexe ravagé par la crise climatique²⁴⁶ ? On ne quitte pas seul la sidération : il faut s'y reconnaître dans le noir, puis s'y prendre la main, pour espérer retrouver la force collective de la solidarité. « Entre le courage et la peur, il y a un rendez-vous secret », écrit Cynthia Fleury²⁴⁷. Cela peut sonner gentiment ésotérique. Et alors ? Il ne suffira pas de cartographier l'architecture du cauchemar ; il faudra penser d'autres agencements, nourris par une indignation, une résistance même, qui partout dans le monde, fait déjà dégringoler les ventes de Tesla. L'avenir ne nous appartient pas encore. Mais il n'est pas tout à fait à eux.

NOTES

- 1 Peter Thiel, « A Time for Truth and Reconciliation », *Financial Times*, 10 janvier 2025.
- 2 Peter Thiel, *The Straussian Moment*, 2007.
- 3 Jacob Taubes, *La Théologie politique de Paul. Schmitt, Benjamin, Nietzsche et Freud*, Seuil, 1999.
- 4 Giuliano da Empoli, *Les Ingénieurs du chaos*, JC Lattès, 2019.
- 5 *Apocalypse Now? Peter Thiel on Ancient Prophecies and Modern Tech*, entretien avec Peter Robinson de la Hoover Institution, think-tank proche du parti républicain, disponible sur YouTube, 18 novembre 2024.
- 6 Giorgio Agamben, *Le Temps qui reste. Un commentaire de l'Épître aux Romains*, Payot, 2000.
- 7 Ivanne Trippenbach, « Steve Bannon, stratège de la première campagne de Trump : "Nous voulons rendre cette révolution permanente, nous emparer des institutions" », *Le Monde*, 30 avril 2025.
- 8 Yuk Hui, « On the Recurrence of Neo-Reactionaries », *e-flux journal*, février 2025.
- 9 Zeev Sternhell, *Les Anti-Lumières. Une tradition du XVIII^e siècle à la guerre froide*, Fayard, 2006.
- 10 Thomas Carlyle, *On Heroes and Hero Worship and the Heroic in History*, 1841.
- 11 Zeev Sternhell, *op. cit.*
- 12 Jessica Pishko, « The Private Citizens Who Want to Help Trump Deport Migrants », *The New Yorker*, 6 juin 2025.
- 13 John Ganz, « Reading Thiel's Op-Ed », *Unpopular Front*, 14 janvier 2025.
- 14 Tom Wolfe, « The Tinkerings of Robert Noyce », *Esquire*, décembre 1983.
- 15 Al Gore, « Remarks as Delivered by Vice President Al Gore to The Superhighway Summit », UCLA, 11 janvier 1994.
- 16 Olivier Alexandre, « La Tech sur les chemins d'une contre-révolution », AOC, 10 juillet 2024.
- 17 *Ibid.*
- 18 Cette citation pourrait être empruntée à Peter Thiel, qui en a fait un véritable programme idéologique.
- 19 Olivier Alexandre, « Big Data, Big Boss, Big Tech, les trois philosophies de la Tech : entretien avec Hubert Guillaud » pour la newsletter *Dans les algorithmes*, 18 juin 2024.
- 20 Ronald Kessler, « Absent at the Creation; How One Scientist Made off with the Biggest Invention Since the Light Bulb » *The Washington Post Magazine*, 6 avril 1997.

- 21 George Gilder, *The Spirit of Enterprise*, Simon & Schuster, 1985.
- 22 John Ganz, *When The Clock Broke: Con Men, Conspiracists, and How America Cracked Up in the Early 1990s*, Farrar, Strauss & Giroux, 2024.
- 23 Max Chafkin, *The Contraria: Peter Thiel and Silicon Valley's Pursuit of Power*, Bloomsbury, 2021.
- 24 Peter Thiel, « Education of a Libertarian », Cato Unbound, 13 avril 2009 .
- 25 Grégoire Chamayou, *La Société ingouvernable*, La Fabrique, 2018.
- 26 Lors d'un discours prononcé à la conférence libertarienne Libertopia en 2010.
- 27 Quinn Slobodian, *Le Capitalisme de l'apocalypse ou le rêve d'un monde sans démocratie*, Seuil, janvier 2025.
- 28 Joseph Cox, « Leaked: Palantir's Plan to Help ICE Deport People », 404media, 17 avril 2025.
- 29 Peter Thiel, « Technology entrepreneur and investor, Ask me anything », Reddit.com, 11 septembre 2014.
- 30 Max Chafkin, *op. cit.*
- 31 Luke O'Brien, « The Shocking Far-Right Agenda Behind the Facial Recognition Tech Used by ICE and the FBI », Mother Jones, avril 2025.
- 32 Peter Thiel avec Blake Masters, *De Zéro à Un. Comment construire le futur*, JC Lattès, 2014.
- 33 James Pogue, « Inside the New Right, Where Peter Thiel Is Placing His Biggest Bets », *Vanity Fair*, 20 avril 2022 -.
- 34 Victor Klemperer, *LTI. La langue du Troisième Reich, 1947* (Albin Michel, 1996, pour l'édition française).
- 35 Karen Yourish, Annie Daniel, Saurabh Datar, Isaac White et Lazaro Gamio, « These Words Are Disappearing in the New Trump Administration », *The New York Times*, 7 mars 2025.
- 36 Jacques Rancière, *Le Partage du sensible. Esthétique et politique*, La Fabrique, 2000.
- 37 Franz Neumann, *Béhémoth. Structure et pouvoir du national-socialisme*, 1942 (Payot, 1987, pour l'édition française). Il faut préciser ici que cet ouvrage, publié pendant la guerre, ne prend pas la pleine mesure de la Solution finale mise en œuvre par les nazis, sommet de son épouvantable management par l'horreur.
- 38 *Ibid.*
- 39 Adeel Hassan, « What Is the H-1B Visa Program and Why Are Trump Backers Feuding Over It? », *The New York Times*, 24 janvier 2025.
- 40 Quinn Slobodian, « Speed Up the Breakdown », *The New York Review of Books*, 15 février 2025.

- 41 Umberto Eco, *Reconnaître le fascisme*, 1995 (Grasset, 1997, pour l'édition française).
- 42 Émile P. Torres, *Human Extinction: A History of Science and The Ethics of Annihilation*, Routledge, 2023.
- 43 Timnit Gebru et Émile P. Torres, « The TESCREAL bundle : Eugenics and the promise of utopia through artificial general intelligence », *First Monday*, 2024.
- 44 Olivier Tesquet, « Les milliardaires pro-Trump de la Silicon Valley vont-ils avoir la peau de la démocratie ? », *Télérama*, 30 septembre 2024.
- 45 Max Chafkin, *op. cit.*.
- 46 Kylie Robinson, Paige Oamek, « Elon Musk's Grok AI Can't Stop Talking About 'White Genocide' », *Wired*, 14 mai 2025.
- 47 Marc Andreessen, *The Techno-Optimist Manifesto*, a16z.com, 16 octobre 2023, disponible en ligne.
- 48 Bruno Latour, *Pasteur. Guerre et Paix des microbes*, Anne-Marie Métaillé, 1984.
- 49 Dominique Boullier. *Propagations, un nouveau paradigme pour les sciences sociales*, Armand Colin, 2023.
- 50 Gene Sharp, *De la dictature à la démocratie. Un cadre conceptuel pour la libération*, 1993 (L'Harmattan, 2009, pour l'édition française).
- 51 Curtis Yarvin, « The Great Coup of 2021 », *Gray Matter*, 8 janvier 2021.
- 52 *Ibid.*
- 53 Lors d'un discours prononcé en 2012 à une conférence BIL, variante populiste des TED Talks, « Mencius Moldbug : How to Reboot the US Government », disponible sur YouTube.
- 54 Mandate for Leadership, « The Conservative Promise », disponible sur Project2025.org.
- 55 Steve Contorno, « Trump claims not to know who is behind Projet 2025: A CNN review found at least 140 people who worked for him are involved », *CNN*, 11 juillet 2024.
- 56 Centre for Climate Reporting, « Undercover in Project 2025 », 15 août 2024, disponible sur YouTube.
- 57 Avi Asher-Schapiro, Christopher Bing, Annie Waldman, Brett Murphy, Andy Kroll, Justin Elliott, Kirsten Berg, Sebastian Rotella, Alex Mierjeski, Pratheek Rebala and Al Shaw, « Elon Musk's Demolition Crew », *ProPublica*, 6 février 2025.
- 58 Tweet du 14 novembre 2024.
- 59 Don Moynihan, « DOGE: Dangerous Oligarchs Grab Everything », en ligne sur Substack, 20 janvier 2025.
- 60 Ken Thomas, Scott Patterson, Lindsay Wise, « Trump's Budget Hawk Takes Over the DOGE Agenda. First Up: The Military », *Wall Street Journal*, 11 mai 2025 .

- 61 Christian Salmon, *La Tyrannie des bouffons. Sur le pouvoir grotesque*, Les liens qui libèrent, 2020.
- 62 Patrick Deneen, *Regime Change: Toward a Postliberal Future*, Sentinel, 2023.
- 63 Carl Schmitt, *La notion de politique*, 1932 (Flammarion, 2009 pour l'édition française).
- 64 Curtis Yarvin sous le nom de Mencius Moldbug, « The Case Against Democracy: Ten Red Pills », *Unqualified Reservations*, 24 avril 2007.
- 65 Tweet du 17 mai 2020.
- 66 Michael Casey, « Trump Administration Freezes \$2.2 Billion in Grants to Harvard Over Campus Activism », *Associated Press*, 15 avril 2025.
- 67 Ivonne Trippenbach, « Aux États-Unis, le mouvement MAGA à l'assaut des campus », *Le Monde*, 16 avril 2025.
- 68 Donald J. Trump, *The America We Deserve*, Renaissance Books, 2000.
- 69 Gilles Gressani et Mateo Malik, « Curtis Yarvin : grand entretien avec l'intellectuel organique de la contre-révolution trumpiste (1^{ère} partie) », *Le Grand Continent*, 5 avril 2025.
- 70 *Ibid.*
- 71 David Marchese, « The Interview Curtis Yarvin Says Democracy Is Done, Powerful Conservatives Are Listening », *The New York Times*, 18 janvier 2025.
- 72 Peter Sloterdijk, *Colère et Temps, Essai politico-philosophique*, Maren Sell, 2007.
- 73 *Ibid.*
- 74 Hippolyte Taine, *Les Origines de la France contemporaine*, tome 5, livre premier, chapitre 2, 1875-1893.
- 75 Gilles Gressani et Mateo Malik, *op. cit.*
- 76 Ernst Kantorowicz, *Les Deux Corps du roi*, 1957 (Gallimard, 1989, pour l'édition française).
- 77 Benjamin Bratton, *The Stack*, The MIT Press, 2016.
- 78 Anaïs Dubois, « En Argentine, le président Javier Milei a déjà licencié des milliers de fonctionnaires », *Le Monde*, 29 juillet 2024.
- 79 Clémentine Eveno, « En Argentine, Javier Milei réprime la manifestation des retraités pour de meilleures conditions de vie : 20 blessés », *L'Humanité*, 13 mars 2025.
- 80 Hans-Adam II, *The State in the Third Millennium*, Van Eck Publishers, 2009.
- 81 James C. Scott, *Seeing Like a State*, 1998 (La Découverte, 2021, pour l'édition française).
- 82 Camilo Freedman, « They turned our home into a cemetery: the high price of El Salvador's Bitcoin City dream », *The Guardian*, 12 mars 2025.

- 83 Zolan Kanno-Youngs, « El Salvador's Leader Says He Won't Return Wrongly Deported Maryland Man », *The New York Times*, 15 avril 2025.
- 84 Michael Stott, « How El Salvador Became a Model for the Global Far Right », *Financial Times*, 13 janvier 2025.
- 85 Jules Torres, « Guyane : Gérald Darmanin va enfermer les narcotrafiquants dans la jungle amazonienne », *Le Journal du dimanche*, 17 mai 2025.
- 86 Ironie du sort, Bannon dénonce désormais « le technoféodalisme qui va détruire le monde », voir son interview avec Ross Douthat du *New York Times*, « Steve Bannon: Technofeudalism will 'Destroy the World' », 31 janvier 2025, disponible sur YouTube.
- 87 Ghislaine Ottenheimer, « La tentation de la hache », *Challenges*, 6 février 2025.
- 88 *En qu/oji les Français ont-ils confiance aujourd'hui?*, Baromètre de la confiance politique, Vague 16, Février 2025.
- 89 Nick Bostrom, « Existential Risks, Analyzing Human Extinction Scenarios and Related Hazards », *Journal of Evolution and Technology*, Vol. 9, 2002.
- 90 Peter Thiel, *The Education of a Libertarian*, op. cit.
- 91 Camille Vigogne Le Coat et Lucas Burel, « Pierre-Edouard Stérin, saint patron des réacs : enquête sur le milliardaire qui veut faire gagner l'extrême droite », *L'Obs*, 12 février 2025.
- 92 Clément Guillou, « Pierre-Edouard Stérin et François Durvy, les hommes d'affaires qui aimantent la droite et le RN », *Le Monde*, 18 février 2025.
- 93 *Peace to Prosperity. A Vision to Improve the Lives of the Palestinians and Israeli People*, site de la Maison Blanche, janvier 2020.
- 94 La version intégrale de la présentation est disponible via le lien : www.yynet-pic1.yit.co.il/picsrver5/wcm_upload_files/2024/05/03/r1xP7iKGf0/Gaza_Businessmen_Initiative_heb___Copy__1_.pdf.
- 95 Conférence de presse de Donald Trump à la Maison Blanche en présence de Benjamin Netanyahu, 5 février 2025.
- 96 Curtis Yarvin, *Gaza, Inc.*, newsletter Gray Mirror, 6 février 2025.
- 97 Mencius Moldbug (pseudonyme de Curtis Yarvin), « A Formalist Manifesto », *Unqualified Reservations*, 24 avril 2007.
- 98 *Ibid.*
- 99 Mencius Moldbug, « Mediocracy: definition, etiology and treatment », *Unqualified Reservations*, 9 septembre 2007.
- 100 Curtis Yarvin, « Patchwork: A Political System for the 21st century », *Unqualified Reservations*, 3 novembre 2008.
- 101 Arnaud Miranda, « Curtis Marvin, idéologue du trumpisme et de la fin de la démocratie », *The Conversation*, 23 mars 2025.

- 102 Nevin Kallepalli, « In a Soho Loft, Tech Bros Plot An Autonomous City », *New York Magazine*, 28 juin 2022.
- 103 L'œuvre de l'auteur britannique J. R. R. Tolkien fascine en particulier le financier Peter Thiel qui a nommé ses sociétés à partir de son univers légendaire, comme la société d'édition de logiciels de surveillance Palantir ainsi que les fonds d'investissement Valar Ventures, Mithril Capital, Arda Capital, Lambdas LLC et Rivendell LLC.
- 104 Il est très ironique de noter que les deux entrepreneurs à la tête de cette start-up empruntent à Marx et à la tradition révolutionnaire le concept de praxis, qui désigne l'importance de la pratique sociale pour comprendre la société et la transformer. Ce concept est détaillé par Marx en 1845 dans *Thèses sur Feuerbach*.
- 105 « *You were created to take dominion* », compte X de Dryden Brown, 17 juillet 2024.
- 106 « Declaration of Ascent », site web de Praxis, 2025.
- 107 Ayn Rand, *La Grève*, 1957 (Les Belles Lettres 2017 pour l'édition française).
- 108 Ali Breland, « A Peter Thiel-Linked Startup Is Courting New York Scenesters and Plotting a Libertarian Paradise », *Mother Jones*, 7 septembre 2023.
- 109 Joseph Bernstein, « Who Would Give This Guy Millions to Build His Own Utopia? », *New York Times*, 12 décembre 2023.
- 110 Dans une publication sur son site personnel (www.drydenbrown.posthaven.com), le fondateur de Praxis définit le national-accélérationnisme comme « l'alignement de la technologie avec le gouvernement de manière à ce que la technologie serve les intérêts nationaux. Directement par l'attraction d'entreprises technologiques placées au service de la croissance économique, l'emphase placée sur le développement social et culturel via la technologie, une réduction des dépendances extérieures en énergie, computation, semi-conducteurs et en technologies de défense. Indirectement par le fait de réinvestir les bénéfices dans les infrastructures sociales (...) ». Il imagine qu'« une nation d'explorateurs pourraient financer la colonisation de Mars grâce aux bénéfices de l'industrie de la fusion nucléaire, l'art pourrait être financé grâce aux bénéfices de la médecine personnalisée, l'éducation le serait par les dividendes de l'IA. ».
- 111 Patri Friedman, « TSI Strategy & Status: the Future », présentation au Seasteading Institute, San Francisco, 29 septembre 2009.
- 112 Margaux McColl, « 'I Went To Greenland to Try to buy it': Meet the founder who wants to recreate Mars on Earth », *TechCrunch*, 15 novembre 2024.

- 113 Thread de Jenny Cohn sur son compte X, le 8 janvier 2025.
- 114 Le texte est disponible sur www.thenetworkstate.com
- 115 Deux ans avant la publication du *Network State*, en juin 2020, il publie une série de tweets intitulés « Comment créer une nouvelle ville », qui détaille sa méthode en sept étapes : créer une communauté dans le cloud ; organiser l'économie autour du télétravail ; faire appliquer la loi grâce aux « contrats intelligents » (*smart contracts*) ; pratiquer les normes de civilité au cas par cas, en personne ; simuler l'architecture grâce à la VR ; financer un territoire de façon participative ; et matérialiser cette ville dans le monde réel.
- 116 Ellis Hamburger, « Silicon Valley's "Ultimate Exit": secession from the united States », *The Verge*, 22 octobre 2013.
- 117 FUD pour *Fear Uncertainty and Doubt* est une maxime chère aux crypto-bros. Elle désigne le climat d'hostilité que les critiques des technologies entretiendrait afin de manipuler la confiance du grand public. Balaji Srinivasan applique cette notion au gouvernement américain. Selon lui, ce dernier manipulerait l'opinion en particulier sur les sujets relatifs à la sécurité nationale. Dans le support de sa présentation explique « nous [les citoyens américains, ndlr] n'avons pas choisi de financiariser des prêts hypothécaires, de renflouer les banques et décidé d'invasion » (« *We didn't securitize mortgages, order bailouts, start wars* »). Il s'agit d'une référence à la crise financière et bancaire de 2008 autant qu'aux invasions militaires américaines, notamment celle de l'Irak en 2003. Balaji Srinivasan prend appui sur ces deux événements-clés de la décennie 2000 pour asseoir sa rhétorique complotiste anti-Etat. Il cible directement le gouvernement américain, qu'il accuse de manipuler la population en ne servant pas ses intérêts, ce qui relève également d'une approche populiste. .
- 118 Franklin Foer, « Facebook's War on Freewill », *The Guardian*, 19 septembre 2017.
- 119 Morgane Tual, « "Ringard", Facebook ? Vingt ans après, pourquoi le réseau social reste le plus populaire », *Le Monde*, 2 février 2024.
- 120 Statistique du cabinet EnterpriseAppsToday, mai 2024.
- 121 Balaji Srinivasa, « The key is to go cloud first, land last », tweets postés le 6 juin 2020 sur X.
- 122 Balaji Srinivasan, *The Network State*, 2022, PDF p.9.
- 123 Les ennemis désignés de Balaji Srinivasan sont le « *Woke Capital* » incarné par l'organe de presse de centre libéral, le *New York Times*, et le « *Communist Capital* » du PCC. Le rempart, la muraille idéologique pour faire face à ces deux ennemis est le « *Crypto Capital* », entendu comme une « *idéologie internationale centrée sur Bitcoin et le Web3. Un capitalisme sans État, sans entreprises, décentralisé et résistant à la censure, fondé sur*

des lois internationales neutres. », voir le chapitre « The Tripolar Moment », *The Network State*, p145.

124 Robin Hanson, *Shall We Vote on Values, But Bet on Beliefs?*, George Mason University, 2007.

125 Eva Cohen, « “Futarchie” – L’art d’utiliser les marchés prédictifs pour façonner les politiques publiques », Usbek&Rica, 30 mars 2022.

126 Dave Karpf, « The Tech Barons have a blueprint drawn in crayon. They have not thought of any of this through », newsletter The Future, Now and Then, Substack, 16 février 2025.

127 *The Network State*, p 227.

128 Organisé à Amsterdam à l’automne 2023, le rassemblement The Network State Conference a rassemblé 1200 personnes autour de 40 panels. Avec un public de plus de 30 000 personnes en ligne, cet événement marque un tournant en terme de visibilité. Pour un résumé de l’événement, voir : Jackson Steger, « Full Recap: The Network State Conference », newsletter Future of Living (Substack), 22 novembre 2023. Depuis septembre 2024 ces conférences ont lieu à Singapour où réside Balaji Srinivasan.

129 Aris Komporos-Athanasios, *Speculative Communities. Living With Uncertainty in a Financialized World*, The University of Chicago Press, 2022.

130 Un agrégateur, The Network State Dashboard, conçu par les équipes de Balaji Srinivasan est disponible en ligne : www.thenetworkstate.com/dashboard.

131 Gil Duran, « Trump’s weird “Freedom Cities” and The Network State Cult », newsletter The Nerd Reich, 13 août 2024.

132 Ernest Renan, « Qu’est-ce qu’une nation ? », conférence à la Sorbonne, 1882 .

133 Site personnel d’Olivier Roland.

134 Amélie Ruhlmann, « Difficultés financières, procédures en justice, condamnation La descente aux enfers se poursuit pour Oussama Ammar », *Le Figaro*, 26 octobre 2024.

135 texte, audio et e-book confondus.

136 Titus Gebel, *Free Private Cities: Making Governments Compete For You*, Aquila Urbis, août 2018.

137 Paul Romer, « Why The World Needs Charter Cities ? », Ted Global 2009, Juillet 2009.

138 Sebastian Mallaby, « The Politically Incorrect Guide to Ending Poverty », *The Atlantic*, juillet-août 2020.

139 « *Imagine a system in which a private company as a “government service provider” offers you protection of life, liberty and property* », site web www.free-cities.org.

140 Quinn Slobodian, *Le Capitalisme de l’Apocalypse ou le rêve d’un monde sans démocratie*, éditions du Seuil, 2024.

- 141 Hans-Herman Hoppe, *Democracy: The God That Failed*, Transaction Publishers, 2001.
- 142 Quinn Slobodian, *Ibid.*, p. 14.
- 143 Quinn Slobodian, chapitre « La solution de Singapour », *Ibid.*, p. 79-99.
- 144 Julia Nawrocki, « Shenzhen au coeur d'un corridor d'innovation dans le Delta de la rivières des perles », *Géoconfluences*, ENS de Lyon, 24 novembre 2020.
- 145 Quinn Slobodian, chapitre « Les bantoustans libertariens », *Ibid.*, p 104-122.
- 146 Mike Davis, *Le Stade Dubai du capitalisme*, Les prairies ordinaires, 2007.
- 147 Pour le moment, le projet NEOM s'enlise. Un documentaire de la chaîne britannique ITV a jeté une lumière crue sur les conditions de travail barbares pour les ouvriers mobilisés sur le chantier The Line. D'après la chaîne, 21 000 ouvriers seraient morts sur ce chantier qui s'illustre par le caractère systémique des violations des droits humains. Voir *Kingdom Uncovered: Inside Saudi Arabia*, ITV, novembre 2024.
- 148 Une « licorne » est une société technologique valorisée à plus d'un milliards d'euros ou de dollars.
- 149 Fabien Foureault, « Le capital ne risque rien », *Au-delà de l'idéologie de la Silicon Valley*, revue Têque, Audimat éditions, 2024.
- 150 Olivier Jutel, *The Network State, Venture Capital and the Political Economy of Exit*, University of Otago, août 2024.
- 151 Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, La Fabrique, 2018.
- 152 Michael P. Gibson, « The Nakamoto Consensus. How We End Bad Governance », newsletter Underthrow, 3 mai 2023.
- 153 Pascal Riché, « Quinn Slobodian, historien: "il faut oublier cette idée reçue selon laquelle le capitalisme et la démocratie se renforcent mutuellement" », *Le Monde*, 20 janvier 2025.
- 154 Julien Damon, « Seasteading, l'utopie flottante libertarienne », *Les Échos*, 14 août 2015.
- 155 Joe Quirk et Patri Friedman, *Seasteading. How Floating Nations Will Restore the Environment, Enrich the Poor, Cure the Sick and Liberate Humanity from Politicians*, Free Press, 2017.
- 156 Toutes les étapes de l'épopée sont narrées dans la mini-série *The First Seasteaders*, disponible sur la chaîne YouTube de l'institut du Seasteading.
- 157 Hannah Ellis-Petersen, « US bitcoin trader may face death penalty in Thailand over "sea home" », *The Guardian*, 1^{er} avril 2019.
- 158 Isabelle Simpson, *Performing freedom: An examination of Ocean Builder's successful failure in Thailand*, McGill University, juillet 2021.

- 159 Le terme « crypto » fait référence au fait que ces personnes sont impliquées dans l'investissement en crypto-actifs, autant qu'à la dimension de « cryptage » qui renvoie à la nature secrète de leurs activités qui se positionnent aux marges de la société. « Trads » fait référence au conservatisme social de cette élite de la Silicon Valley. Dans Isabelle Simpson, *Cultural Political Economy of Startup Societies*, McGill University, septembre 2021.
- 160 « Projet d'îles flottantes en Polynésie Française », The Seasteading Institute, janvier 2017.
- 161 Fabien Benoit, « Polynésie : îles artificielles, l'utopie prend l'eau », *Libération*, 7 mai 2017.
- 162 Sophie Elmhirst, « The Disastrous Voyage of Satoshi the World's First Cryptocurrency Cruise Ship », *The Guardian*, 7 septembre 2021.
- 163 José Luis Palma Herrera, *El regreso de los enclaves a Honduras en el siglo XXI: Las zonas de empleo y desarrollo económico (ZEDE), la versión de las ciudades chárter rechazada por su creador Paul Romer (2010-2019)*, Anuario de Estudios Centroamericanos, février 2020.
- 164 Niklas Anzinger, « Vitalia - Starting the Frontier City of Life », blog de la communauté Próspera, 2020.
- 165 Laurie Clarke, « This biohacking company is using a crypto city to test controversial gene therapies », MIT Technology Review, 13 février 2023.
- 166 Ian MacDougall et Isabelle Simpson, « A libertarian "startup city" in Honduras faces its biggest hurdle: the locals », *Rest of the World*, 5 octobre 2021.
- 167 « Honduras No Se ZEDE », ONG PBI Honduras.
- 168 Laurie Clarke, « A crypto-libertarian paradise just lost an existential battle with Honduras », *Rest of the World*, 11 mai 2022.
- 169 Guillaume Long, « How a Start-Up Utopia Became a Nightmare for Honduras », *Foreign Policy*, 24 janvier 2024.
- 170 Site web de Próspera Africa .
- 171 Laurie Clarke, « A Peter Thiel-backed Startup City Wants to be Africa's Delaware », *Wired*, 18 avril 2023.
- 172 Ruth Olurounbi et Isaac Anyaogu, « Dangote Refinery Expected to Start Operations by Mid-2023 », *Bloomberg*, 30 août 2022.
- 173 « La pauvreté explose au Nigéria, selon un rapport de la Banque Mondiale », RFI, 20 octobre 2024.
- 174 Safe Oputu, « The Blank State Fantasy. The Promise and Pitfalls of International Charter Cities », *The Republic*, 10 mai 2021.
- 175 Steven Press, *Rogue Empires, Contracts and Conmen in Europe's Scramble for Africa*, Harvard University Press, 2017.

- 176 Meridith McGraw, « Trump calls for contest to create futuristic "Freedom Cities" », *Politico*, 3 mars 2023.
- 177 Dr. Mark Lutter, *Freedom Cities. Accelerating American Innovation by Reducing Regulatory and Administrative Burdens*, publication du Charter Cities Institute, 2025.
- 178 Caroline Haskins et Vittoria Elliott, « "Startup Nation" Groups Say They're Meeting Trump Officials to Push For Deregulated "Freedom Cities" », *Wired*, 7 mai 2025.
- 179 Conor Dougherty et Erin Griffith, « The Silicon Valley Elite Who Want to Build a City From Scratch », *New York Times*, 28 août 2023.
- 180 Conor Dougherty et Coral Murphy, « Hostility Slaps Silicon Valley Bigwigs Trying to Build a New City », *New York Times*, 21 avril 2024.
- 181 Site web de California Forever .
- 182 Will McCarthy et Emily Schultz, « California Forever's backdoor off the ballot », *Politico*, 27 janvier 2025.
- 183 Christine Hall, « Y Combinator's Gary Tan chastises a San Francisco Law Maker Again - this Time about an Email Bill », *TechCrunch*, 2 avril 2024.
- 184 Vidéo sur YouTube: *Balaji on How the Tech Tribe Can Save Our Cities*, mars 2024.
- 185 J. David Goodman, « Elon Musk Is Creating His Own Texas Town. Hundreds Already Live There », *New York Times*, 24 décembre 2024.
- 186 Thomas Lemahieu, « Projet Monastère. Comment un collectif citoyen a gagné face à Pierre-Édouard Stérin », *L'Humanité*, 13 septembre 2024.
- 187 David Golumbia, *Cyberlibertarianism, The Right-Wing Politics of Digital Technology*, University of Minnesota Press, 2024.
- 188 Tweet de Peter Diamandis, 13 mars 2025.
- 189 Andrew Anthony, « "Eugenics on Steroids": the toxic and contested legacy of Oxford's Future of Humanity Institute », *The Guardian*, 28 avril 2024.
- 190 Nick Bostrom, *Are You Living in a Computer Simulation?*, *Philosophical Quarterly*, 2003.
- 191 Nick Bostrom, *Ibid.*
- 192 Sean Illing, *Are We Living in a Computer Simulation? I Don't Know. Probably*, Vox Media, 24 octobre 2020
- 193 Sam Altman, *The Merge*, samaltman.com, 7 décembre 2017..
- 194 Jérôme Marin, « Dans la Silicon Valley, Nectome vend l'immortalité numérique », *Le Monde*, 26 mars 2018.
- 195 Tweet du 20 novembre 2024.
- 196 Nikolai Kardachev, « Transmission of Information by Extraterrestrial Civilizations », conférence à Byurakan, 1964.

- 197 Juliette Faure, « Du cosmisme russe au transhumanisme de la Silicon Valley. Histoire croisée du rééchantement de la modernité technologique (1970-2022) », séminaire « Capitalisme numérique et idéologies », CNRS, 2024.
- 198 Thibault Prévost, *Les prophètes de l'IA. Pourquoi la Silicon Valley nous vend l'Apocalypse*, Lux Éditeur, 2024.
- 199 Thibault Prévost, *Ibid.* p 37-39.
- 200 Max More, « The Philosophy of Transhumanism », *The Transhumanist Reader: Classical and Contemporary Essays on the Science, Technology and Philosophy of the Human Future*, Chichester, Wiley-Blackwell, 2013.
- 201 www.extropy.org/emaillists.htm.
- 202 Apolline Taillandier, « Défaire l'idéologie californienne. Transhumanisme et justification du capitalisme », séminaire « Capitalisme numérique et idéologies », CNRS, 2023.
- 203 Catherine Rollot, « Dans les nouveaux centres de santé "épigénétiques", le rêve de longévité d'une riche clientèle », *Le Monde*, 16 février 2025.
- 204 Cette projection à l'effet massue émane de la Bank of America, relayée par un site du mouvement de la longévité www.longevity.technology, elle est donc à prendre avec précaution. .
- 205 Arthur Cerf, « 3 600 euros le check-up : dans les coulisses de la start-up de médecine des proches d'Emmanuel Macron », *Libération*, 7 mars 2024.
- 206 Thibault Prévost, *Ibid.* p 48-49.
- 207 Thibault Prévost, *Ibid.*, p 50.
- 208 Tweet de Bryan Johnson du 7 mars 2025.
- 209 Rachel Dodes, « Bryan Johnson, l'homme qui refusait de vieillir », *Vanity Fair*, 8 juin 2024.
- 210 Rachel Dodes, *Ibid.*
- 211 Douglas Rushkoff, *Survival of the Richest: Escape Fantasies of the Tech Billionaires*, W. W. Norton & Company, 2022
- 212 Marc Andreessen, *op. cit.*.
- 213 Aaron Bastani, *Fully Automated Luxury Communism: A Manifesto*, Verso Books, 2018.
- 214 Raphaëlle Besse Desmoulières, « Ces américains en croisade pour faire le plus d'enfants possible, et sauver l'humanité », *M*, le magazine du *Monde*, 8 novembre 2023.
- 215 Hannah devlin, Tom Burgis, David Pegg and Jason Wilson, « US start-up charging couples to "scan embryos" for IQ », *The Guardian*, 18 octobre 2024.
- 216 Tweet du 29 avril 2024.
- 217 Mannish Krishnan, « Far-Right Influencers Are Hosting a \$10-k-Person Matchmaking Weekend to Repopulate the Earth », *Wired*, 31 mars 2025.

- 218 Adriana Gomez Licon, « Clip resurfaces of Vance criticizing Harris for being “childless”, testing Trump new running mate », *APnews*, 24 juillet 2024.
- 219 Jonathan Anomaly, « Defending eugenics: from cryptic choice to conscious selection », *Monash Bioeth Rev*, 2028.
- 220 Et ce malgré le fait qu'il soit soit couvert par l'État, une entité qui, contrairement aux assurances privées, ne peut pas faire faillite.
- 221 Kate Willett et Émile P. Torres, podcast *Dystopia Now*, 2025
- 222 Jason Wilson et Ali Winston, « Sam Bankman-Fried Funded a Group With Racist Ties. FTX Wants Its \$5m Back », *The Guardian*, 16 juin 2024..
- 223 Peter Singer, *Practical Ethics*, Cambridge University Press, 1979.
- 224 Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*, La Fabrique, 2008.
- 225 Zak Cheney-Rice, « Our Journey Into Extremism, The revealing case of the anti-woke crusader Richard Hanania », *The Intelligencer*, 12 août 2023.
- 226 Arthur Caplan et James Tabery, « Donald Trump Wants to Make Eugenics Great Again », *Scientific American*, 17 octobre 2024.
- 227 David Robert Grimes, « Silicon Valley is Reviving the Discredited and Discriminatory Idea of “Race Science” », *Scientific American*, 17 décembre 2024.
- 228 Matthew Yglesias, « The troubling rise of Hitler revisionism », newsletter Slow Boring, 14 avril 2025.
- 229 Dr. William Luther Pierce, *Cosmotheism* sur Internet Archive, 2020.
- 230 Quinn Slobodian, *Hayek's Bastards. Race, Gold, IQ and the Capitalism of the Far Right*, Zone Books, 2025
- 231 Émile P.Torres, « The Endgame of Edgelord Eschatology », *Truthdig*, 25 avril 2025.
- 232 Andy Beckett, Accelerationism: « How a Fringe Philosophy Predicted The Future We Live in », *The Guardian*, 11 mai 2017..
- 233 Nick Land, *The Dark Enlightenment*, Imperium Press, 2014.
- 234 Norman Ajari, « Dark Gothic MAGA: Elon Musk, la néoréaction et l'esthétique du cyberfascisme », *Lundi.am*, 31 janvier 2025.
- 235 David Golumbia, *Cyberlibertarianism*, *Ibid.*
- 236 Jules Evans, « Accelerationnism, AI and Dark MAGA », newsletter Ecstatic Integration, 14 février 2025.
- 237 Jules Evans, « Timothy Leary's psychedelic eugenics », newsletter Ecstatic Integration, 6 octobre 2022.
- 238 Nese Devenot, « TESCREAL hallucinations: Psychedelic and AI hype as inequality engines », *Journal of Psychedelic Studies*, 2023.

- 239 Nick Land, « Hyperstition: an Introduction », 2009. Disponible sur Orphan Drift Archive. .
- 240 Curtis Yarvin : « La Monarchie et Donald Trump » (2ème partie de l'entretien fleuve), *Le Grand Continent*, 12 avril 2025.
- 241 Sylvie Laurent, *La Contre-révolution californienne*, Seuil/Libelle, 2025.
- 242 Herbert Marcuse, *L'Homme unidimensionnel*, Les Éditions de Minuit, 1968 pour l'édition française.
- 243 Hubert Guillaud, « De la brutalité du monde: quand la technologie sert à rendre le pouvoir indestructible », InternetActu, 9 juin 2020.
- 244 Achille Mbembe, *Nécropolitique*, Raisons politiques, 2006
- 245 Mark Fisher, *Le Réalisme capitaliste*, Entremonde, 2018 pour l'édition française.
- 246 Donna Haraway, *Staying with the Trouble: Making Kin in the Chthulucene*, Duke University Press, 2016.
- 247 Cynthia Fleury, *La Fin du courage*, Fayard, 2010

REMERCIEMENTS

Nastasia Hadjadj
Pour Jézabel

Olivier Tesquet

À Maud, qui colle son coeur au mien,
À Guillaume, Charles et Raphaël, qui m'ont prêté
leurs yeux perçants,
À Johan, notre éditeur, qui a cru en notre projet,
À Dominique, qui m'a prêté son adorable maison
pour y établir ma base arrière,
À ma famille, à mes amis, à mes animaux adorés,
aux souvenirs de celles et ceux qui ne sont plus là,
Ce livre n'aurait pas existé sans vous.

éditions divergences
45 place Saint-Michel
29300 Quimperlé

Révision du manuscrit:
Alex Taillard

Relecture:
Véronica Begemot

Identité visuelle:
Morgane Masse
et Anouk Rebaud

Conception graphique:
Morgane Masse

Typographies:
Univers
Concorde

Imprimé en France
chez SEPEC (France).
Tiré à 6000 exemplaires
en juin 2025.

